# Supplément Radio-Télévision

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 AVRIL 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Résistances éthiopiennes

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14381 - 6 F

E « Négus rouge » se cramponne à son trône. Le colonel Menguistu Hsilé Mariam, le damier des grands dictateurs sfricains, n'entravoit toujoure pas d'autre solution que militaire pour mettre fin aux rébellions qui ravagent l'Ethiopie depuis déjà un bon quart de aiècle. Dans un discours-fleuve très attendu, diffusé, vendredi 19 avril, eur lee ondes de la radio nationale, il e fait mins d'offrir sa démission « si cela peut sauvegarder l'unité du pays ».

Personne n's pris eu sérieux ces propos de circonstance d'un homme autourd'hui bien seul su pouvoir, qui a évité de faire is moindre ellusion à un quelconque compromis avec les rebelles erv thréens et tigréens, eauf à annoncer une prochame réunior du Parlement en « session extraordinaire » sena en préciser l'ordre du jour. Au contraire, plus combatif que jamais, le colonel Menguistu a voué aux gémonies l'Irak, la Libye et le Soudan, accusés de soutenir la guérilla ethiopienne.

A lettre ouverte de quelqus deux cents intellectuels éthiaplens, largement diffusée début avril, n'a insplré sueun commentaire public au maître d'Addis-Absba. Pourtant, les rmes de cette courageuse missive étaient sévères, qui appelait à la formation d'un gouverne ment de transition, chargé d'élsborar une nouvelle Constitution multipartisme. Ne rappelait-elle pas aussi que « le fédéralisme est uns tradition éthiopienne », prenant ainsi ses distances vis-àvis des vues centralisatrices du pouvoir aussi blen que des revendications indépendantietes des maquisards érythréens?

Toujours est-il que les rabelles, rassemblés au sein du Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien, se trouveraisnt, aujourd'hui, à une centsins de kilométree d'Addis-Abeba. Depuia le début de leur offensive, fin févrisr, qui a suivi l'échec de pourperiers avec le pouvoir central, ils n'ant ceseé de marquer des points sur le terrain face à une srmée gouverne mentale pour le moins démorallsée. Ila viennant d'annoncer le prise de la centrals électrique de Finchs, qui elimente le capitale

NVITANT ses compatriotes à s prendre les armes contre les rebelles», le colonel Misnquistu Isur e déclaré, svec un aplomb qui confine à l'eveuglement, que s la stratégie de dévent militaire de l'Ethiopie n'avsit été que partiellement schevée ». Les sppels à la mobilisation restent sans grand écho. Etudiants et lycéens tentent d'échsppsr eux cempsgnss d'snrôlement forcé. Quant aux fournisseurs d'ermes étrangers. ils ss font raras, qu'ils snient

Ajors que les rebelles pariant de le sjeter honteusement » et de le faire passer en jugament, le colonel Menguista tenté en vain de réveiller le nationalisme de ses compatriotes en évoquant le spectre d'uns désintégration du psys. Mais ce militaire sans scrupules et sans marale n'est plus en mesure de se faire entendre des siens, tant est décrié son régime brutal et enschronique. Le « tombeur » du Roi des Rois sera-t-il contraint de quitter le pouvoir de la manière dont Il l's confisqué, il y e dix-sept ens? Dans le sang.



### La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

# Longs et difficiles entretiens Baker en Israël

A l'accasion de son troisième séjour en Israël en moins de deux moia, le secrétaire d'Etat américain, M. Jemes Baker, devait s'antretanir, samadi 20 avril, à Jérusalam avec trois personnalités nationalistas des tarritoirea occupés. Au cours de cetta rencontre, la délégation palastinienne devait remettre à M. Baker un mémorandum évoquant notamment la position de l'OLP sur la processus da paix eu Proche-Orient. Vendredi, la secrétaire d'État a eu deux entretiena, longs at ardus, avec son homologue israélien, M. David Lévy, ainsi qu'avec le premier ministra et chef de la droite, M. Itzhak Shamir.

JERUSALEM de notre correspondent

Les autorités israéllecoss

avaient sans doute annoncé un peu vite qu'elles étaient parveoues, ces derniers jours, à un large accord avec les Etats-Uois sur une possible relance des oégociations de paix au Proche-Orient. On en est, apparemment,

encore assez loio. Uoe certaioe morosité était perceptible, vendredi soir 19 avril, à Jérusalem, alors qu'une série de couveaux entretiens svec M. James Baker 3'étaient achevés saos résultat

Les deux parties l'oot reconnu, chacupe à leur manière. **ALAIN FRACHON** Lire la suite page 4

L'arrivée des troupes alliées au Kurdistan

Lire page 4 les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et SERGE MARTI Après la décision des magistrats d'Angers sur l'affaire Urba

# La droite demande la démission

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers a déclaré, vendredi 19 avril, conforma au droit » l'ouverture de la procédure menée au Mans par le juge Thierry Jean-Pierra dans l'affaire Urba. L'instruction, qui avait été confiée à M. Jacques Liberga après le dassaisissament da M. Jeen-Pierre, peut donc se poursuivre. Cetta décision est un camouflet pour la garde das sceaux, M. Henri Nallet, et la ministre délégué à la justice, situation n'affectait pas leur autorité politique.

par Bruno Frappat

La démocratie n'était dooc pas

«en péril», puisque moins de deux

semaines après le rocambolesque et

dominical dessaisissement du juge

Jean-Pierre dans l'affaire Urba, il

s'est trouvé trois juges, ceux de la

chambre d'accusation d'Angers,

pour juger sconforme au droll» la

procédure meoée par le joge contesté lorsqu'il s'était saisi du

dossier d'Urbatechnic, pompe à

L'iodépendance de la magistra-

ture n'était donc pas en péril, puis-

finances du Parti socialiste.

M. Georges Kiejman, qui avaient dénoncé à plusieurs reprisas des erreurs de procédure. Plusiaurs responsables de l'opposition ont immédiatement damandé la démission des deux ministres.

A l'Hôtel Matignon, on indiquait samadi matin que MM. Nallet et Kiejman avaient émis una opinion juridique contredite par la chambre d'accusation d'Angars, mais qua cette

### Sans përil

ne seront signifiées que dans quelques jours, o'ont pas eu à tenir compte du foin - pour ne pas user au petit jeu des questions-réponses de termes plus crus - fait autour de cette affaire; des irruptions média- Libé, ao moment même où ceux tiques du principal intéressé; de d'Angers étudiaient gravement son l'utilisation politique du dossier cas pour le déclarer dans la ligne par une opposition requinquée; et du droit. La régularité de l'ouverpas plus des opinions émises par le ture de la procédure consécutive à ministre délégué à la justice sur le l'accident du travail du Mans « cambriolage judiciaire » qu'il reprocha à M. Jean-Pierre, dont on qu'elle pourra continuer, entre les sait maintenant que le dessaisisse-

ment o'était pas légitime. La dignité de la magistrature

que ces juges, dont les motivations o'était donc pas en péril puisque le juge Jean-Pierre a pu, en toute indépendance, se livrer vendredi sur la ligne du Minitel, via le 3615mains du juge Liberge, puisque le dessaisi reste dessaisi,

# Face-à-face franco-maghrébin

Alors que M. Roland Dumas se rend lundi en Libye, les relations entre Paris et le Maghreb oscillent entre le cœur et la raison

par Jacques de Barrin

Abdelatif a vingt et un ans et la tête bien faite. Ni révolté oi frustré, sage et raisonnable comme on peut l'être à son âge. Etodiaot en deuxième anoée de droit à l'université de Rabat, il avait choisi de s'inscrire, l'an prochaio, dans la section droit international. Il vient d'y renoocer. « Après tout ce qui s'est passe dans le Golfe, co ne rime plus à rien », explique-t-il saos bausser le too. « Choqué et écœuré », il hésite maiotenant entre droit public et droit privé.

D'un bout à l'autre du Maghreb, de Tunis à Rabat, la colère est

La fin du voyage

de M. Mitterrand

Flambée du dollar

RTL - le Monde »

HEURES LOCALES

Montpellier

technopole

pages 9 à 14

ble de la région.

en Roumanie

« Grand-jury

ressentiment ne soot pas encore dissipés. « C'est un peu comme si on avait fait la guerre oux Maghrébins, souligne M. Moncel Marzouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Et que la France se soit trouvée étroitemeot mêlée à cette sagression anglo-saxonne » aux côtés des Etats-Uois, dépasse l'entendement, vu de cette rive-là de la Méditerra-

Assis près de sa bibliothèque sur les étagères de laquelle a'alignent dictionnaires et encyclopédies Dalloz, M. Abdelaziz Bennani, viceprésident de l'Organisation marocaine des droits de l'homme, a

retombée mais l'amertume et le beau vouloir faire preuve d'indulgence, il ne réussit pas à comprendre ce « suivisme béat » de la France, cette « comédie onusienne». Personnalité en vue de l'opposition marocaine et secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir, M. Habib El Malki dénooce, quant à lui, cette « conception inique du droit international ».

> Simple question de personne? « De Gaulle, lui, qui ovait une vision du monde arabe, n'aurait jamois foit cor, répète-t-oo à satiété. Ce serait dooc, pour tout simplifier, slo faute à Mitter-

> > Lire la suite page 5

# Pour la liberté de la presse



rtique de la presse ; quarante journalistes assassinés dans l'exercice de leur métier ou pour leurs opinions en 1990. Ces chiffres, qu'elle publie dans son rapport ennuel, ont décidé l'association Reporters sans frontières à faire du samedi 20 avril 1991 la première Journée internationale de la liberté de la presse, à laquelle s'associent de nombreux médias français.

Au 28º Marché international des programmes

# La télévision des polémiques

Grand rendez-vous de la planate télévision à Cannee, le 28 Marché international des programmes (MIP-TV) s'est ouvert, comme souvent, sur fond de polémiques franco-françaises. L'une d'elles oppose M. Jack Lang au Consell supérieur de l'audiovisuel, qui rafuse, contre l'avis du ministre de le culture, d'attribuer à la chaîne musicale Euromusique le ceptiàme réseau hertzien. L'eutre grande controverse porte sur lsa quotas imposés eux chaînes de télévision. Diffuseurs privés et producteurs hexagonaux, réunis pour la première fois dans une association, Télévision pour demain, lancent un cri d'alarme : sL'accumulation des réglementations antrave la développement de l'industrie française des programmes de télévision et l'empêche de tenir sa place en Europe. » Ils proposent un assouplissement des quotes de production et de diffusion.

Le ministre de la communication, M= Catherine Tesca, Isur répond que sis gouvernement ne saurait envisager d'aménagements qui ne servireient pes l'objectif central de contribuer au développement de l'industrie de programmes tout en protégeant l'identité nationale ». Mes Tasca refuse une logique purement commerciale, qui ignorerait les droits du public, des créateurs. Et des enfants : inaugurant le MIP-TV, le ministre a'est particulièrement intéressé aux producteurs de dessin animé - japonais mis à pert. Sur ce marché, des firmes américaines comme Hanna-Barbera tentent de sortir de l'ombre du géant Disney.

Lire page 8 les articles de PIERRE-ANGEL GAY et de JEAN-FRANÇOIS LACAN

VIENT DE PARAÎTRE N'attendez pas 1992 Le pari optimiats du président de la République page 3 pour tout savoir des Européens M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la soli-darité, invité dimanche à par-tir de 18 h 30 Euroscopie Gérard Mermet Comment Montpellier a conçu sa technologie et la s vend » ; quelles eont lee retombéee des innovations de la capitale sur l'ensem-**Larousse** 

A L'ETRANGER : Alpide 4.60 DA : Narce, 8 CH: Toriste, 750 m : Alemagne, 2.50 DM : Autriche, 25 SCH : Selpique, 40 FB; Canada, 2.25 \$ CAN: Antibertelation, 9 F; Clear Thories, 465 F CFA; Denemark, 14 KMD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 D.; Grèce, 200 OR; Irlande, 1.10 £; Itelie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Feys-Bes, 2.75 FL; Portugel, 170 ESC; Sénégel 450 F CFA; Saède, 18 KRS; Sutsee, 1,30 FS; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 7550? PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : [1] 40-85-25-99 Télex : 206.808 F

ADMINISTRATION:

, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 (VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-68-25-25
Télécopleur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Darée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Beuve-Mérv ».
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lescurne, gérant

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercia

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS FB; (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Têles: MONDPUB 206 136 F Têles: 45-50-47. - Societ finale du journel le Monde et Régie Presse SA

eproduction intendité de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, nº 57 437 LSSN: 0395-2037

enseignements sur les microfilms e index du Monde au [1] 40-85-29-33

E MONDE TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

MERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél: (1) 49-60-32-90

PAYS

790 F

1 560 F

2 960 F

FRANCE BELGIQUE

406 F

1 400 F

1 25 ....

572 F

1 123 F

2 886 F

**ÉTRANGER** :

par voie aérienne tarif su

demande.

Pour vous abouner

RENVOYEZ CE BULLETIN

accum pagne

de votre règlement à l'adresse ei-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux

BULLETIN

D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 

3 mmis 6 mais I an

Nom:

Prenom: -

Adresse : .

Code postal: \_

Lucalité : \_

Pays: \_

PLACE HUBERT-BEUVE

Imprimerie du « Monde » 12, r, M.-Gunsbourg 94852 JVRY Cedes

# L'insurrection de Dublin

E 23 avril 1916, lundi de Pâques, était jour de congé en Irlande. Il faisait beau à Dublin, la ville était calme et paisible. Les gens se préparaient à passer la journée sur les plages, au nord et au sud de la capitale, ou aux courses de Fairyhnuse. La guerre faisait rage dans les Flandres, mais e'était bien loin de Dublin.

Personne ne fit attention à la centaine d'bommes qui marchaient en direction de la rue principale de la capitale, Sackville Street, aujourd'hui O'Connell Street. Les habitants de Dublin avaient l'habitude de vnir des groupes de gens armés défiler dans la ville depuis un certain temps. Les Irish National Vulunteers avaient été fundés à Dublin en novembre 1913. C'était un défi

lancé aux Ulster Vnlunteers, formés dans le nord-est du pays, armée protestante illégale, dont le but était de s'opposer à tnut prix à l'octroi de la Home Rule par Wes-tminster à toute l'Irlande nu, du moins, à une partie de l'Ulster, où les protestants étaient en majorité.

Les Irish National Volunteers avaient le soulien de l'Irish Parlia-mentary Party à Westminster, qui, avec John Redmand à sa tête, avait réussi, par des moyens constitutionnels, à obtenir l'instauratinn d'un Parlement à Dublin. Par conséquent, la campagne de reerulement pour la guerre contre l'Allemagne menée par Redmond connut un grand succès en Irlande, et des milliers d'Irlandais répondirent à l'appel.

Cependant, d'autres Irlandais considéraient la guerre et le destin de l'Irlande sous un juur entière-ment différent. Pour l'Irish Repu-blican Brotherhood (IRB), société révolutinnaire secréte fondée au milieu du dix-neuvième siècle, les intérêts de l'Irlande dans cette guerre ne cnîneidaient pas avec ceux de l'Angleterre.

La formatinn de l'Irish National Vulunteers était une aubaine pour cette organisation. L'IRB put s'infiltrer dans ses rangs avec pour abjectif secret l'importation d'armes et, éventuellement, des d'armes et, eventuellement, des préparatifs pour un soulèvement enntre la enurnnne. L'un de ses animateurs, Palriek Pearse; un jeune instituteur-poète, prêchait le martyre pour la cause de l'Irlande. « Il jant s'habituer oux ormes,

ecrivait-il. On risque de faire des erreurs ou début et de tuer ou hasord. Mais verser du sang est une chuse purifionte et sonctifiante. » Il existait aussi un autre groupe qui manœuvrail ouverte-ment : l'Irisb Citizen Army, fondée à la fin de 1913, après une grève prolongée des ouvriers de Dublin. Son chef, James Cannolly, marxiste d'arigine ecossaise, ajoucamony, marxiste d'arigine ecossaise, ajou-tait une dimension socialiste à la question irlandzise. Dublin et les centres urbains de l'Irlande abritaient à l'époque les pires tau-dis en Europe. Pour Connolly, il ne s'agis-sait pas d'instaurer une République en subs-tituant le drapeau irlandais au drapeau britannique : il voulait l'indépendance, mais, surtnut, une république des travail-

> Une longue tradition

C'est ainsi qu'il se retrouva, ce lundi de Pâques, aux côtés de Pearse, à la tête d'un groupe de voluntaires se dirigeant vers la grande poste centrale (General Post Office) pour accomplir un coup de force: l'instau-ratinn de l'Irlande libre. Connolly était le seul à avnir reçu une formation militaire. Parmi les autres leaders se trouvaient le jeune poète Joseph Plunkett, l'universitaire Thomas MeDongeh la forceionneire Thomas MeDonagh, le fonctionnaire Thomas MeDonagh, le fonctionnaire Eamnn Ceannt, le journaliste John McDermott, ainsi que le patron d'un bureau de tabac, Thomas Clarke, qui avait déjà passé quinze ans dans les prisons anglaises.

Tous avaient conscience d'être les héri-tiers d'une longue tradition des rébellions contre la cuuronne britannique et les des-cendants directs d'hommes comme le leader protestant de la rébellion de 1798, Throbold Wolfe Tane, inspiré par l'idéal de la Révalution française, aujourd'hui révéré comme le père du républicanisme irlandais et qui mourut en prison. Pearse et ses camarades

Commence of the Commence of th

ne pouvaient aussi qu'avoir à l'esprit le souvenir du jeune Robert Emmet, un autre protestant révolutionnaire, qui, après une rébel-lion courte et mal organisée à Dublio en 1803, fut pendu en public. Mentinnanas aussi la révolte manquée de 1848, organisée par le mouvement Young Ireland (Jeune Irlande), inspirée par les événements de Puris, écrasée à sun tuur mais dunt de jeunes dirigeants réfugiés en France devaient essayer une muvelle fois en 1867 d'affronter les farces de la couronne, pour fmalement subir nne nouvelle défaite bumiliante.

Le leader en titre de l'Irish Volunteers, Eoin McNeill, apprenant ce qui se préparait par nus voix, appelle ses enfants autout de son drapeau pour conquérit sa liberté. Ayant orgonisé et entraîné ses hommes au moyen de son argonisotion révalutionnaire secrète [...], oyant résolument attendu le moment propice pour se manifester, elle [l'Ir-lande] saisit maintenant ce moment, oidée par ses enfants exilés en Amérique et par les braves alliés d'Europe [l'Allemagne] mois comptont d'abord sur ses propres farces, et morche pleine de confiance vers la victoire [...].

Toutes les générations du peuple islandais unt affirmé leur droit à la liberté et à la souveraincté nationale. Six fois au cours des trois cents dernières onnées, elles l'ont

expert du Moyen-Orient, pour agir de façon décisive. Le jeudi, des incendies faisaient rage dans le centre de Dublin, tandis que les Britanniques avançaient avec l'aide de l'artillerie et de bombes incendiaires. Jusqu'alnrs, il y avait eu peu de victimes parmi les rebelles, mnis Connolly était blessé d'une balle dans la jambe alors qu'il condnisair un groupe d'hommes pour occuper un bâtiment à la grande poste. Il se traîna dans la poste et fut transporté à l'infirmerie. Le comman-dant des rebelles était épuisé mais pas démoralisé. Le jeudi soir, la chaleur dans la grande poste était intense. Les explosifs dans le bâtiment risquaient de s'enflammer. L'air devenait irrespirable. Pearse publizit ce nui devait être son dernier « manifeste s dans lequel il rendait bommage à

la bravnure de ses bommes. « Nous nous préparons d la défense finale du quartier général, écrivait-il, et nous sommes déterminés d résister tant que le bâtiment tiendra. Je voudsai aussi, car je n'aurai peut-être pas l'occasion de le faire plus tard, rendre hommage d la vaillance des soldats pour la liberté de l'Irlande qui, depuis qua-tre jaurs, gravent avec le fer et le feu le chapitre de l'histoire récente de l'Irlande.»

Le vendredi, les conditions dans la grande poste étaient insoutenables, et les quatre cents républicains, tassés au rez-de-chaussée, allalent devoir évacoer le bătiment. On fit d'abord sortir les femmes, puis on envnya nne avant-garde de trente hommes. Ils n'allèrent pas loin. Vingt et un d'entre eux tambérent sous une grêle de balles, Cannolly, à l'agonie sur son brancard, fut le dernier avec Pearse à quitter le vendredi soir le bâtiment dévore par les flammes. Ils se réfugièrent dans des maisons avoisinantes ou ils passerent la nuit, mais continuèrent à refuser de se rendre, On finit par envoyer l'une des infirmières, Elizabeth O'Farrell, avec eiations au commandant de Dublin, le brigadier général Lowe. Refus: il n'y aurait pas de négo-ciations, seulement une capitulation sans condition.

Le samedi après-midi, vers 15 beures, le premier président de la République d'Irlande, Patrick Pearse, remontait la une avecul infirmière O'Farrell, tenant un drapean blanc

- 3

200

et rendait ses armes et ses munitions à un officier britannique. La rébellion était terminée. Le centre de Dublin était en ruine. On comptait plus de soixante morts parmi les rebelles et cent trente-quatre dans l'armée britannique et la police, ainsi que près de quatre cents blessés. Les pertes dans la population civile étaient élevées avec plus de deux cents morts et plus de six cents blessés. La population était en colère devant l'importance des dégâts et surtour les pertes en vies bumaines infligées par les rebelles, sans gain apparent.

Le 3 mai 1916, Thomas Me Donash, Thomas Clarke et Patrick Pearse, après s'être confessés et avoir communié, étaient exécu-tés à l'aube dans la prison de Kilmainham. Maigré les appels à la clémence, le ebef d'état-majur, le général Maxwell, continua les exécutions pendant une semaine encore. Le 12 mai, on transporta James Connolly de l'hôpital militaire au lieu d'exécution où il fut fusillé assis sur une chaise. L'opinion publique, impressionnée par les témoignages sur la bravoure des chefs rebelles devant la mort, et choquée en particulier par les cir-constances de la fin tragique de Connelly, commençait à virer.

Le nationalisme irlandais avait désormais quinze martyrs de plus. L'nn des leaders rebelles, Eamon De Valera, ayant échappé an peloton d'exécution, devait à sa sortie de prison prendre la tête du parti nationaliste Sinn Fein. Il allait devenir le premier munistre puis le président d'une nouvelle République d'Iriande, mais du Sud seulement, car le pays, entre-temps, avait été divisé. Au Nord, en Ulster, l'Armée républicaine Iriandaise (IRA) poursuivait la intte. Elle la continue encore auronof'hui

JOE MULHOLLAND



Servants d'artillerie britannique tirant contre le palais de justice de Dublin où sont retranchés des rebelles.

pour Pâques, tenta d'intervenir en publiant un appel dans un bebenmadaire, le dimanche de Paques, envoyé par ailleurs à tous les chefs des valantaires dans toute l'Irlande, pour annuler loute action. McNeill était persuadé qu'une rébellion à ee moment-là, sans soutien populaire, se terminerait par un èchec lamentable. Les choses se présentaient mal mais, le dimanche soir Pearse envoya un contre-ordre, appeiant an soulévement immédiat. La confusion régnait, la peur aussi. Et, à l'aube du lundi de Paques, 1 300 bommes en tout prirent les armes dans tnut Dublin, et le groupe mené par Pearse et Connolly - qui comptait moins de 150 hommes - s'arrêta devant la grande poste.

A la surprise de quelques badauds, James Connolly lança l'ordre : « A gauche ! Tournez! Chargez!» Les volontaires se précipitè-rent dans la poste ouverte. Les clients et le personnel, pris de panique, quittèrent les lieux, tandis que les assiégeants occupaient tnus les étages du bâtiment, faisant prisonniers quelques soldats britanniques. Ils bri-sèrent les vitres, fortilièrent les fenêtres et barricaderent les portes. Deux drapeaux furent ensuite bissés sur le toit, l'un vert, avec une harpe au centre et les mots « Irish Republic », l'aurre, tricolore, vert, blanc et nrange, symbnle du désir d'unité entre les traditions catholique et prorestante et qui devait devenir le drapean national de la République irlandaise indépendante.

Aux côtés de James Connolly, devant une faule indifférente, Pearse lut la proclamation de la République d'Irlande, qu'il avait rédigée lui-même en s'inspirant de la proclamatinn de t803 de Robert Emmet. « Irlandais, Itlondaixes, un nom de Dieu et des générations disparues dont elle hérûte son oncienne tradition de nationalité, l'Irlande,

affirme par les armes. Se basant sur ce droit ndamental, elles l'offirment encore par les armes à lo face du monde [...]

Les rebelles s'installérent, mais l'attente ne fut pas longue. Lundi soir, tous les offi-ciers et suldats de l'armée britannique étaient rappelés de permission. La grande ironie est que le soulèvement devait être en partie écrasé par des troupes irlandaises qui composaient la majorité des forces britanniques à Dublin, telles que les Dublin Fusi-liers, dont la bravoure était reconnue sur les champs de bataille des Flandres. En fait, l'action des Irish Volunteers provoquait non sculement des réactions de surprise et d'in-crédulité dans la population en général, mais aussi de haine et d'hostilité. De nombreuses familles, particulièrement à Dublin, étaient en deuil d'un père ou d'un fils mort sur le front, dans l'armée britannique. Elles se sentaient trahies par les insurgés.

> Le dernier manifeste

Le mercredi matin, l'artillerie britannique bombardait le quartier général vide de l'Irish Citizen Army et la maison du syndicat de Connolly, Liberty Hall, prouvant que Londres était prêt, s'il le fallait, à détruire le centre de Dublin pour déloger les insurgés. Plus tard eut lieu la seule grande bataille de l'insurgetion avec l'embuseed des faces l'insurrection, avec l'embuscade des furces britanniques sur l'unique pont à l'entrée de Dublin contrôlé par les rebelles. Un petit groupe de Vnlunteers installé dans des bâtiments alentour réussit à faucher deux cent trente soldats qui tentaient de tra-verser le pont. Quatre Volunteers furent tués. En fin de journée, le gouvernement britannique décida d'envoyer un homme fort, le général John Grenfoil Maxwell,

111 MON 02 Le Monde Edité par la SARL Le Monde Comité de direction : Jacques Lescume, gérent directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédaction Jacques Guiu Rédacteurs en chef Anciens directeurs

	RTL - Le Monde
CLAUDE	en direct sur  animé par Olivier MAZEROLLE
MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION SOCIALE	avec André PASSERON et Michel NOBLECOURT (le Monde) Dominique PENNEQUIN et Catherine MANGIN (RTL)

# M. Mitterrand a promis de faciliter l'ancrage de la Roumanie à l'Europe

Au détour d'une « patite phrase », mi-aveu, mi-confidence, M. Mitterrand résuma parfaitement, vendredi 19 avril (avant de regagner Paris dans le soirée), l'esprit des retrouveilles franco-roumaines. En affirmant le caractère irréversible de la démocratie en Roumanie, le chef de l'Etat edmit, eu beau milieu de la conférence de presse qu'il tenait eux côtés de son homologue M. Ion Iliescu: « Je mâle peut-être un peu mes certitudes et mes espérances.»

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Là réside, en effet, tonte a l'ambiguité constructive » de M. Mitterrand face au régime qu'incarne, depuis seize mois, le tandem Iou lliescu-Petre Roman. Le président français fait sur l'équipe au pouvoir à Bucarest un pari. Sa démarche tient à la fois de la méthode Cnué et du contrat de confiance. Il veut croire à la sincérité des sentiments démocratiques des dirigeants roumains. En conséquence, il les preod au mot en espérant les rendre captifs de leur profession de foi.

Mais M. Mitterrand n'ignore pas que beaucoup reste à faire pour consolider l'Etat de droit et instaurer, une fois pour toutes, l'économie de marché. Aussi ne se privet-il pas de répéter à ses hôtes que le respect de leurs engagements est la condition sine qua non du retour définitif de la Roumanie au sein de la nouvelle Europe démocratique.

«Je ne suls pas venu vous donner des leçons », déclara vendredi M. Mitterraod devant le Parlement réuni au grand complet, avant de rappeler aux élus dn people roumain – et sur un too de pédagogue – l'existence de « quelques orientations universelles », gages d'une authentique démocratic. « Je mesure, leur-a-t-ll dit, le travall considérable déjà accompli. Vous n'en avez pas fini de cette œuvre qui te bâtit chaque jour. Mais le plus tôt sera le mieux. Le chemin que vous avez pris me paraît irréversible. C'est ce qui doit s'ancrer dans les esprits. Nul ne doit accepter qu'on revienne en arrière.»

#### Le problème des minorités

L'ancrage à l'Europe, voità donc la récompense promise aux dirigeants de Bucarest. « La Roumanie est en Eurape et nulle part ailleurs » : cette évidence géographique, prononcée à la manière d'une invite politique, valut un innerre d'applaudissements à M. Mitterrand. « Nous sommes du même continent. Nous relevons de la même civilisation. Nous devans appartenir au même avenir. »

Le chef de l'Etat mettait ainsi du baume sur le vieux complexe « périphérique » de la Ruumanie, que sa situation géographique améne périodiquement à douter de soo identité européeune. La France, a-t-il ajauté, fera son possible pour aider la Roumanie à conclure un accord d'association avec la CEE et à s'intégrer dans la future confédération européeune.

qu'il appelle de ses vœux. Autres gestes appréciés à Bucarest : les deux pays ont procédé à un échange de lettres, prélude à la signature d'un traité « d'amitié et de solidarité »; la Roumanie participera an prochain sommet francophone à Paris en oclobre; un consulat roumain ouvrira à Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, auprès duquel Bucarest jouit d'un statut d'observateur.

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand est reveou sur le problème des minorités, « qui est oussi un problème roumain ». Il a répété son attachement à la préservation de l'identité culturelle des minorités - « Il faut que chacun se sente bien là où il vit, ce qui suppose qu'il soit respecté» - et son hostilité à « l'éclatement des Etats », du moins lorsque ceux-ci « se comportent democratiquement ». «Si vous voulez, les uns et les autres, récupérer tous les groupes minoritaires projetés par l'Histoire dans des pays voisins, vous n'en sortirez pas ». Il a émis l'espoir que la Constitution roumaine, en cours d'élaboration, prendrait en compte le respect des minorités: « Quond elle sera publiée, j'en jugerai.»

Recevant, au petit déjeuner, six dirigeants de l'opposition parlementaire - dont MM. Campenu et Ratiu, .- M. Mitterrand avait pu, une nouvelle fois, écouter les doléances de ceux qui s'inquietent de voir sa visite servir de caution ao régime en place. Rappelant les voyages de ses prédécesseurs au temps où la Roumanie était uoe dietature, il s'est interrogé sur l'a opportunité a qu'il y evait aoux visites de ceux qui m'ont précède »? « Evidemment, il n'y avait personne à l'époque pour leur poses lo question. C'est toute lo différence. Si je n'estimais pas que la Roumanle est sur le chemin de lo démocrotic, je ne serais pas venu».

« C'est celo la démocratie », observait en souriant Petre Roman à l'intention de M. Mitterrand, alors que plusieurs centaines d'étudiants de l'institut Polytechnique, haut lieu traditionnel de la contestation, leur réservaient un accueil turbulent aux cris de «A bas le communisme! A bas la nomenklatura! Vive le roi Michel. »

Vendredi après-midi, au cours de son escapade à lasi, capitale de la Moldavie roumajoe, le chef de l'Etat réentendit les mêmes slogens, auxquels s'en ajoutait un aotre à la tonalité plus régionale et qui exaltait la « Bessarabie, terre de Roumanie!», pravince annexée par Staline en 1940. A lasi, M. Mitterrand prit un bain de foule, visita le chantier du centre culturel français et le superhe monastère de Golia, M. Iliescu y remporta aussi un petit succès populaire. C'est dans cette ville, il est vrai, que l'actuel président roumain avait été envoyé en disgrace par Ceausescu entre 1974 et 1979. JEAN-PIERRE LANGELLIER

GRÈCE: sept morts à Patras

### Le gouvernement s'inquiète de la multiplication des attentats

ATHÈNES

de notre correspondant

L'attentat à la bombe qui a fait sept morts et huit blessés à Patras (le Mande du 20 avril) est le plus sangiant depuis l'affaire du City-of-Poros où neuf personnes avuient été tuées en juillet 1987. Les raisons de cette action, qui n'a pas été revendiquée, restent obscures.

Le premier ministre, M. Constantio Mitsotakis, a fait part de son «inquiétude » devant la multiplication des ettentats depuis six mois. Il n souligné que son gouvernement allait «intensifier» la lutte contre le terrorisme, qui porte notamment un rude coup au tourisme, l'une des principales ressources du pays.

L'attentat s'est produit quelques heures avant les fuoéreilles de M. Koutsoyorgas, aoeien vice-premier mioistre socialiste et qui était l'un des principaux accusés dans le scandale Koskotas. Le lien entre ces deux événements a été évoqué, car l'ancien dignitaire du PASOK

est originaire de la région de Patras et que l'immeuhle où s'est produite l'explosion ahrite des locaux de la cour d'appel et le siège du Parti eommuniste gree (KKE) de la région d'Achaïe. La justice o'a cessé d'être mise en cause par les socialistes qui l'accusent de faire un « procès politique » aux dirigeants socialistes, et le KKE a été, avec le parti de droite, Nuuvelle Démoeratic, le responsable de la

comparution de M. Koutsoyorgas. La « piste arabe » est également retenue par cortains analystes qui rappellent que deux Palestiniens soni détenus par les autoriles grecques. Mohammed Rachid, accusé par les Américains d'avoir commis un attentat à la bombe en 1982 contre un avion de la Pan Am survolant Hawaï, est détenu en Grèce depuis le mois de mei 1988. La police a également arrêté, en mars dernier, un adjoint d'Aboul Abbas (le chef du Front de libération de la Palestine), Khaled Abdul Rahim, cerveau du détournement de l'Achille-Lauro en octobre 1985.

D. K.

URSS : à la faveur des conflits sociaux

# Les Républiques renforcent leurs prérogatives face au « centre »

Les déhoires jeponais de M. Gorbatchev risquent d'être légars eu vu des problèmes qui l'attendent à son retour dans unpays soue pression. Les pramiers débats, dont les compte rendus ont été publiés samadi 20 janvier, autour de son plan enti-crise, confirment son intention de gommer les pouvoirs acquis par les Républiques soviétiques en échange d'une promesse d'accélérer le « passage au marché». Meia lee conflits socieux annoncent una evolution en sens contraire.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

On voit mai comment les Républiques accepteraient de se dessaisir de leurs prérogatives, surtout au moment où trois d'entre elles, et non des moindres - Russie, Ukraine et Biélorussie, le noyau slave de l'Union, - tenlent, en négociant avec leurs grévistes, d'atténuer les tensions dont M. Gorbatchev et les commu-oistes sont rendus responsables.

La Russie et l'Ukraine peuvent même se prévaloir d'un début de succès: il aura suffi qu'elles acceptent de négocier avec les comités de grève des mineurs pour que ces derniers décident, ou envisagent, la suspension d'un mouvement entamé début mars. La fin des grèves était, certes, encore loin d'être acquises amedi 20 avril, mais le déblocage dit au ebangement d'interlocuteurs, est clair: le 3 avril, ces mêmes comités avaient rejeté une offre de M. Valentin Pavlov, le premier ministre soviétique, de doubler les salaires des mineurs en échange d'un arrêt de leur mouvement.

En Ukraine, un protocole en neufpoints a élé signé jeudi entre les autorités locales et le comité de grève. Les mineurs ont obtenu l'indexation des salaires, et aussi la satisfaction d'une de leurs revendications politiques : l'engagement que l'Ukraine ne signera pas le traité d'Union avant l'adoption de sa nouvelle Constitution, laquelle sara rédigée sur la base de la déclaration de souveraincté de la République.

Cet engagement revient à défier M. Gorbatchev, même s'il est jugé insuffisant par les indépendantistes. Or il a été signé, selon un porte-parule des comités ouvriers, par M. Leonid Kravtchouk lui-même, président du Parlement ukrainien, et auparavant deuxième secrétaire du comité central du Parti communiste local. Celui qu'on se peut done accuser d'être un dangereux irresponsable explique cette semaine dans les Nouvelles de Moscou qu'il s'apprétait à franchir ce pas avant même l'envolée des grèves, car il estime inacceptable le plan de M. Gorbatchev. Ce dernier, dit-il, veut a le maintien de structures périmées » et une signature du traité de l'Union « avant que soient délimitées les fonctions des

pouvoirs centraux et républ. (voir encadré).

M. Kravichouk s'est donc résoin à organiser sa propre table ronde au Soviet suprême de Kiev, avec ses grévistes et ses partis d'opposition. Auparavant, le Parlement d'Ukraine avait voté le principe du transfert sous autorité ukrainienne des bassins houillers de la République. Le contenu coucret de ce transfert n'est pas encore très clair, mais le Kremlin n'a pas réagi. Or le projet de traité d'union stipule clairement que le secleur de l'énergie doit rester de la compétence du centre, soumis même à un «régime spécial» selon le plan anti-crise...

Le silence da Kremlin

Le silence du Kremlin a en tout cas incité M. Silaev, le premier ministre de Russie, à suivre l'exemple de l'Ukraine. Il a formé, avec des représentants des grévistes et des

# Le plan « anti-crise » de M. Gorbatchev

La plan anti-crisa da M. Gorbatchev a été présanté eu conseil da la Fédération, groupant les dirigeants des Républiques, qui s'est abstanu de l'approuver. Il stipula, aalon l'agenca interfax, que les Républiquas refusant de signar la traité d'union ou da contribuer eux finances de la Fédération devront commercer avac celle-ci sur la base dee cours mondieux das metières premières et marchandises.

Il ne prévoit aucun partage de propriété entre las Républiques et le centre das entreprises dépendant des ministères fédéraux, maia envieega pour celles-ci dae procédures de privatisation assez nébuleuses. Enfin, il maintiant l'intardiction das grèves, un régime «spécial» de contrôle des sectaurs da l'énargia et des transports, at menace de poursuites les responsables na respectant pas les accords.

LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

S. Sh

directions des mines de Vorkouta et du Kouzbass, une commission qui devra définir d'ici dix jours les mécanismes de passage de leurs mines «sous juridiction russe». Lors des débats, jeudi, des grévistes ont reconnu que leur motivation principale était «patriotique». Ils sont avec la Russie, avec Boris Eltsine, contre le pouvoir communiste, responsable à leurs yeux de leur malheur.

Le contexte de tous ces mouvements sociaux est, depuis le 2 avril,
le doublement ou le triplement des
prix des biens de consommation et la
perte da pouvoir d'achat qui en est
résultée, maigré les conventions salariales. La presse parle d'enfants perdant connaissance à l'école, car ne
pouvant plus prendre leurs repas
dans les cantines, devenues trop
chères. Des grèves ou des préavis de
grève sont signalés dans un nombre
croissant de secteurs. En Biélorussie,
le mouvement commencé spontanément le 3 avril risque de se poursuivre, face à la rigidité des dirigeants
locaux, sur lesquels le souffle de la
perestroïka n'est guère passé. En
Géorgie, la grève de « résistance
civile » décrétée par le président
Gamsakhourdia a paralysé les transports, et Moscou a menacé d'arrêter
dans les deux jours les livraisons à
cette République.

Face à ces troubles, les syndicats officiels tentent d'opérer un rétablissement. En Russie, rebaptisés depuis un an en Fédéralion des syndicats indépendants, its ont lancé une offensive s'inspirant visiblement des ex-syndicats officiels polonais. Lors d'une conférence de presse tenue vendredi à Moscou sous les lambris de l'immense Maison des syndicats, its ont appelé à la fois à une grève d'a avertissement » d'une beure le 26 avril en Russie et à la convocation d'un Congrès extraordinaire des députés soviétiques. Jusqu'à présent seul le groupe parlementaire Soiouz, champion du maintien de l'empire, avail demandé la tenue d'un tel Congrès, menaçant d'y réclamer la démission de M. Gorbatchev.

démission de M. Corbatchev.
SOPHIE SHIHAB

### EN BREF

o LITUANIE: un poste frontière occupé par des soldats soviétiques, — Un poste lituanien à la frontière avec la Biélorussie a été occupé, vendredi 19 avril, par des soldats soviétiques, qui avaient auparavant chassé tous les représentants des douanes lituaniennes, a indiqué un communiqué du Parlement de Vilnius. Le poste frontalier est situé à Medininkal, à 60 kilomètres à l'est de la capitale de la Lituanie. — (AFP.)

o Allemagne: Mathias Rust condamné. - La cour d'assises de Hambourg a condamné, vendredi 19 avril, Mathias Rust à deux ans et demi d'emprisonnement pour tentative de meurtre sur une jeune infirmière qui refusait ses avances. Le procureur avait requis huit ans de prison. Mathias Rust était devenn célèbre pour s'être posé en avion sur la place Ronge en mai 1987, ce qui lui avait vein nne condamnation à quatre ens de camp de travait en URSS. Il avait passé 432 jours à la prison Lefortovo à Moscou. - (AFP.)

DITALIE: M. Andreotti obtlent la confiance à la Chambre des députés. — Les députés unt accordé, vendredi 19 avril, par 349 voix contre 207, leur confiance au nouvean gouvernement présenté par le président du conseil surtant, M. Giulio Andreotti (démocrate-chrétien). Il s'agit du septiden gouvernement préside par M. Andreotti, et du cinquantième cabinet italien depuis la fin de la seconde guerre mondiale. — (AFP.)

□ Le pape sifflé à l'université de Rome. - Jean-Paul II a été longue-ment sifflé, vendredi 19 avril, à l'université de Rume, par des petits groupes de contestataires de gauche alors qu'il s'adressait à cinq mille étudiants rassemblés devant le chapelle de l'université, la Sapienza, où il evait été invité à l'occasion d'un symposium des recteurs des universités de l'Europe de l'Est et de l'Ouest sur le thème « La grande Europe des cultures ». « On ne peut pas nier qu'un révell réconfurtant soit à enregistrer parmi les jeunes d'aujourd'hui. Un réveil que nous pouvons non seulement voir, mais même entendre de nos propres oreilles », a commenté en souriant Jean-Paul II qui o'a pas pris très au sérieux cette cootestation. - (AFP.)

# Côte Ouest, Côte Est. L'Amérique pour 1095 F.



Si vous pensez que l'Amériqua se limite à New York, vous prenez le risque de passer à côté de toutes ses autres merveilles. Découvrez-les avec le Twairpass da TWA C'est le moment d'an profiter. Le Twairpass vous ouvre le réseau intérieur TWA pour seulemant 365 F par voi et vous offrete choix parmir une centaine da destinations. Alors, si vous pensez, en plus, aux tarifs très avantageux que TWA pratique en ce moment au-dessus de l'Atlantique, c'est vraiment maintenant qu'il faut découvrir l'Amérique! Appelez tout de suite votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11. Réservez vite votre auper Twairpass. Vous partirez à

Validité 7 jours min., 30 jours max. 3 coupons min., 5 coupons max. Le 1º vol doit être effectué au plus tand le 30 juin 1991. Tanis scumis à des conditions particulières de vente, de transport et sujets à approbation gouvernementale.

مكذا من الأصل

ces conditions si vous achetez vos billets avant le 15 mai 1991.

# Une rencontre entre officiers alliés et irakiens n'a débouché sur aucun résultat

eméricaines, françaises at britanniques en faveur des réfugiés kurdes avec les efforts déployéa par l'ONU ont fait l'objat des entretiens, vandredi 19 avril, å Paris, du secrétaire générel des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, avec MM. Michel Rocard et Roland Dumas. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères a rappelé que l'intention de la France n'était pas de « s'éterniser » en Irak, tandis que le premier ministre a souligné la nécessité d'une ètroite coopération avec l'ONU. « si possible sous son chapeau. sous sa couverture juridique et, peut-être même, sous son contrôle s. Au Kurdistan d'Irak. une rencontre entre militaires alliés et irakiens ne semble pas avoir débouché sur des résultats

SILOPI (frontière turco-irakienne) de notre envoyé spécial

On aurait pu croire un instant que l'échec apparent de la première rencontre entre des officiers généraux des forces alliées et une délégation militaire irakienne, vendredi 19 avril, au poste-frontière de Habour, allait reléguer l'opération Provide Comfort au chapitre des bonnes intentions. L'après-midi, les hélicoptères de l'US rante camions charges d'assurer le transit des vivres entre les aéroports et la base de Silopi luisaient, immo-

biles, sous un soleil de plomh. Prévue à 12 h 30, la rencontre s'est finalement tenue avec plus de trois heures de retard. Après quelques vols de reconnaissance, les généraux américain John Shalikashvili, français Maurice Le Page - commandani de la 11º division de parachutistes - et hritannique Michael Willcocks ont alterri sur le parking d'un bâtiment duanier à Habour, au poste-frontière, à quelques kilomètres de Silopi. Les généraux prirent place dans un hangar, nun sans avoir fait ostensiblement un bout de chemin avec les membres de la délégation irakienne, conduite par le général Abdoul Hafiz Gezail.

Quel fut le contenu de ces négociations? Au terme d'un entretien de cinquante minutes, le général Shali-kashvill se limitait à ce commentaire, sous forme de lapalissade vaguement pessimiste: «Nous avons eu une explicotion très fronche, qui m'n per-mis de dire ce que j'ovais à dire. C'est toujours le cas dons ce genre de dis-cussions préliminaires. Il reste beau-cour de genre de discoup de points à discuter. (...) Nous nous sommes mis d'occord pour résoudre le problème [de l'aide humanitaire) par d'autres voies. C'est notre intention de déployer toutes les forces nécessaires pour assurer lo sécurité de l'aide humanitaire. C'était notre inten-tion ou départ et cela le demeure aujourd'hui.»

Selon lui, les négociateurs ne se sont fixé aucun nouveau rendez-vous.

cisait cependant, vendredi soir, que les discussions n'étaient pas interrompues. Les négocialeurs auraient, en fait, dressé la liste des problèmes à resoudre, qui porteraient notamment sur les conditions dans lesquelles des interventions d'aide humanitaire pourraient être réalisées sur le territoire irakien et sur le degré de liberté d'aller et venir dont disposeraient les réfugiés kurdes à l'intérieur de cette

#### «Manifester sa bonne volonté »

Les Irakiens ont fait savoir quels étaient, à leurs yeux, les types de mis-sions de sécurité admissibles sur leur territoire. Ils auraient notamment émis des réserves sur l'acheminement de vivres par voie exclusivement ienne. Toujours sur un plan logistique, le projet de mise en place d'un grand centre de ravitaillement à l'intérieur de l'irak - que les Américains auraient, semble-t-il, voulu installer dans la ville de Zakho - aurait été repoussé par les Irakiens.

Afin de vaincre les réticences et « manifester une bonne volonté », selon la même source française, les Occidentaux auraient accepté « d'em-ployer d'outres voies » pour leur ravitaillement, notamment en ventilant leurs convois par des moyens terres-tres, « Nos avions-cargos ne sont en aucun cas déprogrammés, précise cette source; nous réfléchissons sim-plement aux problèmes logistiques qui se posent sur place.»

Cent trente militaires français

la base de Silopi; cent quatre-vingts autres devraient les rejnindre plus tard, en attendant l'arrivée d'un hopital de campagne - un effectif de deux cent cinquante hommes - qui partirail de France par bateau et atteindrait la frontière dans une quinzaine de jours.

Côté américain, la base de Silopi comaît une croissance hyperbolique. Des tractopelles engloutissent des hectares de pâturages pour y amenager de nouvelles pistes d'atterrissage. Les tentes prévues pour dix personnes sortent de terre comme des champignons afin de répondre à une augentation des effectifs, qui vont passer de huit cents à deux mille cinq cents soldats américains au cours du week-end. La débauche de matérie est impressionnante; le camp four-mille de véhicules lourds et d'équipe ments de confort, tels ces ventilateurs dans les tentes ou ces armoires chauffantes destinées à sécher les vêtements, inutiles sous la chaleur qui accable désormais la région.

'En face du camp, les palettes de vivres réservées aux réfugiés s'étalent sur plusieurs centaines de mêtres. Les camions roulent jour et nuit. Les helicoptères - au nombre de quarante-deux, dont quatorze basés en permanence à Sitopi - accroissent leurs capacités de largage au-dessus des montagnes: 90 tonnes mercredi, 180 tonnes jeudi. «Nous espérons atteindre notre objectif de 500 tonnes dans les prochains jours», confie le major Ron Gabgan.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

teurs pour trouver un terra

"Très normalement, le premier ministre [israélien] a demandé qu'on lui laisse le temps pour étu-dier ces suggestions ovant d'en reparler avec le secrétaire d'Etat ». poursuit le communiqué, qui ajoute : « Si l'on veut vrolment

des Palestiniens de Jérusalem préalables difficilement accepta-bles pour l'autre partie. Enfin, Arabes et Israéliens interprètent très différemment les résolutions 242 et 338 de l'ONU sations: pour les premiers, elles conduisent inevitablement à un compromis territorial en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et sur le plateau du Golan; e'est inacceptable pour le Likoud (droite), le parti de M. Shamir, qui entend que ces territoires, occupés en 1967. restent à jamais sous souvernincté

# Des négociations auraient été engagées entre le régime de Bagdad et les insurgés

Alors qu'un cessez-le-fen entre les insurgés, qui tiennent toujonrs une partie du Kurdistan, et l'armée irakienne (le Monde du 20 avril) paraît être toujours observé de part et d'autre, le régime de Bagdad et les responsables du soulèvement seraient engagés dans des négocia-

Quatre représentants du Front du Kurdistan irakien, représentant l'opposition kurde, se trouvent depuis jeudi à Bagdad pour mener des négociations avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein El Khodair, a-t-on appris, vendredi 19 avril, à Tébéran, de source proche du Front. Les représentants kurdes refusent, cependant, « tout accord politique nvant la libération de l'ensemble des prisonniers », a-t-on précisé de même source.

Ces représentants sont deux membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), MM, Fadel Motni et Omar Othman, et deux représentants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mais a ni Massoud Barzani, président du PDK, ni Jalal Talabam, président de l'UPK, ne sont à Bagdad. Ces «contacts» avaient été annoncés implicitement le 10 avril par M. Talabani, qui avait indiqué: «Les responsables trakiens ont essayé de rencontrer les dirigeants kurdes afin de parvenir à un accord politique ».

Les responsables du Front -essentiellement l'UPK et le PDK, mais aussi une dizaine d'antres mouvements kurdes de moindre importance - ont posé comme conditions préalables « l'arrêt des attaques contre les Kurdes, l'instau ration d'un cessez-le-feu, et in libération de tous les prisonniers ». Ils ont toutefois accepté « le principe de négociations »; tout en maintenant « leur totale défiance » envers le président irakien, et réclament « des garanties internationales pour les Kurdes».

M. Saddam Hussein a en ontre envoyé e à quatre reprises des émissoires » auprès des dirigeants kurdes, notamment, lundi, « un général de très haut rang ». C'est à la suite de ce deruier contact qu'un cessez-le-feu e pu être établi. — (AFP.)

# Les entretiens de M. Baker en Israël

Suite de la première page

Dans un langage assez direct, un communiqué du porte-parole de M. Baker expliquait que M. ce dernier avait fait « nn certain nombre de suggestions » à ses interlocutente entre les positions de l'Etat hébreu et celles des pays arabes sur la possibilité de réunir une conférence de paix régionale.

ajoute: « Si l'on veui vroiment enclencher un processus de négocia-tion, alors il vo falloir résoudre un certain nombre de problèmes importants ». M. Avi Pazuer, conseiller de M. Itzhak Shamir, le chef du gouvernement, a expliqué que les « suggestions » de M. Baker

israélienne. A l'issue de deux heures de conversation dans la matinée, le secrétaire d'Etat et son homologue israélien, M. David Lévy, s'étaient refusés à tout commentaire devant la presse, se séparant sans un mot d'amabilité l'un pour l'autre. M. Baker a ensuite rencontré

".4 Cale.s.

-- ---

Mars.

- -

- - 1 A (A)

---

2 1847 M

200

The same of

-----

4.5 %

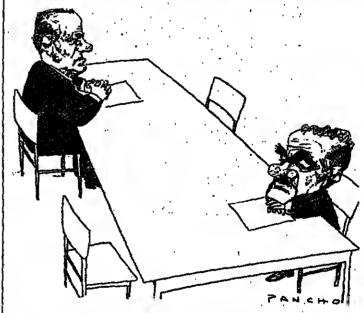
υX

-

Oran 🛊

. . . . . . . . . . . . . . .

等等所 · 情况的 殊性



« réclamaient de plus amples dis-cussions », qu'on avait débattu de « problèmes vitaux » et qu'il était « trop tôt pour dresser des conclu-

Israéliens et Américains ont observé le mutisme le plus total sur les « suggestions » formulées par M. Baker. Les conversations paraissent touiours tourner autour des mêmes difficultés. Il y a hien accord sur le principe d'une conférence de paix régionale qui se réu-nirait sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS pour traiter des conflits israélo-arabes; mais les blocages apparaissent des qu'on cherche à en préciser les modalités.

#### Interprétations divergentes

Privilégiant le dialogue direct avec ses ennemis, Israèl vent que la conférence se limite à une cérémo-nie d'ouverture; les pays arabes entendent que les parraias de la réunion, les États-Unis et l'URSS, paissent jouer un rôle actif et se mêler des conversations.

La composition de la délégation palestinienne est tout anssi liti-gieuse: l'Etat bébren exclut la moindre participation de l'OLP et

M. Shamir durant plus de trois heures. En fin de journée, il s'est rendu à la vieille ville de Jérusalem, Il devait s'entretenir samedi avec une délégation de trois per-sonnalités des territoires occupés sonnautes des territoires occupés -Fayçal Husseini, Zacharia El Agha, Hanan Ashrawi - avant de se ren-dre en Jordanie, première étape d'une tournée dans plusieurs pays arabes. A en croire la radio israé-lienne, le secrétaire d'Etat pourrait revenir à Jérusalem au milieu de la semaine prochaine.

Des jeudi, la presse israélienne, citant des sources gouvernemen-tales, faisait état d'une certaine amertume à Jérusalem. Les autori-tés reprocheraient aux Etats-Unis d'être « revenus » sur un certain nombre de promesses faites à l'Etat hébren lors des précédents séjours de M. Baker dans la Ville sainte. Côté américain, on laissait entendre que les Israéliens avaient, pour des raisons tactiques, large-ment exagéré les résultats obtenus lors des conversations de la semaine dernière avec M. Baker. Enfin, celui-ci aurait été particulièrement mai disposé par le refus d'Israel de « geler » les implanta-

tions en Cisjordanie. ALAM FRACHON

Alors que Washington accuse l'Irak de sous-évaluer ses stocks d'armes non conventionnelles

# Bagdad affirme n'avoir jamais disposé d'ogives nucléaires

de notre correspondant

Dans une lettre remise en temps voulu à l'ONU et concernant l'emplacement et les quantités d'armes chimiques et de missiles à longue portée dont il dispose encore (le Monde du 19 avril), l'Irak reconnaît hien détenir du matériel nucléaire (conforme aux exigences de l'Agence internationale pour l'énergle atomique), mais affirme ne pas posséder d'armes nucléaire, ni de matériel destiné à fabriquer des armes nucléaires, pas plus que d'armes hiologiques.

Déclarations qui ont aussitôt soulevé des réserves de la part du département d'Etat américain, lequel sounconne le régime de M. Saddam Hussein d'avoir sousévalué ses stocks d'armes chimiques et bactériologiques, et, en lout cas, d'avnir fnurui des informatinns qui « sont loin de correspondre à celles qui sont généralement

Dans ce document, requis par les diverses dispositions de la résolution 687 du 3 avril dernier, qui jetait les bases d'un cessez-le-feu formel, Bagdad commence par noter que le Conseil de sécurité oblige l'Irak, « et lui seul » à entreprendre la destruction de ses armes non conventinunelles sans contraindre « les autres poys de lo région, y compris Israel », à faire de

#### Une cinquantaine de missiles Scud

Mais, dans la mesure où l'Irak « n'a pas d'outre choix que de se conformer à la résolution », il communique le détail des armes chimiques stockées, pour l'essentiel, dans ses installations de Muthanna, à 70 km à l'ouest de Bagdad, dont plusieurs auraient été détruites durant la guerre, d'après les informations publiées en

Selon ce document, l'Irak dispose encore de 6 920 roquettes de 120 mm chargées de gaz sarin, de 2 500 têtes de missiles de type Sagr-30 contenant également du gaz sarin, et l'armée de l'air possède 200 bombes DB-2 au gaz sarin. Enfin, 75 tonnes de gaz sarin et 150 de gaz taboun sont stockées, ainsi que 280 tonnes de gaz moutarde.

En ce qui concerne ses armes balistiques, l'Irak indique ne plus détenir, dans sa hase de Tadji, qu'un missile Scud de type 8K14E d'une portée de 50 à 300 km et 5t missiles de même type mais modifiés (Al-Hussein) d'une portée maximale de 650 km. Dans cette autre annexe. Bagdad livre le détail de ses plate-firmes, de ses ogives conventionnelles et de ses lanceurs de susées répartis sur une demilisant environ une centaine de

Conformément au texte de la résolution, l'Irak réaffirme enfin ses obligations an regard de proto-cole de Genève de 1925 sur la pro-hibition de l'emploi de gaz aspbyxiants, toxiques ou simllaires, de la convention de 1972 sur l'interdiction de fabrication et de stockage d'armes hiologiques et du traité de 1968 sur la non-proli fération des armes nucléaires

Autant d'engagements qui seront vérifiés, d'une part, dans les cent vingt jours après l'adoption de la résolution, par l'Agence internationale pour l'énergie atomique, d'autre part, au moyen de la commission spéciale chargée de veiller à la destruction de toutes les armes mentionnées dans ce document et dont la constitution est prévue dans cette même resolution 687. SERGE MARTI

## Le rapport d'Amnesty sur les droits de l'homme embarrasse les autorités

Le sévèra rapport d'Amnasty International aur lea violations des droits de l'homme au Koweit (le Monde du 20 avril) a plongé les milieux officiels dans un profond emberres. Samedi matin 20 avril, aucun commentaire official n'avait encore étè rendu public au sujet du réquisitoire de l'orgenisation humanitaire, qui confirme la pratique de la torture pour extorquer des informations aux personnes - en grande partie des Pelestinlens - détanuee après avoir été errétées plus ou moins illégalement par les forces de sécurité ou des milices parai-

### KOWEIT

de notre envoyé spécial

Le ministre du Plan koweitlen, M. Souleymane Montawa, a reconnu dans une déclaration à la BBC que des «abus» avaient pu être commis au cours des journées qui ont suivi la libération du Koweit, mais que tout était désor-

mais rentré dans l'ordre. Cette «mise au point » n'a cependant pas convaincu tout le monde. demande de Cheikh Saad - de la Pour la communauté palestinienne prison militaire de Koweit-Ville, où

du Knweit - 350 000 membres avant la guerre, environ 170 000 aujourd'hui - la «chasse nux sorcières e se poursuit, bien qu'à une mnindre échelle, depuis le rappel à l'ordre que le prince béritier Cheikh Saad a adressé au début d'avril aux jeunes princes de la famille régnante. Ceux-ci s'étaient apparemment érigés en justiciers à la tête de milices, dans le but de «se venger» de ceux qui avaient collaboré avec les Irakiens. Certains avaient, à l'époque, affirmé que ces milices avaient en fait pour objectif de réduire au silence les volx discor-

Une personnalité palestinienne qui, par crainte de représailles, tient à garder l'anonymat, affirme que ces jeunes princes sont toujours actifs et supervisent personnellement les interrogatoires « musclés » des détenus dans le quartier de haute sécurité de Jiwan, situé dans les bâtiments du ministère de la défense à Chouaikh. Selon d'autres sources, des cas de torture ont été rapportés dans les locaux situés à proximité d'un camp militaire à Jahara, dans le nord du Koweit. Il existe cependant, de l'avis général, une amélioration certaine des conditions de détention des suspects, qui, il y a dix jours, ont été transférés - à la

ils étaient entassés, vers le centre de détention des délinquants mineurs, relativement plus «confortable».

#### Les milices responsables Il n'empêche que, toujnurs selon

des sources palestiniennes sures, les détenus continuent à subir toutes sortes de tortures, depuis des brûlures à l'aide de cigarettes jus-qu'à la falakha (bastonnade sur la plante des pieds). L'Association de défense des victimes de la guerre, créée au début de mars, expose dans ses locaux une indescriptible panoplie d'instruments de torture, une einquantaine environ, laissés derrière eux par les Irakiens. « Qui ourait pu imaginer, s'exclame un jeune universitaire, que les Koweitiens apprendraient aussi rapidement à manipuler ces mêmes engins contre des Palestiniens?». Un militant chiite, pour sa part, résume ainsi la situation : « Avant l'occupation, in cinquième colonne était chiite, maintenant elle est devenue palesti-

La personnalité palestinienne modérée que nous avons interrogée reconnaît que Cheikh Saad « fait de son mieux pour mettre fin a cette situation ». Mais, dit-il, « malgre tous ses efforts, il n'a pu contrôler les octivités des milices de la famille

régnante, qui portent 90 % de lo res-ponsabilité de ces exactions. Si rien n'est changé rapidement, il arrivera un moment où des personnes telles que moi ne pourront plus contrôler la rue. Je crains alors le pire avec les Palestiniens à Koweit ou en dehors de l'émirat qui, eux aussi, voudront venger leurs morts. Où irons-nous dans ce cas?», se demande notre interlocuteur, qui appréhende « une escalade incontrôlable et sanglante de représnilles et de contre-repré-

Certains des activistes pour la défense des droits de l'homme ne partagent toutefois pas la sévérité du rapport d'Amnesty International.
« Je pense piutôt que les atteintes aux droits de l'homme ont tendance à décroître d'une manière spectacu-laire », souligne M. Ghanem El Najar, l'un des responsables de l'As-sociation pour la défense des victimes de la guerre. Il ajoute qu'un certain nombre de personnes ont été arrétées pour avoir en recours à la torture et qu'il « espère » qu'elles seront bientôt jugées. « Certes, dit-il, gouvernement pourrait faire mieux. Mais je ne pense pas qu'il soit à l'origine de ces procédés déplorables. Il n'existe pas de politique officielle tendant à appuyer et encourager les violntions des droits de

The same of the sa

The state of the s

The state of the s

The second second

Stranger and we

Appropriate to the second

A STATE OF THE STA

The second second

The second of th

The second of th

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

The second second

San Contraction of the Party of

Partie Marie Comments

Control of States

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAM

en Israel

""

Marie The Time .

addition to the same

THE PROPERTY.

- and and

山東城市 歌い歩いな ・ ・ ・ ・

The same of the sa

Les entretiens de M. Bar

THE COME SAME THE TAXABLE PARTY.

and a regime of Barrier

# DIPLOMATIE

Lors d'un bref séjour en Corée du Sud

# Le président Gorbatchev réitère son souhait d'une « nouvelle ère du Pacifique »

Au cours de ses entretiens avec le président de la Corée du Sud, M. Roh Tas-woo, samedi 20 avril, M. Gorbatchev a proposé la conclusion d'un traité de coopération et d'amitié destiné à renforcer les relations entre les deux pays. Troisièma sommet soviéto-coréen en dix mois. cette rencontre rehausse la prestige international de Sécul et confirme le rôle que Moscou entend jouer en Asie. Les déconvenues soviétiques au Japon na font que renforcer la signification de ce rapprochement, qui témoigne, selon M. Gorbatchev, de l'ouverture d'« une nouvelle ère du Pacifique », qui serait le pendant aux changements intervenus en Europe.

de notre envoyé spécial

Les Coréens, qui nourrissent une solide antipathie à l'égard des Japonais, ont, non sans une certaine satis-faction, bénéficié des épineux démêlés entre MM. Gorbachev et Kaifu (le Monde do 20 avril), et le chef de l'Etat soviétique a dû prolonger sa visite en Corée du Sud jusqu'à samedi. C'est à la demande de Mos-

cou que l'île méridionale de la Corée de critiquer cette visite, affirmant a été choisie comme lieu du sommet : M. Gorbatchev a cherché à éviter de trop froisser la susceptibilité nord-coréenne en se rendant à Séoul. Il a néanmoins déclaré à Tokyo qu'il avait l'intention de se rendre prochainement à Pyongyang.

A Sécul, dix mille étudiants (et huit cents à Cheju) ont violemment manifesté contre la venue de Gorbatchev dont ils estiment qu'elle contribue à renforcer le «régime Roh Tao-woo» et constitue un acte de trahison à l'égard de la Corée du Nord Radio-Pyongyang pour sa part o'a de cesse

qu'elle contribue à prolonger la division de la péninsule

Par une ironie de l'histoire, Cheju, anjourd'hui île des voyages de noces et des touristes, fut aussi le lieu de la dernière des grandes insurrections communistes qui éclatèrent en Corée au lendemain de la libération du joug japonais. Le mouvement de Cheju fut brutalement réprimé: on estime que la répression fit près de 38 000 morts, soit un quart de la population de l'île. Quelques mois plus tard, la péninsule était partagée en deux. M. Gorbat-

paysans morts pour une revolution dont l'URSS portait alors le flambeau. Plus que ce passe, ce sont les moyens de réduire la tension dans la péninsule qui ont été au centre des

Les Coreens sont restés prudents dans leurs réponses aux propositions de M. Gorbatchev de mettre en place un nouveau système de sécurité en Asie et dans le Pacifique, ils ont en leur soutien en vue de l'entrée de la Corée du Sud aux Nations unies. La principe d'universalité de l'ONU implique une entrée simultanée des deux Corées, ce que refuse Pyongyang, M. Gorbatchev a. lui soulien le caractère « irréaliste » d'une entré

Sur la question des installations nucléaires nord-coréennes, M. Gor-batchev a réitéré le souhait (qui figure déjà dans la déclaration commune nippo-soviétique) que Pyongyang se soumette à une inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEAI, A Tokyo, son porte-parole avait déclare que si Pyongyang persistait à refuser une telle inspection, l'URSS suspendrait ses livraisons de fournitures nucléaires. En revanche, le vice-premier ministre sovietique, M. Iouri Madioulov a récemment expliqué Sécul que l'URSS était disposée fournir des armes «défensives» à la Corée du Sud.

PHILIPPE PONS frustrations, ont fait, ici et là, grinces bien des dents. « Cette tendance de la France à s'ériger en gendarme moral, est dissiciement acceptable, précise

M. El Malki. Cela nous rappelle un

certain passé colonial ». A vrai dire, de Tunis à Rabat, se fait jour, à des degrés divers, le souci de « dépassionner » les relations franco-maghrébines. Au point même d'entendre un universitaire marocain placer « le calcul froid au-dessus de toute autre considération », « On entre dans l'ère du partenariat », affirme M. Ben Yahya, Mot qui, ici, a, aujourd'hui, bien meilleure presse que celui déjà un peu vieillot de cooperation. A cet égard, d'aucuns évoquent la nécessité de dépasser le cadre proprement bilatéral des relations franco-maghrébines. Manière de les enricbir. Avec l'Europe pour horizon et la Méditerranée comme terrain d'exercice.

Le Maghreb n'est d'un côté qu'à 13 kilomètres de l'Europe via le détroit de Gibraltar et guère plus de l'autre par le canal de Sicile. Dans le débat nord-sud, la Méditerrance devient uo compromis acceptable, un projet qui a plus de consistance économique et moins de connotation politique que celui de la francophonie. Aujourd'hui, l'Algèrie. le Maroc et la Tunisie redécouvrent ce «lac», cette « mer intérleure » dont ils occu-

La Méditerrance, formule à succès? Encore conviendrait-il que, dans la perspective du marché unique de 1993, le Maghreb réussisse à rassem-bler ses énergies. Reste qu'entre deux ensembles économiques de force ô combien inégale, les relations n'en seront pas moins conflictuelles, notamment en matière de libre circulation des hommes et des biens Comme elles pouvaiem l'être avec la France. Pour débloquer ce dialogue nord-sud, il fandra peut-être alors autre chose que du «calcul froid». Quelque chose qui ressemblera, quand même, à une sorte de complicité chaleureuse.

JACQUES DE BARRIN

La visite à Paris du chef de l'opposition québécoise

### M. Parizeau veut resserrer les liens entre la France et le Québec

Le chef de l'opposition québécoise, M. Jacques Parizeau, en visite à Paris jusqu'au 26 avril à l'invitation du Parti socialiste. doit rencontrer le prasident Francois Mittarrand lundi 22 avril. Cette visite a deux grands objectifs: promouvoir l'idée de la souverainata da la province et resserrer des liens politiquas qualqua peu distendus entra la France et le Qué-

MONTRÉAL

de notre correspondante

Autonomie, indépendance politique? Où va le Québec? M. Jacques Parizeau, le chef du Parti québecois, tentera, au cours de sa visite d'une semaine à Paris qui commence lundi 22 avril, de convaincre ses interlocuteurs français que la «sonveraincté» que prône depuis plus de vingt ans sa formation pour la «belle pro-vince», est devenue inéluctable. Le leader de l'opposition québé-

coise devra d'abord décrire le lent processus en cours ainsi que les tenants et aboutissants de son option, deux chapitres pour lesquels les explications ne sont pas superflues à l'étranger. Refusant d'organiser à court terme le référendum sur la souveraineté que le Parti québécois réclame depuis que le resie du Canada a refusé d'accorder à la province, en juin der-nier, un vague statut de « société distincte», le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a préféré le mois dernier donner « une dernière chance » au fédéralisme anadien. Il a invite Ottawa à soumettre d'ici à la fin de 1992 des propositions visant à réaménager e système politique du pays, de manière à satisfaire les principales revendications autonomistes des Québécois, qui rejettent unanime nent le statu quo. Dans l'hypothese où aucun terrain d'entente ne pourrait être trouvé, M. Bourassa envisage de consulter la population sur « une souveraineté québécoise dans un cadre confédéral cunadien », concept sur lequel il ne s'est

guère étendu. Si son parti remporte les prochaines élections normalement prévues pour 1993, M. Parizeau a quant à lui promis d'organiser dans les plus brefs délais » un référendum portant sur la souveraineté d'un Ouébec qui se scrait doté entre autres de la « capache

exclusive de faire ses lois, de prêlever ses impôts sur son territoire et de conclute toute forme d'accords ou de traites avec d'autres Etats independants ». On oe sait si cette consultation devrait interveoir an début, au milieu ou à la fin des négociations que le Parti québécois se propose d'entamer pour obtenir le maintien - largement souhaité -d'un libre-échange et d'une monnaie commune avec le reste du

> Un « Etat souverain »

La Constitution actuelle du Canada ne faisant pas mention du droit pour une province de laire sécession, il faudrait que les autres membres de la fédération approuvent les termes du divorce. A défaut, il faudrait que, « conformé-ment au droit international, d'autres Etats reconnaissent le Québec comme Etat souverain », comme l'a récemment souligné la commission parlementaire élargie qui s'est pen-chée pendant six mois sur l'avenir politique de la province. Jusqu'où la France pourrait-elle soutenir un Québec éventuellement amené à imposer sa souveraincté? M. Pari-zeau aimerait bien avoir une idée de la réponse à cette question, qui peut paraître prématurée tant que les Québecois ne se seront pas pre avenir. Le soutien à l'option du Parti québécois, rejetée une première fois lors du référendum de 1980 par 60 % des voiants, paraît plus fort qu'alors mais d'ici à 1992, les termes du débat peuvent

M. Parizeau s'est rendu a deux reprises an cours des dernières semaines aux Etats-Unis, pour y répéter, devant les milieux d'affaires notamment, qu'un Quebec souverain ne remettrait en cause ni l'accord de libre-échange, ni les autres traités canado-américains. A ses yeux, la France doit constituer le deuxième grand axe de la politique extérieure du Québec. Un axe que l'actuel gouvernement de la province a négligé, selon M. Parizeau, ne scrait-ce qu'eo attendant exactement un an avant de nommer, eo jaovier dernier, un nouyeau délégué général du Québec à Paris. D'autant que la visite que M. Rocard devait effectuer dans la province en septembre dernier, a été reportée à la demande de M. Bourassa, victime de graves enquis de santé. Aucane nouvelle date o'a encore été fixée

MARTINE JACOT

IL Le président Mitterrand se rendra à Moscon le 6 mai. - Le président François Mitterrand se rendra le 6 mai à Moscou pour une visite de mais que si certaines d'eotre elles travail, a confirmé le porte-parole de l'Elvace. M. Hubert Védrine, vendredi à Bucarest. Cette visite avait été annoncée à Paris par M. Anatole Loukianov, président du Soviet suprême d'Union soviétique, qui a précisé que M. Mikhail Gorbatchev voulait a remettre les pendules à tie. - (AFP.)

n Voyage du président de Croatie en Hongrie. - M. Franjo Tudiman, président de la Croatie, est arrivé, vendredi 19 avril, à Budapest, où il a entamé des entretiens avec les dirigeants hongrois. Il a fait valoir, lors de ses entretiens avec le premier ministre, M. Jozsef Antall,

l'heure » en ce oui concerne la concer-

tation avec la France, - (Reuter.)

que la Fédération yougoslave devra donner naissance à uoe communauté de Républiques souveraines, rejettent cette solution la Fédération se désintégrera et les Républiques deviendront indépendantes. Cette visite en Hongrie intervient alors que les relations cotre Budapest et Belgrade demeurent tenducs après l'affaire des livraisons d'armes par la Hongrie à la Croa-

tions START. - Les oégociations américano-soviétiques START sur le désarmement stratégique, qui doivent aboutir à une réduction sensible de l'arsenal nucléaire des deux puissances, ont repris, vendredi 19 avril à Genève, après un mois de pause, a-t-on appris auprès de la missinn américaine. - (AFP.)

o Reprise à Genère des négocia-

#### La Corée du Nord a réagi à la ple coréen mais elle ne peut être visite en Corée du Sud de M. Gora-t-il déclaré. batchev, par un long entretien du président Kim Il-sung, publié, samedi 20 avril, per le quotidien

Le président Kim Il-sung lie

réunification coréenne et sécurité en Asie

japonais Mainichi. Le président nord-coréan soixanta-dix-naut ans, insiste dans cette interview - la première accordéa en onza ans à un journal nippon - sur le lien existant entre la question de la réunification de la péninsule et la sécurité en Asie. «La réunification de la Corée doit être le fait du peudissociée de la sécurité en Asie»,

Sur la question de l'inspection des équipements nucléaires nordcoréens, M. Kim Il-sung a affirmé : «Les armes nucléaires américaines qui se trouvent en Corée du Sud constituent une menace pour notre pays et il est injuste de nous demander de nous soumettre unilatéralement à une inspection sans en faire autant au sud. »

# Face-à-face franco-maghrébin

Suite de la première page

Membre du comité exécutif de l'Istiolal et ancien ministre marocain, M. Abdelhag Tazi, l'avoue : «On s'est laissé prendre nu discours socia-

Liste» Ce traumatisme est plus durement vecu par tous ceux qui, intellectuellement et culturellement, avaient parié sur l'ancienne métropole et qui, par dépit amoureux, lui reprochent, aujourd'hui, de leur avoir fait le «coup du mépris». A cheval sur deux sociétés, ces «Franco-Tunisiens» et ces «Franco-Marocains», en mal d'identié, se retrouvent, après-guerre, comme désemparés. « On a détruit notre modèle », constate, désabusé, un universitaire maghrébin.

Que pendant et après la guerre du Golfe, une cohorte d'émissaires fran-çais - ministres, parlementaires et this locaux - leur ait rendu visite, qu'ils leur aient adressé des discours apaisants et parfois embarrassés, donne à penser aux Maghrébins que leurs loteriocuteurs sont dans leurs petits souliers et ont, à l'évidence, quelque chose à se faire pardonner Ce remue ménage politico médiati-que les a convaincus, si besoin était, de leur bon droit. Ce qui n'était peut-être pas l'objet de la manœu-

Par les temps qui courent, la guerre du Golfe devient un peu, pour les Magbreblus, sujet tabou. A quoi sert de vouloir, les uns et les autres, chercher à se justifier et à se convaincre puisque les points de vue sont pratiquement inconciliables. confie-t-on ici et là? Sans ponr autant donner quitus à la France, n'est-il pas plus sage et plus utile de passer au point suivant de l'ordre du jour, d'essayer de repenser la coopération avec l'ancienne métropole? Une forte charge

### d'affectivité

Au plus fort de la guerre du Golfe, que ne s'est-on promis de faire payer dres cher à la France sa «trahison», d'aller chercher ailleurs, jusqu'an bout du monde, d'antres partenaires, chioois, indiens ou japonais par exemple? Mais où qu'ils tournent leur regard, les pays du Maghreb n'y propvent aucme solution de rechange viable. Ils réalisent sans peine, audelà des siogans creux et faciles, le poids des contraintes historiques et

Tel universitaire, qui appelait à la rupture des liens culturels avec la France, déposait en même temps une demande de stage auprès du CNRS! Tel opposant tunisien, qui souhaitait que soit conpée la réception d'Antenne 2, possédait lui, une coûteuse antenne parabolique pour capter cette chaîne! Combien de Magnrébins, attemifs à ce qui se possant du coié de Bagdad, piétinaient pour obtenis un visa qui leur ouvrirait la route de Paris ou de Marseille? Les signes sont là, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, d'une sorte d'en-France, déposait en même temps une la Mediterrance, d'une some d'enchevêtrement de coutumes, de reflexes et d'intérêts dont on ne peut · Mais, il y a quelque chose de fran-

hement archaique dans les relations que le Maghreb entretient, depuis des lustres, avec la France. Relations, constate un universitaire marocaiu. mèlèes « de silences, de complexes, de reproches et de déceptions ». M. El Malki note, dans ces rapports, « une nès forte, voire une trop forte charge d'affectivité o. A son avis, «le face à-

face, partout, est malsain». Co-fondateur, en Tunisie, du mouvement islamiste Ennahdha avec lequel il est, aujourd'hui, en délica-tesse, M. Abdelfattah Mourou o'hésite pas à affirmer - par calcul ou par convictioo? - que ses compa-triotes sont « presque français », qu'il n'a « rien contre la civilisation francaises, que la crise écocomique, voilà l'ennemi public numéro un. Le premier ministre, M. Ahmed Karoui, n'est pas, lui non plus, avare de bons sectiments envers l'ancienne metropole, a C'esi depuis la France, caconte t-il, que j'ai lutte pour l'indépendance de mon pays et ça ne s'ou-blie pas ».

Mais, aux yeux des jeunes Maghré-bins, qui maîtrisent mal notre langue, qui ne connaissent pas la France et qui sont d'autant plus frustrés qu'on les empêche d'y aller chercher un emploi, ce genre de discours sonne creux. Quelles images de l'Occident out-ils retenu à travers la guerre du Golle? «Assurément néga-tives, indique M. Marzouki. Le mépris de l'Arabe, la volonté de puis-sance, la supériorité technologique. Chunocricie ». Et ce sont ces écoéral'hypocrisie ». Et ce soot ces géoéra-tions-là, « travaillées » par toutes sortes de propagandes oationalistes out islamistes out servet demain ou islamistes, qui seront, demain, aux commandes de leur pays.

Pour l'heure, les pays maghrébins chercheot à gérer, chacun à leur manière, l'après-guerre. En Tunisie, le mot d'ordre officiel est de tourner la page du Golfe, de clarifier une position « mal comprise » par Paris, en clair de « dédramatiser ». M. Habib Ben Yahya, le chef de la diplomatie, réduit la portée de ce malentendu aux dimensions d'un simple « accident de parcours ».
« Combien de crises, noto-t-il, avonsnous déjà traverse, qui n'ont laisse aucune trace! »

Pour les Tunisiens qui ont hérite, de leurs ancêtres phéniciens, un sens certain des affaires, l'amitié retrouvée a son prix. D'autant plus élevé que l'on sait la France dans les meileures dispositions du monde pour renouer, très vite, le dialogue avec les pays du Maghreb. Il faut donc battre le fer pendant qu'il est chaud. « On ne va pas changer comme ça de monnure », confie M. Ben Yahya.

« Notre modèle de société se rapproche beaucoup du volre », se plait-on à souligner, dans les milieux officiels tunisiens où l'on insiste sur la nécessité de le désendre contre a menace islamiste par une vigoureusc politique économique. Ainsi, M. Abdallah Kallel, le ministre de l'intérieur, a-t-il récemment lancé l'idée d'une sorte de plan Marshall. Montant de la facture que Paris est, pour une large part, appelé à régler : I milliard de dollars par an pendant

assez mai de ce discours, même si d'aucuns, comme M. Tazi, plaident désormais pour des « relations d'in-tèrêt sur la base du bénéfice mutuel ». Mais, ce qui importe bien davantage pour Hassan II, c'est la fragile revanche que les événements lui permettent de prendre sur la France. Nos rapports sont ou beau fixe », se félicite-t-on dans son entourage, à un point noir près : les médias.

La fierté marocaine s'accommode

La manière pondérée et responsable avec laquelle le souverain cheri-fien a gere la guerre du Golfe pourrait en faire de nouveau, aux yeux de Paris, un utile et précieux interlocuteur pour renouer le dialogue avec le moode arabe. Alors qu'à l'automne dernier, la brouille franco-marocaine, née après la publication du livre de Gilles Perrault, Noure ami, le roi, avait mis en lumière un aspect beaucoup moins séduisant de sa person-

#### L'ère du partenariat

Pour retrouver, outre-Méditerranee, la confiance perdue, « la France la question palestinienne » qui, pour l'opinion publique maghrébine, est le nœud de la paix au Procho-Orient, « Nous l'attendons au tour-nant, affirme M. Fathallah Onalalou, chef du groupe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) au Par-lemeot marocain. Il ne lui suffit pas de répéter ses prises de position d'avant-guerre. On les connaît par cœur. Elle doit maintenant passer aux actes, prendre des mesures concretes pour les faire aboutirs.

Au demeurant, il y a un ton pater-naliste, une sorte de prechi-precha auquel succombent parfois les hommes politiques français, qui a de hommes poutques trançais, qui a de plus en plus de mai à franchir la Méditerrance. A cet égard, les propos récemment tenus par M. Michel Rocard, à l'Assemblée nationale, invitant les pays du Maghreb à dépasser leurs déceptions et leurs

l est un pays qui a donné naissance au mot azur et qui en a fait son mot de passe entre le ciel, la mer et le voyage des yeux.

OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU 1. OURISME, 161 RUE SAINT-HONORÉ 75001 PARIS. TÉL. : 42 60 63 50.

# La revanche du juge Thierry Jean-Pierre

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, réunie à huia cloa, vendredi 19 avril, aur requête du procureur de la République du Mans, a conaidéra que la procédure ouverte la 8 janvier demier au Mans et conduite par le juge Thierry Jean-Pierre était « conforme au droit ». La chambre d'accusation devait ae prononcer sur la régularité de l'ouverture de cette procédura, qui avait été rendua possible par un réquisitoire supplétif basé sur las déclarations de M. Pierre Coicadan, ancien numéro deux de la fédération sarthoise du Parti socialiete. L'annulation de ca réquisitoire aurait antraîné l'annulation de l'ensembla des actes de procédure, et notamment de la parquisition operee le 7 avril par le juge Jaan-Pierre, au siège parislen de la société Urbate-

Le jour mêma, le magistrat avait été dessaisi du dossier, sur décision du président de son tribunal. Au contraire, le fait qua la chambre d'eccusation ait conaidéré la procédure initiale régulière lave les doutes sur la poursuite de

l'instruction, désormais confiée au juge Jacques Liberge au Mans. Par ailleurs, le chambre d'accuaation a considéré qua lea deux parties civiles qui s'éteient constituéea auprés du juge d'instruction, la Ligue des contribuablas et l'Union départementale de la CGT, étaient irrecevebles. La décision de la chambre d'accuaation constitua una véntable victoire pour la juge Thiarry Jean-Pierre, ainsi que pour las deux substituts du parquet du Mana qui lui avaient donné les moyens juridiques d'élargir aa saisine.

M. Jean-Pierre a'an ast d'ailleurs dáclará « très, très heureux ». « Cette décision montre le mal-fondé des déclarations de Henn Nallet et de Georges Kiejman quant à la prétendue irrégularité de la procédure. » En revanche, elle constitue un véritable camouflet pour le ministère de la justice, MM. Nallet et Kiejman a'étant l'un et l'autre vivement engagés dans ce dossier an dénoncant des erreurs da procédure et en mettant en causa personnellemant le juge d'instruction, dont ils estimaient l'ettitude partisane. Le ministère de la

ll est 10 heures, et déjà, les jour-

nalistes bantent le palais de justice

d'Angers. La chambre d'accusation

de la cour d'appel doit, il est vrai, se prononcer dans la journée sur la régularité de l'ouverture de l'infor-

mation judiciaire qui est à l'origine de «l'affaire Jean-Pierre». La plu-

part des protagonistes n'ont pas

attendu cette audience pour dire

bout et fort leur sentiment sur le

sujet : M. Henri Naliet a affirmé à

plusieurs reprises que M. Thierry

Jean-Pierre « avait manifestement enfreint les règles de la procédure

penale », M. Georges Kiejman que

penate ». M. Georges Kiejman que les juges se devaient de oc pas oublier « leur maître, la loi et rien que la loi », et M. Jean-Pierre que la « procédure suivie était parfahement régulière ». Cette fois, la parole est à la justice.

L'audience est ouverte par le président de la chambre d'accusa-

tion, M. Jean Gouyette. Il y a la les deux avocats de la Ligue des contribuables, Ma Sylvain Gerant

ct Jean-Marie Job, l'avocate de l'union départementale sartboise

de la CGT, Me Françoise Gallot-

justice se refusait, vendredi 19 avril, á tout commentaire sur la déciaion de la chambre d'accusation, tant que aes motivations ne seraient pas connues. De mâme on ne aouhaitait pas Place Vendôma s'exprimer, samedi 20 evrîl, aur lea conséquences politiques de cette affaire.

L'opposition, alla, a réagi immédiatement, demandant par la voix notamment de MM. Alain Juppé, Bernard Pons, Jean-Louia Debré, Alein Madelin, François d'Aubert, Philippe de Villiers, aux deux ministres de dámissionner. Dans les milieux judiciaires, où depuis la dessaisissement du juge Jean-Pierre on n'evait pas menegá le soutien au magistrat tant critiqué par le pouvoir, ni manqué de dénoncar, toutes tandances confondues, l'atteinte à l'indépendence des magistrats et le trop grand poids de l'exécutif sur la justice, les réactions ont été tout aussi vives. Le Syndicat de la magistrature, dont M. Jean-Pierre est le délégué régional, dénonce « l'opération de désinformation de l'exécutif » dans l'affaire du dessaisissement du juge du Mans. «Le

garde des sceaux et le ministre da la justice n'ont pas respecté le principe de la séparation des pouvoirs fondé sur l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et qui est un principe constitutionnel. » Pour l'Union syndicale des magistrats (modêrée, majoritaire), la décision de la chambre d'eccusation rend « inexplicable et suspect» le dessalsissement du juge Jean-

« Que reste-t-ll du cambriolage judiciaire dénoncé par Georges Kiejman ? Le dessaisissement était aussi rapide qu'injustifié. » L'Association professionnalle des magistrats (droite) estima, elle, que le décision de la chambre d'accusation « est un désaveu cinglent infligé aux deux ministres, qui n'ont cessé de clouer au pilori ce magistrat en l'accusant de très graves fautes professionnelles. » L'APM estime qu'ils se sont « disqualifiés » et leur demande « d'en tirer les conséquences ».

Les réactions dans les milieux politiques

# M. Le Pen dénonce la « pourriture de l'Etat socialiste »

M. Jean-Marie Le Pen a dénonce, vendredi 19 avril, devant plus d'un millier de militants et sympathisants réunis à Versailles, « la pourriture de l'Etat socialiste », dont les principales personnalités font partie, a-t-il dit, du « gotha de la « ripoublique ». Evoquant par le nières années, de Luchaire à Urba-Gracco, en n'omettant pas celles auxquelles des personnalités de l'opposition avaient été ou seraient mèlées (Chaumet, Cogedim), M. Le Pen a affirmé, à la grande joie de l'assistance, que « c'est en guenilles morales que le gouverne-

ment se promene». « Ce sont des menteurs, ce sont des roleurs », a-1-il lance, en accusant egalement l'opposition - à l'exception de M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, dont il a salue l'attitude - d'etre complice des socialistes par son silence. « Il est vrai que pour monter au cocotier, il est necessaire d'avoir des caleçons propres », a-1-il ironisé à propos de MM. Jacques

Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard. Demandant l'ou-verture d'instructions sur les « affaires », le président du Front national a expliqué qu'il n'ose « espèrer que la conscience morale exigeante de M. Rocard, ni celle de M. Mitterrand [puissent] les pousser jusqu'à se trancher la gorge

La salle a chaudement applaudi la dénonciation de «l'Etat mafieux», symptôme de «la décomposition » de la classe politique française, et la « déliques cence » de la démocratie. M. Le Pen a expliqué que le démocratic est un système « médiocre », mais qu'il n'en commaît pas d'autre. La salle est restée muette. « Les structures politiques de notre pays sont profondement corrompues, et je suis le seul à pouvoir le dire, car le Front national est le seul à n'être implique dans aucune affaire», a-t-il encore lance après avoir sys-tématiquement mis dans le même sac la droite et la gauche parlemen-taires.

de la CGT, Me Françoise Gallot-Lavallée, et l'avocat d'Urbe-technic, Me Yves Baudciot. Le pré-sident Gouyette, qui sait l'affaire délicate, tente d'emblée d'apaiser les esprits. « Je ne fais pas de politi-que, précise-t-il, je fais du droit. » « Justice vichyste »

L'audience est ouverte, et l'on discute déjà de la présence de la Ligue des contribuables et de l'union départementale de la CGT. L'evocat général et le président sont d'accord : ces deux associa-tions se sont constituées parties civiles après la saisine de la cham-bre d'accusation par le procureur bre d'accusation par le procureur du Mans. Fout-il dès lors accepter leur présence à l'audience? Me Yves Baudelot en profite pour soulever le problème de la receva-bilité de ces deux parties civiles. Premier incident. Furieux à l'idée de se voir interdire l'audience, les avocats de la Ligue des contribua-iustice bles et de la CGT se récrient. « Il était impensable d'aborder ce sujet, expliquait Me Sylvain Garant dans

la soirée. La chambre d'accusation n'en était pas saisie. Nous étions en plein surréalisme. » Querelles, éclats de voix, indignetion : les avocats des deux parties civiles présentes demandent brusquement une suspensioo de séance.

A peine sortis de la chambre, tous trois se précipitent à la hiblio-thèque du Palais afin de consulter la jurisprudence. Ils feuillettent, lisent, se renseignent. Eo une demi-heure, leur religioo est faite : la chambre d'accusation ne peut se saisir de la régulerité de leur constitution de partic retour à l'audience, les trois avocats détaillent leurs arguments. Le président et ses deux conseillers se retirent. A 12 b 30, lorsqu'ils réapparaissent, les constitutions de parties civiles sont déclarées irrecevahles: aux yeux de la chambre d'accusation, la Ligue des contribuables et l'union départementale de la CGT n'avaient pas, selon la formule consacrée, « intérêt à

agir » dans ce dossier. Le président Gouyette prie alors les trois avocats de quitter la salle. Cette fois, c'est le tollé. « Nous avons en face de nous une justice vichyste, moins la milice, et plus vienyste, moins la milice, et plus l'hypocrisie, lance M. Garant devant les journalistes. Il s'agil d'un véritable coup d'Etat judi-ciaire. Nous allans immédiatement nous pourvoir en cassation. » Plus mesnré, M. Job, qui défend lui aussi la Ligue des contribuables, se aussi la Lighe des contribuables, se contente d'une remorque pleine d'intuition. « Il ne faut pas, expli-que-t-il, préjuger de l'arrêt qui sera rendu tout à l'heure. »

Chassées de la chambre, les par-ties civiles tonnent mais l'eudience se poursuit. Le président et ses deux conseillers entendent successivement le réquisitoire de l'avocat général d'Angers et la plaidoirie de l'avocat d'Urbatechnic, M. Yves Baudelot. Tous denx demaodent Baudelot. Tous denx demaodent l'annulation du réquisitoire signé le 8 janvier par le substitut du procureur du Mans au vu de la première déposition de l'ancien numéro deux du PS sorthois, Pierre Coicadan. « Les seules précisions données par le docteur Coicadan, plaide Me Baudelot, se limi-

Eclats de voix au Palais taient en effet à dire qu'il avait su que certaines entreprises versaient des commissions par l'intermé diaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics, et n'étaient pas plus précises que ce que le docteur Coicadan avait pu lire dans des articles de presse.» Dénonçant «l'Imprécision» de la déposition, il souligne que M. Pierre Coicadan « ne cite aucune infraction, aucune date, et

> Cet épisode dure à peine noe demi-beure. A 13 heures, l'au-dience s'achève, mais le Palais se prépare à un nonvel incident : les avocats de la Ligue des contribua-bles, qui attendent devant la porte depuis qu'ils ont quitte l'andience, se précipitent sur M. Baudelot en l'insultant, e Il nous avait tiré une balle déloyale en plein cœur en évoquant l'irrecevalité, explique M. Sylvain Garant. Favoue que j'ai dépassé le ton du débat mondain. Je lui ai dit vivement qu'il déshonorait notre profession. » On est à deux doigts de l'empoignade. Uoo fois le calme revenu, c'est l'attente.

> > « Tres, très heureux»

A 16 heures, l'arrêt de la cham-bre d'accusation surprend tout le monde : Me Bandelot était persuade de la nullité du réquisitoire pour extorsion de fonds, les avocats des parties civiles ne croyaient plus, disent-ils, à la « sérénité de la justice». Dès l'annonce de la décijustice». Dès l'annonce de la déci-sion, le juge Jean-Pierre se dit, lui, « très, très heureux ». « La décision de la chambre d'accusation, expli-que le magistrat du Mans, prouve, à tout le moins, le mai-fondé des déclarations de MM. Nallet et Kiejdéclarations de MM. Nallet et Kiejman quant à la prétendue irrégularité de la procédure avant même
que l'arrêt de la chambre d'accusation ne soit rendu. » Les parties
civiles, qui viennent ponrtant
d'être déclarées irrecevables, exultent: « Ce soir, nous débouchons le
champagne, lance M. Sylvain
Garant. La justice va enfin pouvoir
faire son travail. » M. Bandelot, qui
se dit à la fois « décu » et « surse dit à la fois « déçu » et « surpris», annonce, lui, un prochain

, pourvoi en cassation. Assommée, la Chancellerie se tait.

La chambre d'accusation, dont l'arrêt no sera notifié qua la l'arrêt no sera notifie qua la semaine prochaine, a donc jugé que l'ouverture, le 8 janvier, de l'information judiciaire pour extorsion de fonds était « conforme au droit »: à ses yeux, le déposition du docteur Coicadan expliquant que «certaines entreprises versaient des commissions par l'intermé-diaire des bureaux d'études pour avoir des marchés publics » suffit à fonder l'ouverture de l'information judiciaire pour extorsion de fonds.

La chambre d'accusation ne pouvait toutefois se prononcer sur l'ensemble do la procédure suivie par le juge Jean-Pièrre. La requête du procureur du Mans, M. Henri Bertrou, était clairement limitée à la première étape du dossier, e'estadies l'accusant le 2 inviter de à-dire l'ouverture, le 8 janvier, de l'information. Les magistrats d'An-gers o'étaient donc pas invités à se prononcer sur l'ensemble de la procédure, notamment l'inculpation et l'incarcération, le 6 avril, de M. Christian Giraudon, et la perquisition menée par le juge Jean-Pierre dans les locaux parisiens d'Urbatechnic, le 7 avril.

L'instruction sur l'affaire Urba menée au tribunal du Mans va donc pouvoir se poursuivre. Le juge Jacques Liberge, qui est chargé du dossier depuis le dessainissement du juge Jean-Pierre, est désormais totalement maître de la conduite de l'instruction. tion. La prochaine étape sera sans doute l'ouverture des cinq cais dossiers saisis par le juge Jean-Pierre dans les locaux d'Urbatechnic. Il sufdans les locaux d'Uvoarectinic. Il sur-fit à M. Liberge, pour briser les scel-lés, de convoquer le seul inculpé de l'affaire, M. Christian Giraudon, son avocat, Mr Bandelot, et le « tiers chez lequel la saise a été faite». le liquidateur d'Urba.

La Ligue des contribuables, dont la constitution de partie civile a pourtant été jugée irrecevable dans l'après-midi, n'a d'ailleurs pas perdu de temps. A peine connue la décision de la chambre d'accusation, elle faitheau parties de la chambre d'accusation, elle faitheau parties de la chambre d'accusation, elle faitheau parties de la chambre d'accusation. sait parvenir en juge Liberge unc requête demandant l'ouverture immédiate des scellés.

# M. Juppé estime que MM. Nallet et Kiejman « se sont déconsidérés »

de notre correspondant

M. Alain Juppé inaugurait la nouvelle permanence départemen-tale du RPR, vendredi 19 avril, à Bourg-en-Bresse (Ain), quand il a pris connaissance de la dépêche de l'agence France-Presse annonçant que la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers avait jugé conforme au droit la procedure suivie par le juge Jean-Pierre dans l'affaire Urba. « MM. Nallet et Kiejman ont été d'une imprudence verbale phénomenale, a déclarc le secrétaire général du RPR. Ils

n'ont pas eu de mots assez durs n ont pas eu ue mois usse. Pierre paur accuser le juge Jean Pierre d'avoir été l'objet, sinon l'artisan, d'une manipulatian politique et d'avoir violé les règles de l'instruction. Ils se sont déconsidérés dans cette affaire. Je ne vois pas bien, desarmais, quelle autorité ils conservent sur l'institution judiciaire. A eux d'en tirer spontanément les consequences. » Pour M. Juppé, « tout cela prouve que la thèse d'une pressian politique exer-cée par le pouvair socialiste pour faire obstacle au cours de la justice était la bonne ».

# M. Pons (RPR) accuse le garde des sceaux « d'avoir sciemment menti »

M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a demandé, vendredi 19 avril, que MM. Henri Nallet et Georges Kiejman viennent «s'expliquer» devant les députés après la décision de la chambre d'accusation d'Angers. Cette décision a inflige un démenti cinglant » aux propos tenus le 9 avril par le ministre délégué de la justice et le 10 avril par le garde des sceaux, a observé M. Pons dans un rappel au règlement, ajoutant : « On ne peut pas dire n'importe quoi dans l'hemicycle, qui n'est pas un préau d'école. On bien ces deux ministres étaient mal informés, ou bien ils ont sciemment menti à la représentation nationale. » Le président du groupe RPR a demandé une suspension de séance pour «le temps nécessaire à la venue des ministres ». MM. Nailet et Kiejman ne s'étant pas présentés au Palais-Bourbon, la séaoce a repris vingt numures plus tard. M. Fons a don. Joint connement de la justice a, alors souligné qu'u après avoir menti.

M. Henri Nallet, garde des sceaux, i la représentation nationale s, « doit donner sa démission ». The state of the s

 M. de Villiers : « Une leçon culsante». - M. Philippe de Villiers, député (UDF-PR) de la Vendée, a déclare, vendredi 19 avril, que la décision de la chambre d'accusation d'Angers « est une leçon pour tout le monde, cuisante pour le pouroir». L'ancien ministre « laisse le soin à M. Nallet », qui, a-t-il dit, « vient de se voir infliger un carton rouge», « d'en tirer les consé.

O M. Madelin : démission. -M. Alain Madelin, vice-président du Parti républicain, a déclaré, vendredi 19 avril, que « pour le bon functionnement de la justice »,

# Le râleur et les minitélistes

Dans un style volontiara dépouilé, répondant le plus aouvent en quelques mote, la juga Jean-Pierra s'est prêté, vendredi 19 avril, eu jeu des questions-réponsee sur la sarvica Minitel du quotidian Libération. Las réponsas ont été rédigéea dana la matinéa. Le juga ignoreit encore la décision de la chambre d'accusation d'Angars.

Répondant à une quastion des minitélistes sur «les moyene dont disposent las megistrats solidaires de lui » afin d'influer sur le cours da cette affaira, le juge a été formel : « Il est théoriquemant impossible d'influar sur la cours d'une affaire. Bien qu'il soit pour le moins choquant que le garde des sceaux lui-mêma at son miniatre délégué annoncent aux médias que la procédure est nulle avant que la chambre d'ec-

cusation no statue... > M. Thiarry Jaan-Pierre efirme qu'il n'est pas un « juge rouga», qu'il se situa « an dehore du jau

politique », et el'exploitation qui peut être faite d'une affaire judicieire par les une ou per las eutres na [le] concerne pas. » Les minitélistas s'obstinent pourtant, parfoie avec un brin d'humout. «La meiria de Parie vous a-t-ella offert un poste de conseiller juridiqua avec l'inspecteur Gaudino, et ce pour l'ennée prochaine? > demande l'un deux. Le juga Jaan-Piarta se détand. « Non, pourquoi, voua avez des tuyaux?a

Les minitélistes sa montrent insistants : ePourquoi cette obstinanion, quel est votre but?» Le juga Jean-Pierre s'interroge. «Et si le véritable mobile du ecrime » était la désir d'aller juequ'au bout d'un dossier?» Sa carrière, dit-il, « l'indiffère ». Et quend quelqu'un lui damande ca qu'il reste à un juga « qui ne peut pas faire son boulot », M. Jean-Pierre répond aans héeitar : « Râler contre caux qui l'ampêchent de

# Sans péril

Suite de la première page

La décision d'Angers ne remet pas le dessaisissement du juge Jean-Pierre en question, tant, du moins, que le collègue qui le remplace n'est pas en congé, auquel cas le tableau des permanences laisse au dessaisi le droit d'instruire l'affaire qui devrait lui échapper...

On sera, en deux semaines, passe d'un «cambriolage judiciaire» à un micmac du même nom qui donne le tournis aux justiciables, affole les politiques, égare les esprits qui ten-tent naïvement d'y voir clair, et ren-force le camp des ricaneurs et des desahuses

L'achamement judiciaire à démontrer ce qu'on savait déjà - les dossiers du financement du PS - est déclaré régulier, en droit. Fort bien. Mais qu'y auront gagné, en fait, et la justice et la politique? La justice aura étalé ses déchirements, son mai vivre, sur un fond de récriminations légitimes, avec force mouvements de menton sur le thème « nous sommes le dernier rempart de la démocra-

La politique, côté PS et gouvernement, aura montré perte de sans froid, hâte à conclure et peur de la lumière comme de son ombre. Côté opposition, elle aura montré une suspecte gourmandise, une précipitation à s'indigner comme à crier victoire, qui traduisent plus d'arrière-pensées sans rapports avec la justice et la vérité qu'une volonté vraie de débusquer la corruption partout où elle se vautre, tâche il est vrai colossale (et qui risquerait parfois de ramener des censeurs vers leurs propres écuries...).

La victoire judiciaire du « petit juge» couronne la provocation que semble avoir constitué, de bout en bout, son opération - puisqu'il œuvre encore, le fameux dimanche, alors qu'il se sait dessaisi - et a fonctionné à plein. Elle se referme sur le pouvoir politique aussitôt accourt. Entre l'adresse de ce juge et de ses amis à défier le pouvoir, et l'impotence des gouvernants à « tenir » la justice et à se tenir face à elle. qu'est-ce qui est, en définitive, rassurant pour la démocratie? Pas grand-

BRUNO FRAPPAT

# **POLITIQUE**

2000 ATTEN FORM The second second at the Nove -The state of the state of 1/200 Sen -BOR AND THE REAL PROPERTY. Marie Walter W. -· 安全中央 16 THE REAL PROPERTY. The second secon And the same of th A Section of the sect Total Control of the Control of the

oux au Palais ----

The same of the sa

March and the

Line Comment

- Company

\$50 mm

我就是在一个人的人

Martin for the state of

Charles 1841 mar on a

AND STREET, ST

Specification services

2 4

store was a ....

364 - 3-49-

1981 For 1944 - 1

Balance on make

and a second

Special Control &

....

و شبه اخر در م

Same Court of the con-

Magazina na sa shi ki ki ki ka

THE TANK

¥.42€ √ 1 4 ·

海、蓝、湖 😘 🕚

with to . . . .

وعماعاه معالم اليهاء

o de Transce

March 1 45

William Spring

Same of the same of

## dans l'affaire Urba

# Trois mois de procédure

Aux eources de l'affaire se trouve un dossier d'accident du traveil instruit par M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans : Il e'agit de la mort de deux ouvriers écrasés par une dalle de béton sur le chantier de l'entreprise Heulin, à l'Hot-7. Au début du mois de janvier, le juge Jean-Pierrs recoit un coup de téléphone d'un correspondant qu'il baptise « Fournier», lui affirmant que l'entreprise Heulin e versé des « pats-de-vin » à certains partia politiques. Il l'invita à contacter le docteur Pierre Coicadan, ancien numéro deux de la fédération sarthoise du PS,

. 8 janvier : convoqué chez le juge d'Instruction, le docteur Coicadan effirme qu'il n'a «pae de révélations à faire sur le chantier de l'llot-7 et sur son financement » male qu'il a « su, de per eon] activité de militent au PS et de secrétaire fédéral que certainee entreprises versalent dee commissions par l'intermédieire de bureaux d'études pour evoir dee marchés publics ». Au vu de cetta déposition, le substitut du parquet, M. Edouerd Wewrzy-niak, ouvre une Information judiciaire contre X pour extorsion de fonds. Le docteur Coicadan, à nouveau entendu, déclare qu'il e « constaté » qu'il existait « dens le département, comme ailleurs, que ce soit à gauche comme à droite, des circuits de financement occultee, sene [qu'il] puisse exactement les décrire ».

• 23 mars : le juge Jenn-Pierre entend M. Jean Montaldo, journaliste et directeur de collection chez Albin Michel, la maison d'édition de l'ex-inspecteur Gaudino, qui lui remet une copie des cahlere de M. Joseph Delcroix eur Urbatechnic. Cinq joura plus terd, le policier qui eveit, deux ens plue tôt saisi ces fameux mer devant le juge l'authanticité de leur copia.

· 6 evril : le juge Jean-Pierre feit interpeller à Orléans l'ancien responsable d'Urbatechnic pour les pays de Loire, M. Christian Giraudon, qu'il inculpe et incar-

----

• 7 avril : le juge Jeen-Pierre tente de se rendre au domicile de M. Gérard Monate, le PDG des bureaux d'études Urba, à Noisy-le-Sec, en région pari-sienne. Les policiers du commissariat de Noisy-le-Sec l'euralent alors informé de son dassaisissement. Selon M. Jean-Pierre, les policiers lui ont affirmé qu'il était desseisi « per le parquet ». Le luge effirmers plus tard qu'il croit alors la chose impossible, et poursuit ses investigations. Le ge se rend alors rue de Rochechouard, à Paris, afin de perqui sitionner dans les locaux d'Urbatechnic. · Vingt-huit scellée cachetés à la cire sont alors stockés dans des caisses da carton. A ae eortie de l'immeuble, le magistrat se voit notifier son ssement par Mm Isabella Paulat, substitut du procureur de la République de Peris. Le des saisissement intervient sur décision du président du tribunei du Mans, M- Marie-Hélène Tric, à le demande du parquet, qui considère que M. Jeen-Pierre e agl nvec « parti pris » et selon des « considérations purement pereonnelles». Le dossier est conflé à M. Jacquee Libsrge, premier juge d'instruction au

s S avril : l'apponition dépose une motion de ceneure à l'Assemblée netionele, affirment que el'indépendance de la justice est bafouées. Lore des débats, M. Georgee Klejman, qui précies que le gouvemement en'a eu sucune part » dens le desseieissement, qualifie le perquisition menée par le juge Jean-Pierre de a cambriolage judiciaire ».

• 10 avril : le ecciété Urbatechnic, qui a essigné le 8 evril en rétéré les trole juges d'inetruction du Mene efin d'obtenir la restitution das ecellés, se déelste à l'eudlence, en expliquant que M. Christian Giraudon e été libéré le 8 avril et que le procureur du Mons e saisi le chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angere. Les troip jugee d'inetruction répliquent en demendent cheeun 100 000 france de dommeges et intérêts. Le même jour, M. Nailet, interrogé par Europe 1, qualifie le parquisition siège d'Urbetechnic

d' e équipée sauvage ». • 11 avril : le demande de dommagee et Imérêts des jugea mancaaux est rejetée per le tribunal de grande innunce de Peris. Le Llaue des contribusbles, présidée per un conseiller général RPR den Alpas-Meritimen, M. Bernerd Asso, se constitus pertie civile dans le doeaier ouvert eu Mens. Elle accède ainsi su dossier dont elle rend certains éléments publics.

. 12 avril : la chambre d'eccuastion de la cour d'appel d'Angers se réunin une première fols. Elle préfère renvoyer l'audience à la semaine suivante, car le Ligue dea contribuables a feit sevoir que, s'étent constituée pertie civile à la veille de l'eudience, elle considérarait que le délai de convocation des parties; - cino joure - n'aurait pas été

respecté. • 19 avril : le chambre d'accosation de le cour d'appel d'Angers se réunit une nouvelle fola. Entre-temps, le Lique des contribuables a formé un pourvoi en cassation contre le décision de remvoi prise une semaine plus tot. Deux nouvelles constitutione de partie civile ont été ennoncées : celle de l'Union dépertementale de la CGT et celle de dent socialiste de le communeuté urbaina du Mane. Ce dernler, ou son conseil, ne s'étant pea présenté à l'audience, le chambre d'accusation atatua sur la recevabilité de le Ligue des contribuables et celle de le CGT: en fin de metinée, elle les déclare irrecevebles. Dens l'après-midi, dans un arrêt non motivé, elle considère que l'ouverture de l'Information qui a conduit le juge Jean-Pierre à Incarcérer M. Giraudon et à parquisitionner au siège d'Urbetechnic est e conforme au droit ».

### en bref

D L'égalité sociale dans les DOM. - M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, qui, ees deux deroières semaioes, a discuté de l'égalité sociale dans les départements d'outre-mer evec les organisations syndicales, e indiqué, vcodredi 19 avril, qu'un projet de loi permettant l'alignement des allocations femiliales doos les département d'ootre-mer sur le oiveau métropolitaio sera inscrit à l'ordre du jour d'uo prochain conseil des ministres. Ce texte. 8-1-il précisé. devrait être discuté per le Parlemeot au cours de l'actuelle sessioo parlementaire, et la première étape de l'alignement iotervenir le la millet.

n M. Bamana éla président do conscil général de Mayotte. -M. Youooussa Bamaoa (Mouvemeot populaire mahorais) a été élu, par douze voix sur ssizo votaots, jeudi 18 avril, président du cooseil général de Meyotte, poste qu'il occupait depuis 1977 jusqu'à son échec le 10 mars deroier dans le cantoo de Kani-Kéli. Après avoir retrouvé un siège à l'assemblée départementale le 14 evril dernier, à l'occasion d'une élection partielle provoquée par la démission de M. Nomane Mettoir. coosciller général (MPM) de Chicooi. M. Bamana succède à M. Hamissi Hassaoi, qui s'était démis de soo mandat à cette fin.

o Les élections régionales en Lorraioe. - M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'amonagement du territoire et eux reconversions, e déclaré, vendredi 19 avril à Carling (Moselle), que pour les élec-tions régionales de 1992 en Lorraine, M. Jeen-Marie Reusch, ministre du commerce extérieur, et lui-même « ne peuvent qu'unir leurs efforts ». Il y sura, a-t-il précisé, une liste conduite par le meire de Metz, sous l'étiquette Majorité présidentielle, en Moselle, et uoc liste socialiste, menée par lui-même, en Mourthe-el-Moselle,

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

### A l'Assemblée nationale

# M. Durieux cherche à obtenir la bienveillance des centristes sur la réforme hospitalière

Les députés ont cantinué, yandredi 19 avril, l'examen en première lecture des articles du projet de loi relatif à la réforme hospitalièra, présentée per M. Bruno Durieux, ministre déléqué à la santé. Faute de majorité, M. Durieux a été contraint de demander la réserve des votes sur les amendements et aur l'ensemble de l'articla 3, qui constitue l'un des dispositifs essentiels de le réforme. Le ministra, qui a fait plusieurs concessions aux députés centristes, ne désespérait pas de pouvoir éviter le recours à l'erticle 49, alinéa 3 de le Constitution (engagement de responsabilité du gouvernementi pour faire adopter l'ansemble de cette réforme la 23 avril.

Des députés communistes, il n'y a rien à attendre. Des députés UDF et RPR, il y e tout à eraindre. Reste le centre, à la fain sévère et entrouvert. C'est danc à sa porte qu'est venu frapper minutieuse-ment, vendredi 19 avril, le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux. Désireux de ne pas avoir à engager la responsabilité du gnuvernement sur ce projet, première épreuve parlementaire pour ce ministre d'« ouverture », M. Durieux s'est montre très réceptif aux amendements cen-tristes. La partie, cependant, est loin d'être gamée : d'abord parce que le contexte politique - l'ap-proche des élections régionales et cantonales, les «affaires», l'accord intervenu la semaine dernière au sein de l'opposition - ne s'y prête guère ; eosuite, paree que la santé et l'avenir des professions qui » y rattecheot soot des sujets sur les-quels le groupe UDC se montre, traditionnellement, très prudent.

L'article 3 du projet de loi sur la réforme hospitalière constituait un premier test politique. Dens la logique du dispositif proposé par le gouvernement en faveur d'une organisation plus rationnelle de l'offre de soins, cet articls institue de oouveaux instruments de planificatioo. Le champ d'application de la carte sanitaire, déjà en vigueur, serait élargi, et des « sché-mas d'organisation sanitaire » seraicot mis en place pour déterminer la répartition géographique des installations et des activités de soio. Ces deux instruments, précise le projet, « ont pour objet de présoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins, en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé ».

#### M. Millet (PC): « Verrouillage »

Ces schémas seraient établis sur la base des besoins de la population et de leur évolution, « compte tenu du progrès des techniques médicales et après évaluation quantitative et qua-litative de l'offre de soins existante». La carte sanitaire, arrêtée por le ministre de la santé, est étendue aux activités de soin d'un coût élevé aux structures alternatives à l'hospitalisation et à le chirurgis ambula-10ire. Le schéma d'organisetico sanitaire est arrêté par le préfet de région, après consultation d'un comité régional d'experts. Ces deux tostruments peuvent être révisés à tout moment et le sont, obligatoirement, une fois tous les cinq ans. Fidèls à son opposition totale au

projet, le groupe communiste a déposé un amendement de suppres-sion de l'ensemble de l'article 3, qui, selon M. Gilbert Millet (PC, Gard) constitue un véritable « verrouil-lage » et « fera la part belle oux établissements prives et aux intérêts financiers » eu détriment du secteur public. Le ministre de le santé n'a pas leissé passer l'occasion d'exprimer son «étonnement» foce à co refus de planification émanant d'un groupe dont « on connaît les reférences intellectuelles ». Plus logiqu apparaissait l'opposition de la droite, qui par le voix de M. Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire) et de M. Jeao-Luc Préel (UDF, Veodée), a déponcé une « planification ascendante, trap bureaucratique et centralisatrice, risavant de stériliser l'initiative hospitalière».

Première concession au groupe UDC, le mioistre s'est déclaré en accord avec un amendement de MM. Jacques Barrot (Haute-Loire) et Jeao-Pierre Foucher (Hauts-de-Seine), précisant que le schéma d'organisation sanitaire est « susceptible de recours hiérarchique » auprès du ministre de tutelle. A l'initiative du repporteur du projet, M. Alain Cal-mat (app. PS, Chet), le gouvernebancs, étargissant la composition du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale à un député et à un senateur, aux côtés des représentants de l'Erat. des institutions de soins, du personnel de ces établissements, des usagers, des prolessions de santé et des personnalités qualifiées. Toujours pour amadouer le groupe centriste, le ministre de la santé a donné un avis favorable à un amendement de M. Barrot, prévoyant la création d'une commission regionale de l'évaluatino médicale des établissements auprès de chaque comité

#### M. Calmat (PS): « rentes de situation »

Dans le souci de renforcer la planification de l'offre de soins, le projet du gouvernement modifie profondément le régime des autorisations administratives pour la création, l'extension ou la transformation des établissements de soin publies ou privés. D'une part. le texte institue un système d'autorisation à durée déterminée et, d'autre part, il soumet l'obtention et le renouvellement de cene autorisation à une «évaluation périodique » des activités et des structures de soin,

LIVRES POLITIQUES

résolu : « Comment faire pour

que les acteurs les mieux edap-

tés soient en charge des affaires

eu moment le plus opportun.

pour que se crée le meilleure

edéquation possible entre les

nécessités du gouvernement et

las qualités de ceux à qui les

Jeen-Noël Jaenneney cherche

trajectoire du tragique destin

les éléments d'une réponse dans

de Georges Mandei, en mettent

en lumière s le portée de cette

vie a écourtée au moment où elle

apparaisseit en mesure de don-

ner le meillaur d'elle-mêrne. Quel-

quas précisions biographiques

sont ici nécessaires : né en

1885, dans une famille juive très

intégrés. Louis Rothschild

devient journalista sous le nom

de Georges Mandel, patronyme

de sa mère. Doué d'une prodi-

gieuse mémoire eu service d'une

érudition sene égele dans le

domnine politique, il s'affirma

comme le principal collaborateur,

puis l'héritier spirituel de Georges

Clamenceeu. Parlementaire et -

anfin ! - ministre de la lil. Répu-

blique, il se disongue par se fer-

meté prémonitoire davent la

montée en puissance de l'Alle-

magne nazie et per l'autorité et

Lorsque se décienche le

querre, qu'il evait vu venir, lors-

que se produit la défaite, il reste

partiesn de le réciatance à tout

prix et prone le repli du gouver-

nement en Afrique du Nord.

Lui-même refuse de gagner l'An-

gleterre, comme le fere le général

de Geulle, et il e emberguera

evec d'autres parlamentaires à

bord du Massilia à destination du

Maroc, tandis que Pétain signa

l'armistica. Sur les consignea du

gouvernement de Vichy, il sera

errêté, transféré en métropole,

emprisonné, tandis que le preses

collaborationniste se déchaînere

contre lui : Il faut relire ce qui

s'écriveit alors l Transporté à

Buchenwald, incarcéré avec Léon

Blum près du einistre camp, il est

ramené à Peris et assessiné dane

l'afficacité de son ection ministé-

citoyens les confient?»

des équipements, ainsi qu'au respect d'engagements reletifs aux dépenses à la charge des organismes d'assuraoce-maladie ou au volume d'activité. Un amendement du rapporteur et du groupe socialiste prévoit, inutefnis, que les décisions attribuant qu refusant ceue autorisation doiveni étre « motivées ».

Li encore, le groupe communiste et les députés RPR et UDF ont fait front commun dans l'hostilité. « Epèe de Damoclès sur la démarche de santé », l'évaluation est, selon M. Millet, un moyen de « tester la renabilité, de vérifier l'adaptation à une demarche malthusienne ». Pour M. Jean-François Mattei (UDF, Bouebes-du-Rhône), comme pour MM. Préel et Debré, ce système d'autorisation à durée déterminée et d'évaluation « ouvre la voie à l'arbitraire administratif » et met en peril la gestion des établissements de

Dans ce refus de l'évaluation exprimé par les groupes siégeant à la droite de l'hémicycle, l'orateur du groupe socialiste, M. Bernard Bioulac (Dordogne) a vu « la peur des thérapeutes et des gestionnaires d'être remis en question dans leurs responsabilités ». « Nous sommes ici au cœur de cette loi, qui est une loi de progrès, a déclaré M. Bioulac. Ne pas faire d'evaluation serait affaible

encore l'hopital face au privé. » « Il faut que l'evaluation puisse aboutir à remettre en cause les autorisations, a renchéri M. Calmat. Nous sovens bien qu'il existe des renies de sinuation, pourquoi les accepter? « Cette divergence « ideologique » n'a cependant pas empéché les députés de se retrouver sur un ameodement de consensus « minimum », déposé, là encore, par le groupe centriste et prévoyant que la durée de l'autorisation - ne peut être inférieure à la durée d'amortissement des investissements nécessaires ».

Ces concessions allaient-elles ètre suffisantes pour permettre au ministre de la santé de lever la demande de réserve sur l'artiele 3 et le soumettre à un vote? Une supension de séance d'une heure, au cours de laquelle les députés centristes se sont vus présenter la liste des efforts a que le gouvernement et la majorité socialiste s'engageaient à faire dans leur direction, n'a pas suffi à les conveinere. Selon uo observateur, le groupe UDC «a pliè mais n'a pas rompu ». A minuit, M. Durieux était contraint de revenir dans l'hémicycle et de demander, vaguement pennud, la reserve du vote sur l'ensemble de l'article 3. PASCALE ROBERT-DIARD

#### ANDRÉ LAURENS

C'IL y e den gene de toutes Les jeux sortes qui n'égelent pas leur destin, il y e, à l'oppasé, dee dastinéen oul ne se du destin hinsent pas à la hauteur de leurs héros. Elles les laissent en route eu lieu de les conduire là où on les attendeit. Tel fut le sort de et de l'Histoire Georges Mandel, al'homme qu'on ettendeirs, dit Jeen-Noël Jeannaney dens un essai qu'il lui consacre. Ce n'est pes une biomiliciens, le 7 juillet 1944, six grephie, plutôt une réflexion aur samainen avant le libération ds la fragilité des chences ed'une Peris, à la veille de la victoire des rencontre heureuse, dens la poli-Alliés, dont il n'evelt cassé de tique d'une nation, entre un dire qu'elle était a mathématihomme et un moment », et, à travers l'exemple de cette rencontre Physiquement, la nature n'evait manquée, une interrogetion plus lerge aur un problème essentiel, que le démocratie n'e pes

pas gaté cet homme et, al elle ne l'eveit pes rendu sympethique à tous épards, elle l'avnit doté de qualités Intellectuelles et mornies qui euralent mérité d'être mieux honorées de son temps et dont on aspare qu'alles sont mieux eccueillies eujourd'hui Imale ce n'est pes sûr) : ce sont le lucidité, le courage, le capacité d'anticiper l'evenir, le caractère. l'énergle, l'eudace et l'efficacité. Churchill l'appsielt « Mandel le a premier résistant de France ». Dn imegine, evec Jean-Noëi

Jeenneney, le rôle qu'una selle personnalité aurait pu jouer si alle n'evait pas été tenue à l'écart par l'environnement politique, si alle n'evait pas été empêchée par ses propres interdits. On ne refeit pas l'Histoire, même lorsqu'elle e paru héniter, mais une question demeure : pourquoi Mandel n'et-il pas franchi son Rubicon? Jeen-Noël Jaanneney discerne plusieura reieons dans ce refus d'accomplir le geste qui force le destin. D'abord, le choix n'était pea eussi simple qu'il apperaît aujourd'hui evsc le recul. Mandel croyeit eu repli de tout le gouver nement en Afrique du Nord, il se jugeait plus efficace en pesant de l'intérieur sur les pouvoirs publics, sentiment qui, en de précédantes circonatencea, l'empêcha de rompre avec dee politiques qu'il condemnnit. Ce marginal, ce soliteire n'appartenent à eucun parti, ne se réclament d'aucuna doctrina, vouleit effirmer non intégration et se solidarité et préserver se capecité d'influence. Una intégration dont il voyeit les limitea car elle lui était souvent mesurée. C'est pussi perce ou'il était juif ou'il n'est oss perti pour l'Angleterre : « On eroireit que j'ai eu peur et

que je me suis seuvé », disait-il. Il ne s'est pee seuvé, mais s'est retrouvé plus eaul que jameis, jusque devent la mitraillette qui l'a ebettu. Restelt de Geulle, qui ne deveit pes manquer sa rencontre evec l'Histoire. Ainsi en a décidé la Fortune, qui ne tient pee toutes lee promeasea du deetin, Celui, contrela forêt de Fontainebleau par des I rié, de Georgea Mandel méritait

plus qu'une avenue à Peris et un monument eu bord de la nationale 7 : Jean-Noël Jeenneney en revivifie le souvenir et en tire une belle méditation our les ressorts, les exigences et les limites de la passion politique. Certe passion peut être vécue

de mille façons : en voici une qui n'est plus celle d'un personnage nors du commun. La fortune polirique, si elle a longtemps souri à Peul Deschanel, e fini per lui jouer un mauveis tour, elors qu'il avait atteint le sommet tent convoité d'une carrière sans accrocs, Président de la République, son septennet n'a duré que sept mois et n'e laissé dens l'imagerie élyséenne que le souvenir d'un homme n'evant plus tous ses esprits, tombé du train en pleine nult et errant sur la voie, tandis que se poursuivait aans lul ie voyage officiel. Le carrière de ce melheureux ne seurait se réduire à cet épisode qui fit les choux gras des chansonniers.

Thierry Billard rend justics à l'honnête percours de ce républicain centriste, sans en cacher les de la Chambre des députés. Paul Deschenel, homme simable, pleisant, élégant, cultivé, maniait evec bonheur l'éloquence qui séduisait à l'époque, Rien d'excesnif ou de provocant dans ce personnage lisse qui a réusei à devenir président de le République sa se préservent des responsabilités réelles du pouvoir : pour méneger nes chances et ne pas se créer d'ennemis, il e refusé les plus hautea cherges gouvernementales I Le plus é trange, dens son ces, e'est qu'un système politique puisse e'accommoder d'un processus de nélection dans lequel le forme, le discours - le discoure, pae le verbe - prévulent eur l'engegement, l'action, l'expérience du pouvoir.

Toujours est-il que Paul Denchanel fut préféré, en 1920, à Georges Clemenceau, eu grand dem, on l'imagina, de Georges Mendel. Au fsite du pouvoir, il mesure son inexpérience et eon impuissence dans le ayatème de le III. République, il tombe dana ce que son biogrephe appelle a un étet anxio-dépressif a qui le conduira à se démettre. Il avait été, dans estre fonction. l'homme qu'on n'ertendeit pas. Dane son caa nuasi, meis à l'inverse de Georges Mandel, le destin ne a'est pas accordé eu personnage, et le filtre politique e fonctionné à contresens, à con-

tre-histoire. Georgee Mendel, l'homme qu'on attendait, de Jean-Noël nneney, Seuil, 190 pages,

► Peul Deschanel, de Thierry Billard, Belfond, 292 peges. 120 F.

عكذا من الاصل

La comité central du Parti communiste, dont les travaux se sont terminės vendredi soir 19 avril, a adopté, à l'unanimité moins sept abstantiona (celles da MM. Jean-Michel Catala, Roland Favaro, Guy Harmier, Roger Martelli, Jack Ralite, Lucien Sève et Marcel Trigon), le rapport présente la veille par M. André Lajoinie. M. Anicet Le Pors n'a pas pris part au vote, et M, Charles Fitarman n'a pes essisté à la seconde journée de discussion, M. Georges Marchais, qui a conclu la discussion, a appela las militants à « changer de braquet » dans la mise en œuvre des orientations du vingtseptième congrès.

Même quand il ressent des doutes au point d'inviter ses militants à l'autocritique, un secrétaire général du PCF, par définition, ne saurait avouer son propre échec. M. Georges Marchais a donc, une nouvelle fois, sacrific aux exorcismes rituels devant les membres du comité central, en proclamant que « non, le Parti communiste n'est ni malade ni en crise», en soutenant que son a recul « aux élections par-tielles ne signifie nullement que ses orientations soient " mauvaises " et en assurant qu'il suffirait que les militants, à la base, se montrent plus « audacieux » pour que soo audience « se renjorce speciaculairement. »

Mais toute dialectique a scs limites, et celle de M. Marchais ses

propres failles. Vendredi soir, la droits hesite-t-on à s'y meltre vraiteneur du discours du secrétaire général du PCF démentait ses conclusions. Le tableau de l'état du parti que brosse M. Marchais dévoile bel et bien, en filigrane, l'image d'un parti désorienté, démo-brlisé, léthargique, et les contre-exemples mis en relief pour vanter le travail des cellules qui parvien-nent à préserver, ici où là, l'existence de poches de résistance électorale apparaissent comme autant d'exceptions confirmant la règle.

Il suffit d'écouter M. Marchais pour constater que son propos comporte plus de points d'interrogation que d'expressions de certifude : « Un nouvel élan de la réflexion communiste? Les travaux du congrès le pernesses Les basais du Congre a per-metient pleineinent. (...) Mais est-ce le cas partout? N'arrive-t-il pas que la pensée du congrès soit édulcorée, aseptisée, écornée dans ce qu'elle a de plus innovatrice et de plus dérangeunte? Qu'on la ransène à quelques expressions qu'on utilise comme des formules passe partout en raisonnant comme avant? (...) Un nouvel élan de l'activité communiste? Il a été perceptible à l'occusion de la guerre du Golfe, où un grand nombre de communistes on donné le meilleur d'eux-mêmes. Cela s'est vu. Mals depuis lors? Est-ce qu'en ce moment depuix tors i est-ce qu'en ce moment les salariès, les gens se disent que, décidément, ca bouge chez les com-munistes? Est-ce que notre activité èbranle les idées toutes faites qu'ils se font sur nous? Est-ce qu'on les impressionne, les intéresse, les attire? Pour certaines federations, sections, cellules, les travaux du congrès ont fait l'effet d'un élixir de jouvence [...] Mais en combien d'en-

ment, quand on n'est pas retombé dans le train-train? (...) N'arrive-t-il pas qu'on propose encare velle ou telle recette unique valable pour cha-que sujet et en toute circonstance alors que nous avons expressèment rejeté cette recherche illusoire au congres? Ne parle-t-on pas trop souvent aux communistes de manière négative ?... 🔻

Il arrive même que M. Marchars, au fil de son propos, laisse échapper, dans la crainte de nouvelles déroutes électorales, un cri du cœur qui en dit long sur ce décalage entre la prise de conscience des difficultés du PCF et l'incapacité de son état-major à en tirer les conclusions qu'il devrait s'imposer s'il voulait être logique avec lui-même : «Il faut faire le contraire de tout cela,....

#### Les « refondateurs » désabusés

presque toutes les prises de parole, emanant generalement de secrétaires fedéraux, n'ont fait que broder sur ce canevas nombriliste, il n'y eut qu'un seul intervenant, M. Marcel Trigon, pour faire allusioo au manifeste lancé à l'initiative de MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, au nom des minoritaires « refondateurs », afin de contribuer à une réflexion collective sur l'avenir de la gauche française. "C'est une image positive de com-munistes de notre temps qui est ainsi donnée », a affirmé le maire d'Ar-cueil (Val-de-Marne), avant de demander, avec une fausse candeur : « Et nous, que faisons-nous à l'intè-

décision sur la chaîne musicale avant

l'été et si le Conseil supérieur de l'au-

diovisuel n'obtempère pas, il envisage de l'y obliger en présentant au Parle-ment un projet de loi dans ce sens. Interrogé vendredi 19 avril au micro

de France Inter, M. Jack Lang n'a pas

caché son irritation à l'égard de l'ins-tance de régulation de l'audiovisuel

qui refuse d'attribuer le septième réseau hertzien laissé vacant par la défection de CanalJ (le Monde du

Aucun texte ne peut obliger le CSA à attribuer des fréquences, et le minis-

tre, qui semble soudain regretter cette

faille de la loi, n'hésite pas à donner au débat sur la télévision musicale un

tour très politique, « ll ne faut pas commettre les mêmes erreurs que

celles commises à la Réunion, a

déclaré M. Lang, qui reproche au CSA d'avoir fait saisir Télé Free-

rieut du parti, au sein du comité central?» Personne n'a saisi cette

Nullement émus par l'appel de M. Marchais à l'autocritique, les porte-parole des « refondateurs » sont, au demeurant, apparus tres desabusés. M. le Pors a quitté la séance, des jeudi après-midi, après avoir estimé que le comportement de l'appareil du parti à l'égard des minoritaires tendait à montrer que, « d'un côté, on proclame qu'il faut travailler ensemble, et de l'autre, on persiste dans une politique marquée par la discrimination ». Prenant acte du fait que la direction du parti avait décidé de l'épargner mais constatant aussi qu'elle avait décidé d'ignorer totalement ses initiatives. M. Fiterman a préféré se taire. L'ancien ministre des transports a boycotté la seconde journée de discus-sion. M. Ralite n'est pas venu du

C'est M. Henri Krasucki qui a peut-être le mieux résumé la persistance de ce dialoque de sourds quand il est monté à la tribune pour dire, non sans malice, à propos du « changement » affiché par MM. Marchais et Lajoinie : «Il ne me semble pas tout à fait exact ni satisfaisant de dire « Nous avons change ». Il faugrait plutôt Indiquer : nous avons décidé de changer, nous voulons sincèrement le faire, nous essayons de le faire, nous avons com-mence à le faire, nous avons du mal à le faire... » La démonstration, en

ALAIN ROLLAT

COMMUNICATION

Lançant un ultimatum au CSA

M. Lang menace de recourir à la loi

# Le conseil régional Rhône-Alpes adopte le plan de M. Millon pour les lycées

de notre bureau régional

La majorité (UDF, RPR, non-inscrits) du conseil régional Rhône-Alpes a adopté, vendredi 19 avril, le texte présenté par son président, M. Charles Millon (UDF), qui veut « donner aux lycées les moyens de leur autonomie » (le Monde du 16 avril). Les groupes PS et PCF ont voté contre, le Front nationals'est abstenu. En présentant ses proposi tions aux conseillers régionaux, M. Millon a déclaré que cette « révolution des mentalités peut débuter en Rhône-Alpes», « Qui pourrait s'opposer à des mesures qui vont dans l'in-

ièret des enfants? », a-t-il demandé, Aucun élu ne l'a contredit sur ce point, tous partageant avec lui le dia-gnostic de la situation difficile des ycées. Les plus embarrassés ont été les socialistes. Saluant «le succès du coup médiatique », qui les a un peu pris de court, ils ont rappelé que

l'Etat dépense 20 milliards de francs pour l'éducation en Rhône-Alpes et compare ce chiffre avec les 200 mil-lions de francs que M. Millon pre-voit pour son plan, M. Gérard Lin-Millon M. Millon M. deperg a engage M. Millon a exploiter, d'abord, toutes les possibilités d'autonomie des établissements autorisées par la loi de décentralisa tion au lieu de « privilègier le specta-culaire et de brûler les étapes ».

Le PCF, qui refuse « l'éclatement du service public », a, comme le PS, dénonce les modalités de concertation prévues par M. Millon. Le pro-jet de ce dernier va être adressé, pour information, au million et demi de foyers de la région, et les quelque quarante-deux mille élus rhônalpins. de la plus petite commune à la repré-sentation parlementaire, scront appeles à s'exprimer sur son contenu. En juillet prochain, le document reviendra devant le conseil régional pour être définitivement adopté.

La Nouvelle Action royaliste réaffirme son attachement à la majorité présidentielle

Au terme de son dixième congrès, blements pour faire valoir ces exigences réuni à Paris, samedi 13 et dimanche 14 avril, la Nouvelle Action royaliste (NAR) a adopte une motion reaffir-mant son soutien à M. François Mitterrand. L'organisation monarchiste se l'élicite de « participer désormais à l'organisation de la majorité présidentielle dans le cadre de France unie ». Selon M. Bertrand Renouvin, chef de file de la NAR, « la tradition royaliste se conçoit par reference aux principes d'unité, de justice et de liberté qui sont au cœur du souci politique. Il est dans sa vocation de s'associer à d'aures formations et de participer à des rassem-

communes a. Pour sa part, M. Emile Zuccarelli, président du MRG, a confirmé l'hostilité des radicaux à l'entrée de la NAR dans le mouvement dirigé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (le Monde du 19 avril). La centaine de congressistes de la

NAR ont souhaite un « engagement du chef de l'Etat quant au règlement de la question palestinienne », ils se sont inquietés de la « gravité de la fracture sociale qui existe dans notre pays ».

# **PUBLICATIONS JUDICIAIRES**

Un jugement du 20 février 1991 du tribunal correctionnel de RODEZ condamne M. Michet ESCUDIE, à VIVIEZ (12), à 30 000 F d'amende Idélit) et 2 000 F d'amende (contravention) pour pollution de rivière.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PENALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 14 novembre 1990, la 11º chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EXERCICE ILLEGAL OE LA PROFESSION DE COMPTA-BLE, pour avoir, à Paris, d'août 1985 à juin 1988, exercé illégalement la pro-fession de comptable agréé et d'expert-comptable, en exécutant habituellenent en son propre nom et sous sa rescompiables agrées et experts-compla-bles inscrits au tableau de l'ordre. • à la peine d'un an d'emprisonne-

nechi avec sursis.

- PASTUTMAZ Hugues, né le
9 juin 1950 à Bandirma (Turquie),
consciller d'entreprise, demeurant à
Maule, 1Yvelines). 2 bis, chemin de la

Cressonniere.

Le iribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde, France-Soir et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. olique, sur sa requisition.
NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONDAMNATION PÉNALE. Par jugament (contradictoire - sur opposition du jugement du 9 décembre 1983) rendu le 23 novembre 1990, la 31 chambre du tribunal correctionne de Paris a condamne pour PUBLICITÉ MENSONGÈRE OU OE NATURE A INDUIRE EN ERREUR, pour avoir, à Paris, courant 1982, effectué une publicité compositate de allégations indicates etté comportant des allégations, indica-tions ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la composition des services qui font l'objet de la publicité et la portée des engage-ments pris par l'annonceur, en indiquant notamment, sur une brochute publicitaire, quelques informations sur le déroulement d'un voyage en EGYPTE arnsi libelières: « Nos prix comprennent : les visites accompagnées de guides parlant français, d'un accompagnateur », alors qu'en réalite aucun accompagnateur ni guide parlant français n'avait été mis à la disposition des voyageurs. Pour avoir, a Paris, courant février 1983 et courant mars 1983, étant gérant de la SARL IT TOURS, refusé de meure à la disposition des agents de service de la repression des fraudes les éléments propres à justifier les allégations publicitaires en cause, en l'espèce une brochure publicitaire edi-

tee par IT TOURS. e par H 100 kS.

d une amende de 12000 F.

NAIM Moise, né le 13 mars 1937 à 99 LE CAIRE, directeur des venles, demeurant 51, rue d'Avron,

Le fribunal a en outre ordonné, aux frais du condanné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la Répu-

blique sur sa requisition.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

condamné, pour fraude fiscale,

• à la peine de 165 jours amende à

- AIDAN Claude, në le 10 juin 1946 à SFAX (Tunisie), agent immobilier, demeurant 84, boulevard Magenta à

greffier à M. le procureur de la République, sur sa requ

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE

POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement (contradictoire, sur opposition du jugement du 4 novembre 1988) en date du 2 novembre 1990, la l l' chambre du tribunal correctionnel Paris a condamné pour fraude fis cale, omission de passarion d'écriture

 à la peine de 15 mois d'empris nement avec sursis et 10 000 F

1956 à Bari Haliel, restaurateur, demeurant 197, rue du Faubourg-Saint-Honore, à Paris (8°). Le tribunal a, en outre, ordonné, aux

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PENALE.

GIÈNE - BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, pour avoir, à Paris, le 3 février 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapittes I, til du titre III du code du travail, en laissant travailler deux ouvriers pres de trémies non protégées, sans dispositif de pro-tection individuelle conforme,

25 octobre 1927 à CHELLES (77). gérant, demeurant 72, avenue Jean-Jaurès à CHAMPS-SUR-MARNE (77420).

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.
Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Par jugement Icontradictoire) sur opposition jugement du 6 juin 1990, en date du 7 novembre 1990, la 11 cham-bre du tribunal correctionnel de Paris a

PARIS 110-).

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait au fournal officie et dans le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le

N'Y AYANT APPEL

GIULIANI Viso, ne le 4 juilles

Le inbunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait, au Journal officiel et dans le Monde et France-Soir Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition.

du tribunal correctionnel de Paris a en passant par Paris l'an prochain.
condamné pour INFRACTION AUX
MESURES GÉNERALES D'HY
"I'unortation la création ne sont • à deux amendes de 15000 F,

PRINGAULT Robert, Paul, ne le

créateurs de Tom et Jerry, le studio de Los Angeles a connu son heure de

Le ministre de la culture veut une ner une fréquence. Cette nouvelle

Moulins à vent

et réseau hertzien Depuis la suppression de TV6 en février 1987 par le gouvernement de M. Chirac, les responsables socialistes
 M. Mitterrand en tête – n'ont cessé de réclamer une télévision musicale. Euromusique est diffusée sur le câble - y compris à Paris des le mois de mai - et a reçu une autorisation pour diffuser à mi-temps sur le satel-lite TDF-1, mais les défaillances de l'engin rendent cette position précaire. La direction de la chaîne a demandé au CSA des fréquences ter-

polémique est symptomatique de la câblés le temps de se développer sans dégradation des rapports entre le gou-concurrence, une position qui est vernement et l'autorité indépendante. télécommunications. Réagissant aux propos de M. Lang, le CSA a d'ailleurs souligné que « à ce jour, ni Euromusique ni aucun autre investisseur n'a soumis au conseil un projet cohé-rent et financièrement solide » d'exploitation du septième réseau hertzien, qui est, « au moins en partie, destiné à la chaîne culturelle franco-al-

Si le gouvernement est divisé, les actionnaires d'Euromusique le sont aussi. Les éditeurs de disques poussent à la diffusion hertzienne de la chaîne tandis que les nication et Développement - sont plus réticents. Récemment, un autre restres pour couvrir la région parisienne et quelques grandes villes de province (le Monde du 26 mars). Le actionnaire, M. Étienne Mallet, prési-

pour créer une télévision musicale DOM après avoir refusé de lui don- Conseil préfère geler les fréquences dent de la Générale d'images (groupe hertziennes pour laisser aux réseaux Générale des eaux) estimait qu'Euromusique ne devait plus « se battre contre des moulins à vent en réclamant un réseau hertzien» et devait consolider ses acquis sur le câble et le satellite.

M. Henri de Bodinat, PDG de CBS France, estime pour sa part que le CSA cherche à lasser les actionnaires d'Euromusique en différant sans cesse sa décision. Mais l'éditeur de disques plaide avec vébémence pour que le septième réseau soit attribué à Euromusique plutôt qu'à la SEPT : « Il serait paradoxal qu'un gouvernement socialiste attribue les dernières frèquences existantes à une télévision élitiste alors qu'une télévision musicale peut satisfaire immédiatement une audience plus jeune et plus populaire a.

Face au géant Disney

# Le réveil de Hanna-Barbera, le « David » du dessin animé

Goliath v. dit-il en faisant allusion à son prenom. Pourtant, le détr que doit relever David Kirschner est digne de ce combat-là. Au royaume du dessin animé, le président du stu-dio Hanna-Barbera doit affronter la toute-puissance de l'empire Disney. chiffre d'affaires d'un côté; vingt fois plus de l'autre. Un relatif effacement pour l'un; des parcs d'attraction qui contribuent à la notoriété mondiale Par jugement (contradictoire] rendu | contribuent à la notoriété mondiale 27 novembre 1990, la 31s chambre | du second, de l'Amerique au Japon

« L'innovation, la creation ne sont pas affaire de taille, poursuit David Kirschner. Mais affaire d'idées, de rèves, de vision. « Ce patron, qui fut scenariste, auteur et producteur exe-cutif aux côtés de Steven Spielberg, s'amuse encore d'une mesaventure de son incontournable concurrent. Disney, qui comptait le réalisateur Tim Burton daos son écurie, ne savail trop comment l'employer. Lasse, ce dernier partit chez Warner Bros. Il y tourna. Baiman. « Disney ne fait plus de création, mais du business », laisse tomber David Kischner. Sûr de lui, ce jeune homme

sage. Trop sur? Fondée il y a plus de trente ans par Bill Hanna et Joe Barbera, les gloire pendant les sixties. Quand les

à feu en France) et des Jetstones deux familles, l'une vivant à l'âge de pierre et l'autre à l'ère spanale, - fai-saient le bonheur des foyers américains. Quand les dessins animés de Scooby Doo ou de l'ours «Yogi» occupaient tous les petits écrans de Floride ou de Californie. Mais dix années d'un lent engourdissement ont suffi à plonger Hanna-Barbera dans l'oubli. Ou presque. En octobre 1989, David Kirschner

est appelé aux commandes du studio par son oouveau propriétaire Great American Communications, Et reçoit pour mission de le relancer. Cet enfant de Los Angeles n'avait que trente-cinq ans mais, déjà, il est vrai, un beau palmarès. N'avait-il pas commence sa carrière aux côtés de Jim Henson, le créateur des Mup-pets Show? N'avait-il pas écrit et illustré une série de livres pour enfants, Rose Petal Place? N'avait-il pas imaginé le personnage de Fievel, cette souris juive emigrant aux Etats-Unis et qui fut avec le film An american tail l'une des plus grandes héroines du «box office» américaio?

« Personne ne voulait de mon histoire. Pourtant, ce fut l'une des plus grosses recettes « salle » de l'histoire du cinema d'animation, se sou-vient-il en souriant. Quand Disney a rejeté mon scénario, je leur ai demandé: mais qui donc aurait vaulu de Pinocchio?» Aujourd'hui,

tion au service d'Hanna-Barbera. Le teléfilm d'animation Dreamer of Oz vical d'être programmé par CBS et est proposé pour la première fois au MIP; un film, The Pagemaster, est en préparation pour la 20th Century Fox, deux séries très influencées par la nouvelle bande dessinée pour adulte feront bientôt leur apparitioo sur le petit écran : une satyre de la politique avec Capitoleritters sur ABC et un polar noir avec Fish Police sur CBS.

> Une offensive internationale

Les acciens héros du studio ne sont pas oubliés pour autant. Hanna-Barbera possède près de 2 000 heures de dessins animés pour la télévision auxquels il faut redonner vie. Absent des écrans des grands « oetworks » depuis dix-sept ans, l'ours Yogi réapparaît sur la chaîne pour enfants Nickelodeon et connaît une oouvelle jeunesse sous les traits d'un ourson adolescent - baptisé YoYogi, - un baladeur sur les orcilles. Une vraie renaissance. «Cela demande du temps, reconnaît David Kirschner, qui prepare désor-mais le grand retour des Flintstones. Des 1992, la célèbre famille réapparaîtra dans un nouveau dessin animé à la télévision; l'année suivante, elle partira à la conquête du grand écran

avec un film de 40 millions de dol-

en 1993, 65 nouveaux épisodes d'une demi-heure seront proposés aux télévisions independantes aux Etats-

Soigneusement orchestre, ce retour s'accompagne d'une véritable offen-sive internationale. Le studio était depuis longtemps implante à Manille et à Taipeh; il ouvre des ateliers d'encrage et de gouachage à Bangkok et eo Pologne, portant ses effectifs à plus de 3 000 personnes. Great Ametican Communications, sa maisonmère, prend le contrôle du distributeur de programmes Worldvision. Hanna-Barbera, enfin, complète son reseau on Europe et ouvre un bureau à Paris dont M. Thierry Cassuto, un ancien de M 6 et de Lyonnaise Communications, est directeur general. Même les parcs d'attraction ne sont pas oubliés. Hanna-Barbera, qui s'est associé à Universal Studios à Orlando, en Floride, suivra ce dernier à Melun-Sénart si ce groupe opte définitivement pour la France comme il en a manifesté l'intention.

Encore le modèle Disney? « Non, corrige David Kischner. Man rève n'est pas de faire d'Hanna-Barbera l'égal de Disney d'aujourd'hui. Seukment de renouer avec la créativité de

son fondateur. PIERRE-ANGEL GAY

And the state of t

# HEURES LOCALES

# Paris, galère pour les handicapés

Malgré les efforts de la municipalité et des services publics, les déplacements dans la capitale restent difficiles pour les personnes à mobilité réduite nait-il, mats on v arrire. Le Châtelet, Betey et l'Opéra Bastille sont ainsi frequentables sous reserve

la cime de l'Arche de la Défense, tout la-haut dans le ciel, on rencootre parfois, à demi soulevés sur les accoudoirs de leurs fauteuils rou-lants, des handicapés émerveilles profitant plus que tout autre du panorama. Ils sont aussi fiers que des alpinistes ayant atteint un somdes alpinistes ayant atteint un som-met. Car pour arriver là, depuis les profondeurs du parking, il leur a fallu emprunter quatre ascenseurs différents avec appel, attente, accès réservé et clè spéciale. Des compli-cations identiques les attendent à la

terional Republic

A Comment of the Comm

The observations

Service Service

THE CONTROL OF THE PARTY OF THE

A Section of the sect

The second secon

A Marie Company (1994 - 1974 -

Services

The second from the second sec

The second secon

recourir a la loi

Maisian musicale

Strate in land

a special property of the

grant of the

Parist Witness

المراجع والمناطقية والمبايد

PARKET AREA

Paris, qui s'enorgueillit d'être l'unc des villes les plus accueillantes du monde, peut être une galère quo-tidienne pour ceux qui ont l'infor-tune de n'être pas performants. Pourtant, situation non moins Pourtant, situation non moins exceptionnelle, le gouvernement et la municipalité comptent dans leurs rangs deux hommes de caractère, tous deux bendicapés, aussi résolus et médiatiques l'un que l'autre : MM. Micbel Gillibert et Petrick

Segal. Chacun à leur poste, ils symbolisent la volonté des malchanceux de sent la voionte des maichanceux de la vie de participer à la marche du siècle et l'iotérêt nouveau que les pouvoirs publics porteot à cette demande. Mais il y a encore loin de la coupe aux levres. Paris eo porte

Certes, la capitale, dans soo opu-lence, se montre généreuse. Alloca-tion spéciale, aide aux familles ayant un cofant infirme, allocation de logement : elle a versé l'an dernier à. quelques milliers de baodicapes parisiens, en supplément des aides de l'Etat, plus de 63 millions de francs, Sans compter les dizinines de millions de francs de subventions qu'elle accorde aux associations s'occupant d'invalides. Uoe manne que les plus critiques recoonaissent comme unique en France. Mais ce n'est plus la bieofeisance que les bandicapés sollicitent, ils demandent uo logement, du travail, le moyeo de s'y rendre et l'accès à tous les services publics. La liberte d'être des citoyens comme les autres, eo

A cet égard, Paris accuse bien des retards. Pour un bendicapé, qu'il soit malvoyant, atteint de surdité, diminué mental ou invalide moteur, so déplacer dans la capitale ressem-ble au parcours du combattant. Le simple fait de sortir de chez soi est dejà une aventure. Depuis uoe dizaine d'aonées, les services de la voirie remodèlent les bords de trot-



toir pour faciliter le passage des chaises roulantes. Soixante-dix kilomètres leur sont ouverts... sur 1 200 kilomètres de rues. Mais les deux ou trois seux sonores experimentes pour les aveugles ont été stoppés sur plainte des riverains.

#### Un accompagnateur gratuit

Gagner un entre quartier est encore plus problématique, Contrai-rement aux métros de San-Francisco et d'Amsterdam, aux tramways de Grenoble et au VAL de Lille, le métro de Paris est impraticable par des handicapés moteurs. Les bandes rugueuses collées le long des quais évitent à présent aux malvoyants de tomber sur les voies, mais il n'y a toujours pas d'annonce sonore des statioos comme cela se pratique à Lille, à Lyon et en divers pays étran-gers. Pour les sourds, incapables de comprendre ce que leur dit le gui-cbetier, oo e installé dans une cio-

dans treote-neaf gares sur soixante-deux, les fauteuils roulants peuvent emprunter d'aociens monte-charge,

à condition de trouver un employé pour les manœuvres, Reste ensuite à pénètrer dans les wagons, ce qui est impossible sans aide dans un certain nombre de stations de banlicue.

Quant aux bus, il n'y laur pas songer. Leur plancher est à 58 centime-tres de la chaussée (moitié plus haut qu'en Allemagne), aucune indication visuelle o'indique les arrêts à l'intérieur du véhicule, et les annonces sonores ne fonctionnent que sur vingt-deux des cinquante-sept lignes. La RATP dépense une dizaine de millions de francs par an pour combler ces immenses lacunes.

En attendant, pour y suppleer, elle offre chaque jour à une centaine de handicapes un accompagnateur gratuit, qu'il convient de retenir par téléphone vingt-quatre heures à l'avance (1). On trouve encore, accessible avec la Carte orange, une petite flottille de minibus spéciaux transportant les handicapes de leur domicile à leur lieu de travail. Ce service, beaucoup plus restreint que vent s'offrir une voiture et un parking, il reste les taxis, trop souvent

reticents. Quant aux conducteurs invalides, pour lesquels le stationne-ment est théoriquement gratuit mais qui ne disposent pas d'emplace-ments réservés, ils patient de ...ha galere » des deplacements en ville. Toutes les associations reclament la reation d'un comité régional des transports harmonisant enfin les ini-tiatives des diverses institutions. Il suffit en effet d'une seule discontinuité dans un itineraire pour dissuader un infirme de tentet l'aventure.

## les boutiques

comprehensibles meme si l'on ne voit pas les images - ont des com-L'anarchie des transports est d'aumandes en braille. Quant aux écotant plus déplorable que les efforts se multiplient pour rendre les lieux liers sourds, ils découvrent avec enthousiasme les tresors de la Cité publics accessibles. Depuis 1988, la publics accessibles. Depuis 1988, la municipalité y consacre 5 millions de francs par an. La totalité des mairies et des marchés couverts. 30 % des jardins et des services sociaux. 70 % des édifices culturels et 40 % des piscines qu'elle gére peuvent être fréquentés sans problème par les handicapés moteurs. grace à des animateurs qui leur parlent le langage des signes. Leurs mairres découvient des élèves soudain attentifs, questionneurs et avides de savoir. « Quotidiennement, avides de savoir, a Quotiatennement, dit un responsable, tieus démontrons que les efforts accomplis pour sortir des haudicapés de leur isolement sout formidablement productifs. Et qu'ils profitent, en fin de compte, à cont le compte. lème par les handicapes moteurs. Initiative particulièrement appré-ciée : M. Parrick Segal, ce « Superman en fauteuil roulant a devenu l'adjoint de M. Jacques Chirac en 1989, a fait éditer des guides d'arrondissement indiquant, plans à l'appui, quelles sont les rues et les patiments publics accessibles aux handicapes. Trois arrondissements (3°, 13°, 20°) sont déjà pourvus. Tous les autres, promet-on, seront «cou-verts» d'ici à 1995. En outre. M. Segal s'efforce, non sans mal, de convainere les commerçants pari-siens d'aménager leurs boutiques. siens d'aménager leurs boutiques (souvent un simple plan incline amovible suffit) pour mieux accueillir leurs clients invalides.

L'Etat, de son côté, a vigoureuse-ment relancé en 1989 une politique tendant à faciliter l'accès des transports en commun, des constructions privées et des édifices publics aux handicapés. Les musées nationaux au moins, avaient pris le devant. Si le Centre Pompidou avait oublié les invalides (comme les Galeries Lafayette, d'ailleursi, le Grand Louvre – depuis la construction de la Pyramide, – le Musée d'Orsay, le Musée Picasso, la Cité des sciences ont prevu les rampes et les ascenseurs qui conviennent, même si ces derniers nécessitent encore un appariteur special muni de la cle ad hoc. M. Patrick Segal affirme que, depuis des années, il fréquente librement la plupart des salles de spectacle et de cinéma de la capitale. « Il faut parfois se facher pour dire admis, recon-

# s'impose à Rennes A collecte des vieux papiers est

presque devenue une habitude pour les citadins et un service sup plémentaire pour les municipalités La ville de Rennes propose, depuis 1985, a ses habitants d'accomplir ce geste civique qui permet de l'écupéret des feuilles imprimáss pour les recycler. L'an passé, 200 ionnes de papier ont ains été remassées, un volume qui témoigne de l'importance de l'opé-

Le papier recyclé

Mais la municipatrié d'Edmond Hervé ne s'est pes contantée de cette première victoire écologique. Ette a décidé d'allar plus loin en cue a decide d allar plus loin en choisissant d'imprimet son buffetin municipal sur du papiet recyclé. Depuis quelques jours, les habitants de la capitale betonne ont pu découver dans leur botte eux pu découvrir dans leur boîte eux atties un magazine imprimé sur un nouveau support qui ne provient pas directement des arbres.

Le Rennais, the à 107 000 exemplaires chaque mois, néces site pour sa fabrication 1B tonnes de papier. Grace à un accord passé avec une usine da pâte, située à Turckheim, en Alsace, la située à Turckheim, en Alsace, la municipalité a obtenu que cette marière première proviente de déchets domestiques et industriels tentaités. «La papier recyclé, réputé fragile et gris il y a encore dix ans, est aujourd'hui reconnu de bonne qualité par las plus exigeants des imprimeurs », explique Martial Gabillard, premier adjoint au maine et directeur de la publicaau maire et directeur de la publica

Le bulletin a abandonné sa cou-verture glacée, mais la couleur est toujours présente au fil des pages d'un journal qui a su éviter l'austé-rité. Pour les finances municipales, es elegacement de papier signifie rité. Pour les tinances municipales, ce changement de papiar signifie une économie de près de 30 000 francs par numéro. Quant aux étus Verts, ils applaudissent ce « pas dans le bon sens».

MARC AMBROISE-RENDU

tout le monde. »

Restent, pour les handicapes.

deux points particulièrement noirs

dans la capitale : le logement -

financièrement encore plus inacces-

sible que pour le commun des mor-

tels - et l'emploi. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse. Paris a tendance à

devenir, chaque jour davantage, une

ville réservée aux fortunes el aux

d'un petit coup de main ici ou là.

C'est la Cité des sciences de La

Villette qui - technique oblige - a le

plus innové. Une partie des cent

cinquante mille volumes et des cinq

mille sept cents periodiques de la

médiathèque peuvent être consultés par les malvoyants grace à des appa-

reils qui lisent à haute voix ou qui

traduisent en braille. Dans les salles,

des cheminements perceptibles au

pied sont traces au sol, et les audio-

visuels - dont les trois quarts sont

(Publicité) -

# L'INSERTION DES HANDICAPÉS MENTAUX

Un cantrat dit d'adaptation, d'une durée de trois à six mais, a permis à treize d'entre eux de s'intégrer pragressivement au sein de l'entreprise dans les meilleures canditions

Des emplayeurs aussi divers que « Prisunic », « McDanald's » au « Bayard Presse » ont chaisi de

C'est la première fois qu'une telle initiative est prise par un canseil

mental prévait, sur l'année 91, l'insertian en milieu prafessiannel de cinquante handicapès mentaux avec un stage madulé de 6 mais, aboutissant à la signature d'un contrat. Après l'embauche, l'entreprise dispase, à sa demande, d'un service d'accom-

# LÉGERS EN MILIEU PROFESSIONNEL : Un défi relevé par les hauts-de-seine

Le canseil général, l'A.N.P.E. (Agence Nationale paur l'Emplai), la D.D.T.E. (Direction Départementale du Travail et de l'Emplai) et l'A.D.A.P.E.I. (Association Départementale des Amis et Parents d'enfants Inadaptés) ont réuni leurs campétences afin d'établir un plan d'insertion prafessiannelle efficace paur les handicapés légers mentaux.

passible.

« jauer le jeu ».

Ainsi le nauveau plan départepagnement tatalement financé par le canseil général des Hauts-de-Seine.

Une expèrience à suivre...



#### quantaine de stations (sur deux cent ceux de Bordeaux et de Marseille. quatre-vingis) des dispositifs magneest à la fois fort coûteux, insuffisant tiques facilitant la communication. et deborde. Pour les handicapes qui, faute de fortuoe personnelle, oe peu-Pour le RER, c'est un peu mieux :

La longue histoire du POS de Strasbourg Vingt-quatre ans après la lai qui abligeait les communes à élobarer un plan d'accupation des sols, M™ Catherine Trautmann présente un nouveou projet pour la capitale olsacienne

OUR de nombreux fonctionnaires et élus de Strasbourg, avril 1988 a été une date à marquer d'une pierre noire : le tribunal administratif de Strasbourg venait d'annuler le plan d'occupation des sols (POS) minutieusement prepare pendant douze ans sous la hou-lette des maires Pierre Pflimlin (UDF), puis Marcel Rudloff (UDF). Les magistrats strasbourgeois donnaient ainsi raison au préfet du Bas-Rhin, M. Mahdi Hacène, qui leur avait détaillé de nombreux griefs au oom de l'Etat contre le POS stras-

bourgeois. Ils ouvraient aussi, à onze mois des municipales, un sérieux flou juridique sur l'urbanisme strasbourgeois et offraient un bon terrain de bataille à l'opposition socialiste, qui allait l'emporter l'année suivante.

De quelle maladie incurable souffrait ce POS ? D'abord, d'un excès de confiance dans son prédècesseur, le

daos une Alsace profitant du droit allemand, était très complet, très précis et facile à mettre à jour : la seule signature du maire suffisait. Pour ne pas perdre ce pouvoir, les maires de Strasbourg avaient cru pouvoir annexer purement et simplement le règlement municipal dans le POS.

Erreur, oot dit les juges ; erreur, ont confirmé les conseillers d'Etat. Autre querelle : le préfet avait croisé le fer pour défendre les nombreux terrains militaires de Stras-bourg. Elus et amènageurs convoitent en effet ces vastes surfaces proches du centre-ville et quelquefois sous-employées par l'armée. Le POS avait quelque peu pris leurs désirs pour des

réalités en projetant des « emprises réservées » sur ces îlots que l'armée eotendait bien toujours babiter.

# **Montpellier Technopole**

Parfaitement intégrée dens le développement de la ville, très habilement médiatisée, gérée de très près par un maire dynamique, telles sont les principeles carectéristiques de le technopole de Montpellier, à lequelle est consecré un eupplément epéciel du

Au sommeire : la technopole et ees cinq pôles epécielisés, le projet urbain dans lequel elle e imègre, ses retombées sur le dépar-

Lire pages 10 à 13

règlement muoicipal des construcregiement muoicipai des construc-tions, ne de la loi locale de 1910. Ce document, à l'époque d'avant-garde document, à l'époque d'avant-garde bourg va rendre précieux ces terrains hérités de la demi-couronne des forofications allemandes de la fin du dixneuvième siècle... Préserver la zone verte

### des fortifications

Enfin, les magistrats ont trouvé bien laconiques quelques destinations de terrains : la simple mention « équipement public » pour de vastes zones, notamment dans le quartier européen, était insuffisante, Bref, la copie n'était même pas ameodable, mais complètement à refaire, ce qui a été accompli en vingt-quatre niois par la municipalité socialiste de Mer Catherine Trautmann.

Entre-temps, il a bien fallu trouver une solution provisoire pour éviter que la seule loi de la jungle ne règle l'urbanisme strasbourgeois. Surtout, le vide juridique désarmant la ville, privée de son droit de préemption urbain, c'est-à-dire de sa faculté d'acquérir en priorité tout terrain à vendre. A l'automoe 1989, dix zones d'aménagement différées (ZAD), couvrant les 445 hectares les plus «sensibles» du territoire strasbourgeois, ont été créées. Ainsi, la ville recouvrait son droit de préemption. La solution apparaissait un peu fragile, mais pouvait durer quelque temps, les délais de recours étant fort longs.

Le nouveau projet de POS strasbourgeois, qui passe ces jours-ei son ullime examen par l'enquête publique, ne tourne pas le dos à son predécesseur. On y retrouve les grands projets de la ville et de sa communaule urbaine, qui regroupe vingt-sept communes. En premier, oico sur, le tramway, dont la prenuère ligne pourrait circuler dans trois ans. S'y integrent aussi de futurs axes de voirie rapide urbaine, comme la pénétrante Est, au nord de l'agglomération, que contestent riverains et écologistes.

Comme elle l'avait promis, l'actuelle équipe municipale a voulu tenir compte de l'abrogation des deux lois qui, en 1922 et en 1927, avaient organisé la zone verte de Strasbourg sur les anciennes fortifications allemandes. Le POS annulé en 1988 se devait de les respecter à la lettre, celui de 1991 en reprend l'esprit : préserver des espaces naturels peu construits dans un demi-cercle au nord, à l'ouest et au sud du centre-ville.

L'enquête publique de l'ancien POS evail suscité quelque six cents observations. Celle du nouveau devrah être également animée, compte-tenu des nombreux points de polémique avec des associations de quartier, et plus globalement avec une partie de l'opposition muoicipale. En décembre dernier, lors de l'examen du projet de POS par le conseil municipal, les Verts et deux élus RPR avaient voié contre : l'extrême droite, l'UDF et le reste du RPR s'étaient abstenus. JACQUES FORTIER

10 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 avril 1991 •

# Le Monde ECHNO OLES

MONTPELLIER

District de Mon Georges Frêche a inventé Grabels une nouvelle technique de EUROMEDECIÑE développement qu'il appelle la « maïeutique médiatique » : l'art d'utili-COMMUNICATIQUE Parc du Millénaire Juvignac ser les médias pour faire Corum « accoucher » les projets. Ce qui doit exister, à force Ecole 🕥 d'annoncer que cela va exister, cela finit par exister. Souvent, sinon toujours. Cette façon de prendre - et de faire pren-St-Jean dre - ses désirs pour des réalités, le bouillant maire de Montpellier la pratique de main de maître, sans Lattes aucune naïveté. Et avec succès puisqu'elle lui a permis de transformer de fond en comble la ville dont il a hérité. La technopole montpelliéraine a été imaginée, «vendue» et... réalisée dans le même style; c'est l'une de ses principales originalités.

Montpellier et sa région font pertie de cette France méridionale dont la population continue de s'accroître fortement. Entre 1982 et 1990, la population de Montpellier est passée de 201.067 à 210 866 habitants (+ 4,87 %); celle de l'Hérault, de 706 499 à 794 603 habitants (+ 12,47 %); celle de Languedoc-Roussillon, 1 926 514 à 2 114 985 habitants (+ 9,78 %).

Ce sont là des taux de croissance records qui s'expliquent par l'attrait climatique et économique - qu'exercent ces régions. Contrepartie néfaste de ce succès : dans le bassin d'emploi de Montpellier, qui compte près de 350 000 personnes, on enregistre un taux de chômage de 13,2 %, et 5 000 Montpelliérains touchent le RMI.

# Une fusée à cinq étages

La technopole comprend plusieurs pôles spécialisés dans un secteur bien précis

FFICIELLEMENT, la technopole montpellié-raine a vu le jour il y a six ans. lorsque fut créée Montpellier Languedoc-Roussillon Technopole. Cette association, emanation du district. a èté chargée de promouvoir le déve-loppement économique locat en s'appuyant sur les «gisemenis» de matière grise répartis dans les universités, grandes écoles et centres

de recherche. Il est alors apparu necessaire de créer des parcs où devaient être accueillies et se concentrer les activités de pointe, mais, surtout, où seraient regroupées par thème les specificités de la technopole. Cinq pôles ont ainsi été définis.

Le premier. Agropolis, rassemble les activités spécialisées dans l'agronomie tropicale et méditerranéenne. Il regroupe, autour de l'universilé et des grandes écoles, des centres de recherche et des petites entreprises dans un pare scientifique.

Le pôle Euromédecine a pris naissance grâce à la faculté de médecine el à la réputation millénaire de Montpellier dans ce domaine. Sur son parc d'activités. pres de l'hôpital Lapeyronie, on trouve une floraison de sociétés spécialisées dans le matériel médical de pointe (ABX, Sanofi, Support System international...). 162 au total, soit 4 000 emplois.

Le pole Communicatique s'est developpe autour d'IBM et des laboratoires de recherche de l'universilé des sciences et techniques

de Languedoc. Il est basé à l'Est. sur le parc du Millénaire, où sont regroupées 150 entreprises, soit 4 000 emplois, dont 2 700 pour

#### Demain Port Marianne

Le pôle Antenna regroupe des activités de production des images (création vidéo et dessin animé par ordinateur), de diffusion et de réflexion sur les moyens de com-munication moderne. Il s'appui-essentiellement sur l'IDATE et le nouveau reseau câble en fibre optique de la ville.

Le dernier pôle, Héliopolis, qui doit mettre en valeur les activités touristiques, est aujourd'hui en plein developpement, notamment autour du Corum - le Palais des congres-Opéra - au cœur de la ville. Il ne décollera vraiment que lorsque sera sorti de terre le quartier de Port Marianne, à partir duquel la ville renouera symboliquement ses liens avec la mer. Des entreprises spécialisées dans les loisirs devraient alors venir s'installer dans ce secleur qui leur esl

destiné. Chaque pôle est équipé survant les besoins de ses entreprises, et une politique de communication particulière est mise en place pour chacun. C'est ainsi que dans chaque cas est organisée, par exemple, une grande manifestation annuelle. comme les journées Euromédecine

ou celles l'IDATE... Les résultats sont là : entre 1982

et 1987, le nombre d'établissenients industricls et commerciaux installés sur le district a augmenté de 8.3 %. Le rythme annuel de création d'emplois, qui était de 1.5 % entre 1982 et 1986 avec 4 189 postes crees, s'est brusquement accéléré entre 1986 et 1989. Avec 8 316 emplois créés durant cette dernière période, la croissance annuelle movenne des emplois a attein 3.4 % et ne semble pas vouloir ralentir.

L'ensemble des secteurs d'activité est représenté, mais le bâtiment et le tertiaire marchand

connaissent un développement plus spectaculaire. Ces emplois qualifies compensent la crise sensible d'autres secteurs plus traditionnels comme l'agriculture ou l'artisanai, désormais sinistres en Languedoc-Roussillon.

« Sans se mêler de leurs affaires, on a intégré les économistes dans des réseaux en mettant des outils à leur disposition. Nous sommes aujourd'hui devenus incontournobles », explique Patrick Geneste. directeur de l'École supérieure de chimie de Montpellier et président de l'association Montpellier LR

# Près de l'Espagne

Jean-Yves Delaune est président de France Technopole, l'association qui rassemble l'ensemble des responsables des technopoles et des parcs technologiques français. Voici le jugement qu'il porte sur la technopole montositiéraine.

«Chaque expérience technopolitaine est particulière et, de ce point de vue, chacune apporte sa contribution à l'enrichissement de la démarche. L'expérience technopolitaine de Montpellier fait partie de celle là. Quatre points forts la caractérisent à mon avis :

- une politique de communication globale et cohérente; - le choix de plusieurs axes d'excellence à partir desqueis une stratégia d'accueil et d'accompagnement a été mise en œuvre et réussie sur au moins deux axes ;

- et, enfin, son inscription dans une démarche d'aménagement du tentroire en insistant sur les effets de réseau et de diffusion sur le tissu régional.

» Le positionnement de Mantpeller près de l'Espagne l'autorise à rencontrer d'eutres succès qu'elle n'aurait pu obtenir à partir de son seul bassin d'emplois pas

Technopole. Membre du MRG, ce Montpelliérain pure souche fait partie des quelques stratèges de Georges Frèche, le maire de Montpellier. Ce dernier lui a cédé l'an dernier une présidence qu'il exerce

depuis avec zèle. Montpellier LR Technopole possède des bureaux à Bruxelles et à Paris, ainsi que des correspondants à Stockholm, Louisville, New-York et Barcelone. Elle prospecte activement les marchés étrangers, non sans une certaine imagination. « Nous ovons pu penetrer en Grande-Bretagne grace à la ligne aérienne directe avec Londres de Don Air, précise ainsi Patrick Geneste. La prospection foile par les bureaux britanniques du tourisme nous a considérablement oides. »

La médaille a cependant un revers : le bassin de Montpellier, qui compte selon l'ANPE près de 350 000 babitants, enregistre 13,2% de demandeurs d'emploi, et 5 000 Montpelliérains touchent le RMI. Paradoxalement, Montpellier subit les effets pervers de son developpement rapide. Ainsi, s'il est vrai que le district enregistre un taux record d'implantations d'entreprise, et même si l'indice de conservation des emplois est un des meilleurs de l'Hexagone avec l'ile-de-France, un nombre non négligeable d'entre elles périclitent.

De nombreux étudiants montpelliérains présèrent chercher du travail localement. Or, s'ils sont 60 000 aujourd'hui sur l'academic, ils seront, selon les prévisions de

l'éducation nationale, plus de 85 000 dans dix ans. Enfin, affirmer haut et fort, comme Montpellier le fait, ses qualités et son dynamisme au soleil se traduit par l'arrivée massive de populations que le bassin d'emploi n'est pas à même d'absorber. La ville a vu sa population tripler en vingt ans, avec une croissance parmi les plus fortes de ces dernières années en France. Avec la création d'emplois qualifiés et le transfert de nombreuses sociétés sont aussi arrivées des familles qui représentent des chômeurs potentiels.

#### Former et adapter

De ce constat est née l'idée de la création d'un nouveau pôle de formation, qui aurait pour but d'attirer ou de renforcer des formations adaptées aux besoins locaux. Car, malgré les discours optimistes en la matière, il est désormais évident que les grandes écoles et les universités ne permettent pas à elles seules de répondre aux besoins du

marché du travail. Les employés non qualifiés à la recherche d'un emploi, pour la plupart des jeunes filles sans formation après le collège, sont en augmentation en Languedoc-Roussillon. Cela prouve que l'adéquation formation-emploi reste encore à trouver et qu'il faudrait. implanter de grosses industries, qui, à part IBM, font pour l'instant défaut à cette région.

**JACQUES MONIN** 

MARKET STATES 4.0 11 53.3

EORGES FRECHE le trer quotidiennement l'immense meire de Montpellier, compare volontiers sa ville à la Florence du quinzième siècle. Sans feusse modestie, mais, il est vrai, non sans quelques raisons. Les Médicis surent en effet faire de la Florence du Quattrocento uoe cité où le développement économique allait de pair avec le progrès des techniques et des arts.

Ils avaient, pourrait-on dire, déjà inventé sans le savoir le notion de technopole, au sens, du moins, où l'entendent les responsables de la capitale du Languedoc-Roussillon qui veulent créer un « ensemble urbain » dans lequel toutes les fonctions de la ville seroot intégrées et ne pas se contenter de juxtaposer une série de pares scientifiques spéciali-

S'il est vrai que le technopole montpelliéraine c'est d'ebord plusieurs parcs d'activités et une pépinière d'entreprises qui prennent appui sur les centres de recherche et les universités locales, son originalité deside uniterit dans le fait que le réside surtout dans le fait que le développement de ces parcs est intégré dans une démarche globale, un projet d'aménagement de la ville dans son ensemble et qui est dejà en

Montpellier s'appuie d'abord sur une tradition universitaire et médi-cale ancestrale, un patrimoine histocale ancestrate, un patrimone insto-rique bien préservé, un ensemble de services très complet et un environ-nement relativement vierge comparé à celui d'autres métropoles très anciennement et très fortement industrialisées et bâties.

La ville e d'autre part su se dote d'équipements de sports et de loisirs de qualité, entretenus et développés evec une rare coostance politique. Quatre équipes sportives en première division, deux Opéras, dont l'Opéra division, deux Operas, dont l'Opera Berlioz de 2 000 places inauguré l'an deroier, deux orchestres (le Pbilhar-monique et cehi des solistes soviéti-ques dirigé par Yuri Basbmet), de multiples festivals d'été... Cette liste, non exhaustive, témoigne d'uo souci de oe négliger eucun moyen pour attirer entrepreneurs et investisseurs, publics ou privés.

#### **Promotion** et médiatisation

Au tourisme individuel s'ajoute Au tourisme individuel s'ajoute maintenant le tourisme d'affaires qui se développe autour du nouveau Corum, palais des congrès lui aussi intégré au centre historique. S'il souffre encore d'une capacité hôtelière mal adaptée à la demande, et d'une politique commerciale qui n'a pas encore pu être affinée, ce lieu de rencontre d'un niveau ioternational symbolise parfaitement les ambitions culturelles et touristiques de la ville

Tournant résolument le dos à la discretioo, Montpellier a toujours mene de pair realisations et médiati-satioo. La fameuse campagne «Mootpellier la surdouée» ne fut que le point de départ d'uoe méthode que la ville a beaucoup is, multipliant les campagnes de publicité et les opérations de promotioo en tout genre en France, en Europe ou aux Etats-

etages

The state of the state of the state of

And the second s

المناج والمجالية

Same of the same

Company of the Compan

Emile . .

Sur place, il n'est pas une réalisasur piace, ii n est pas une realisa-tion qui ne soit expliquée et annon-cée, la moindre façade ravalée fai-sant elle aussi l'objet d'un traitement médiatique. Les communiqués qui ne réussissent pas à trouver place dans la presse locale resurgissent dans les nombreuses publications institutionnelles. Au mensuel de la ville s'ajoute celui du district, einsi que deux publications spécialisées pour le jeune public ou les personnes agées. L'essentiel ici est de démon-

capacité de travail des élus, abeilles d'une ruche qui s'active à faire de Montpellier un chantier permanent. Ainsi la ville fait-elle réguliérement état d'une foison de projets plus ou moins ambitioux, dont beaucoup seront ensuite modifiés ou même

L'exemple du projet « Port Marianne » est révélateur. Relayé lors de son lancement, il y a quatre ans, par les médias nationaux, la construction du futur port de Montconstruction du futur port de Mont-pellier sur le Lcz n'a toujours pas démarré, et nul ne sait encore aujourd'hui à quoi ce nouveau quar-tier ressemblera. La maquette de l'ar-chitecte Ricardo Bofill, bien que pré-sentée et exposée, e été rangée au placard. Alors que la ville négocie loujours avec les archilectes et investoujours avec les architectes et inves-tisseurs, «Port Marianne» n'existe pour l'instant que sur les panneaux

#### La volx de son maire

Annoncer pour que cela se l'asse.

La stratégie montpelliéraine consiste ici à donner une existence médiatique à un projet, même si celui-ci n'a pas encore été définitivement mis au point pour ancrer sa réalité lictive dans l'esprit des investisseurs potentiels. Qui en effet peut mettre en doute une réalisation ambitieuse qui a l'ait l'obiet d'une campagne aussi doute une reausation amonicuse du a fait l'objet d'une campagne aussi élaborée? Ancien préfet du Langue-doc-Roussillon, Yves Jean Bentejec oc-Koussiion, Tves Jean Bentjek eveit constaté, en parient de Mont-pellier, que « l'image y précède sou-vent la réalité, mais qu'ensuite cette dernière la rattrape ».

Dernier maisso de cette chaîne médiatique : il s'agit de persuader le Montpelliérain qu'il fait partie d'une Montpemeran qu'il fan parté d'une élite. Ainsi peut-on voir par épisodes fleurir sur les panneaux d'affichage urbains des campegnes, perfois proches de la propagande, destinées à exalter un certain cheuvioisme. L'une d'entre elles soulignait récem-L'une d'entre elles soulignait récem-ment, sondage à l'eppui, que 66 % des Français enviaient le sort des Montpelliérains. Chaque classement élogieux pour les réalisations de la ville est placardé. La municipalité délivre en permanence à ses citoyens un double message : « Vous pouvez être fiers d'habiter ici, et par la même fiers de nous, qui vous donmême fiers de nous, qui vous don-nons cette fierté».

Il n'est pas un panneau de chantier Il n'est pas un panneau de chantier qui ne laisse transparaître une ooce de publicité muoicipele. Un immense M, emblème de Montpel-lier, a été tracé sur le rond-point à l'entrée ouest de la ville. La fontaine construite à l'intérieur de la cour de la Rabotte dans le centre historique. la Babotte, dans le centre historique, dessine la même lettre, comme si une main omniprésente marquait cette cité, et ses signes urbains, de son empreinte. En l'occurrence, celle de

A la tête de la ville depuis 1977, Georges Frêche est socialiste, certes, mais reste un homme politique atypique. Physique de rugbyman, verbe haut et coloré, Georges Frêche est enoemi de la laogue de bois, ne déteste pas les coups de gueule demeure un calculateur habile, ct, finalement, l'assurance de ce fonceur imprévisible ravit ses amis et déconcerte ses détracteurs.

Maire de Montpellier mais égale-ment président du district, Georges Frêche e transformé par ses ambi-tions cette ville bourgeoise et endor-mie, en tissant sa toile autour d'insti-tutions qu'il e pour la plupart tutions qu'il e pour la plupart lui-même contribue à créer. Peu d'associations paramunicipales échap-pent à soo influence. Ce maillage, historiquement comprébensible, est parfois perçu comme un fardeau par

des acteurs locaux qui souffrent du poids des institutions locales, mais il est ici un gage de cohérence et d'esticacité, y compris dans le développe-ment urbain. La plupart des initia-tives partent en effet du heut pour être ensuite plébiscilées par une base

Ainsi le récent quartier Antigone e-t-il d'abord été conçu, dans son ensemble, de menière à s'intégrer au centre-ville, avant que les lots soient concedes séparément aux promoteurs privés. Il en ira de même evec « Port Marianne». Le « visionnaire » Georges Frêche a par ailleurs déja programmé le futur déplacement du centre-ville vers l'est, en bordure de l'aéroport international et de la future gare TGV. Et pour l'instant, contre ses détracteurs qui le taxent de boulimie et s'inquiètent de la construction au pas de charge d'une vitrine «château de cartes», le public et les investisseurs lui donnent rai-

L'empreinte d'une si forte person nalité ne ve pas, cependant, sans heurts. Les reletions sont pour le moins tendues entre Georges Freche et Gérard Saumade, le président socialiste du conseil général. Non sculement leurs tendances respectives au sein du PS se sont récemment déchirées (l'un soutient Lionel Jospin, l'autre Laurent Fabius), mais leur différend s'est déplacé sur le terrain «de la ville et de la campagne».

Georges Freche dénonce la sous-représentation de Montpellier à l'assemblée départementale, et reproche 1 Gérard Saumade de privilégier injustement le rural au détriment de l'urbain. Une autre guerre se livre du côté du conseil régional avec son président UDF, Jacques Blanc.

« Ces hommes se parlent, mais ne s'écontent pas », confie un observateur averti, commentant les relations ombrageuses des trois « mastodontes » locaux. Il en résulte un climat parfois tres tendu dans lequel certains décideurs ont du mal à travailler. Choisir un camp est en effet souvent s'aliener l'autre, même si quelques contre-exemples emergent ici et là, comme l'arrivée à Lanes. dans la banlieue de Montpellier, du groupe franco-britannique GEC-Alsthom, le développement du pole Agropolis de Montpellier, ou le rap-prochement amorcé l'an dernier entre Montpellier et Nimes, qui a mis fin à des années d'incompréhension entre les deux villes.

Mais le revers de la médaille pour cette nouvelle «Californie française» sans doute là. Quelles que soient les raisons et les responsabilités des brouilles que chacun se renvoie à la figure, on se prend a regrener qu'autant d'audace investie par chacune de ces personnalités dans leurs champs d'action respectifs ne soit pas plus souvent mise au service d'un travail en commun.



La fin du chantier Antigone et les immeubles Bofili.



"Douze états construisent aujourd'hui l'Europe du XXII siècle. Les Eurocités, héritières des villes de la Hanse et du Quattrocento, rythmeront sa vie

Montpellier, dont la vie économique est bâtie sur la puissance de ses universités, de ses grandes écoles, de la recherche et de la formation, s'affirme comme un auotidienne. modèle de ville-technopole. Solidaire des villes de sa région, comme en témoigne le pôle Montpellier-Nimes-Ales, et de ses zones rurales, Montpellier conjugue au quotidien, urbanisme innovant et qualité de vie. Avec un environnement de haut niveau, une vie culturelle et sportive intense, Montpellier la Surdouée a pour ambition d'être l'une des trente villes d'Europe qui marqueront le siècle à venir."

Georges FRÊCHE Député-Maire de Montpellier - Président de Montpellier District



Montpellier est membre fondateur du Club des Eurocites, vice-président du Club Mondial des Technopoles, Centre d'Entreprise et d'Innovation modèle désigne par la CEE.

> Contactez : Montpellier L.R. Technopole - Synergie 1 - Parc du Millénaire 770, rue Alfred Nobel - 34036 Montpellier cedex 1 - Tél : 67 22 77 77.

MONTPELLIER SURDOUÉE MONTEUR LANGITOC - RESILION TECHNORES

### **Architectes vedettes** La ville viant d'autra part de

Pour eccompagner son déve-loppement urbein, Montpellier s'est attaché, ces dix demièree années, les services de plusieurs prande architectes

4

grands architectes. Le premier à evoir imprimé sa marque à la ville, il y e dix ans, ast le Catalen Ricerdo Bofill. auteur du quartier Antigone, eu bout de la place da la Comédie. jusqu'au nouvel hôtel de région à l'est.

Avec Bofill, Montpellier adopte le néoclassicisme. Colonnes et places circulairee se déploient vers la fleuve Lez dans une synthèse gréco-romaine. Grandiose pour les une, pompiar pour las autree, le quartier est en passe d'être achevé.

Tout ausei smbitieux, meis a contrario résolument contemporain, la Corum de Claude Vesineuguré en novembre 1990, est une œuv/e messive, anchâssée au bout de l'espla-nade, à peine edoucie de lignes brisées et de quelques courbes.

faire appel à Richard Meier, dont le projet d'especa Pitot est en cours de construction, sous le Peyrou, à deux pas du pelais de juetice. Il s'egira d'une granda place centrale bardéa d'ercades, fidèle au styla du vieux Montpellier, eutour de laquella s'articuleront das commarcas at des bureaux. En soue-sol seront inetallés un parking de 700 places, des services publics et un complexa sportif avec une piscine.

Demier projet, lui eussi trèe ambitieux : la réalization d'un nouvaau quertiar da 20 000 habitants, Port Marianna. au bord du port de plaisance sur le Lez. Deux architectes de telent en seront les pramiars chafs d'orchestre, Christian de Portzamparc, à qui l'on doit la Cité de la musique de La Villette, et Robert Krier.

Aux partes de la ville, un centre de recherche agranamique de réputation internationale

ÉVÉNEMENT est en passe de devenir routinier à Montpellier. Un cortège officiel sillonne la ville pour se rendre à Agropolis, une sorte de village scientifique à la périphèrie de la ville. Dans la R25, un chef d'Etat africain pense dejà au programme de recherche qui pourra l'aider à résoudre un problème de développement pose à son pays. A l'intérieur de ce petit paradis de l'agronomie mediterrancenne et tropicale, enseignants, chercheurs, et industriels se cotoient en effet en toute «synergie», selon un modèle générateur d'innovation qui a fail déjà les beaux jours de la Californic.

Pout y acceder, il faut longet les trois universités de Montpellier, puis suivre le zoo au nord par la rouje de Montferrier en plongeant au cœur des pins. On se croit sorti de la ville. lorsque surgissent, de cette ambiance campagnarde, de multiples hatiments modernes. Ce sont autant de centres de recherche qui constituent une partic visible de la fourmilière Agropo-

lei. l'ORSTOM. l'Institut de recherche scientifique pour le développement en coopétation. Là, le Centre national de machinisme agricolc. du génie rural et des eaux et forêts, le CEMAGREF. l'inventeur de « Magali », robot cueilleur de pommes. Ceue machine, très « terre à terre» a été constroite à partir de recbetches technologiques comparables à celles qui ont été mises en œuvre pour les engins spaliaux ou sous-marins.

A quelques encablutes de là, le CNRS précède le CIRAD, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, le plus gros centre de recherche de Montpellier.

De la génétique aux procédés de transformation, ici travaille cents chercheurs et une centaine de thésards, soit la moitié du potentiel français dans le domaine de l'agronomie tropicale. Un de leurs programmes de recherche a permis tecemment d'isoler une variété de

coton sans gossypol, c'est-à-dire sans la toxine qui le rend impropre à la nmation humaine.

Cette découverte peut ouvrir les portes d'une révolution verte aussi importante que celle du riz, pour l'alimentation des pays producteurs de coton. Une fois débarrassé de la matière destinée à la filature, le tourteau de coton possède en effet des qualités nutritives comparables à celles du soja.

noix de coco. Gauthier SARL à la transformation du manioc, de la pate d'arachide ou du cecao. SMH élève son trois cent millième pied d'hévéa en laboratoire, par microbouturage, procede qui permet d'accelerer sa

Dans d'autres bureaux ont pris place des sociétés spécialisées dans les transferts de technologie. On y trouve encore des réseaux comme INIBAP, ou SYFIA charges de faire

## L'ACADÉMIE DE MONTPELLIER

49 339 étudients

Par université:	16 291 1 091
Montpellier I	11 092 628
Université des sciences et les dont Mimes	15 090
Université Paul-Valéry	4 866
Université de Perpignan	49 339
Total	
Par discipline:	12 269
-size of ACO AES, USSIGN	15 392
	178
Mathémanques eppliquées et sciences accise	8 6 5 0
	905
d. d. a d'hagónigut	5 353
MST et études à ingenteur Médecine et biologie humaine	665
Paramédical	2093
	514
	643
Odontologie	2 479
IUT	49339
Total	

Passé un nouveau rond-point, apparait le pare scientifique d'Agropolis. Une succession de pelils bătiments bas qui sentent encore la peinture fraiche.

lls abritent pour la plupart des entreprises qui ont passé tion avec des centres de recherche et sont en train de développer des procédés ou des machines élaborées par ces centres. Biotropic s'intéresse à l'optimisation de la production de la

PLACE AUX SOLEILS!

Dans t'Hèrault, le soleil va plus loin que la plage. Toute l'année, dans tous les domaines de la qualité de vie. Nature teur les lem-

Auts entre Méditerranée et l'évennes), culture (tene de festivals)

de la vancié à l'opera en passant par le theâtre et le pazzi, sport de la canaté a l'opera en passant par le rhedite et le pazi, sport (Hierauli vius entroire sur lors les terrains), gistronomie (spò ralies)

et app, flations voirs scattanent bon appeart? Bienvenue dans un

environnement ideal pour vivre et travailler!

remonter des informations depuis le tiers-monde et en particulier l'Afrique francophone.

« Au départ, on uvait ouvert ce parc ù des types d'entreprises sans être figè sur le concept. à condition qu'elles coincideut avec le chump agronomique. Maintenant, on démarre la deuxième tranche, sur 56 hectares, et an affine les choses », précise Hubert Nicolas, responsable du développement du pôle Agropolis au district de

Montpellier. A peine lancé, ce nouvel espace est déjà pris d'assaut. « Il y espace est deja pris e assaut. « il y aura là des entreprises liées à la télé-détection, à la lutte biologique, et aux analyses agronomiques plus générale

Le développement d'Agropolis ténioigne de la mise en valeur réussie d'un potentiel local, et de sa montée issance par la greffe d'activités complémentaires. Les ingrédients d'Agropolis étaient en effet rassem-blés à Montpellier depuis plus d'un siècle avec, outre une tradition biologique reliée aux activités de l'univer-sité, la présence de l'ENSA, l'Ecole supérieure d'agronomic et de l'INRA, l'Institut national de la recherche agronomique.

Autour de ce noyau historique, cl d'autres grandes écoles, se sont agglu-tines entre 1977 et 1985, accompagnant le grand mouvement de décentralisation, de nombreux centres de recherche jusqu'alors basés è Paris.

En 1985, la communauté scientifique agronomique locale a lancé le concept d'Agropolis en créant un Complexe international de recherche et d'enseignement supérieur Agropoet d'enseignement superieur Agropo-lis (CIRESA), c'est-à-dire une fédé-ration regroupant à Montpellier les universités, les grandes écoles et les instituts de recherche, soil quelque dix-neuf établissements et deux mille chercheurs. Simultanement, l'idée a enerencurs. Simulatione de la trice de été développée par le district de Montpellier, qui a fait d'Agropolis un des axes industriels de sa technopole. Son rôle a alors consisté à favoriser la création d'entreprises appliquées au champ de l'agronomie par l'intermédiaire de sa pépinière d'entreprises Cap-Alpha, et à prospecter, tant en France qu'à l'étranger, afin de dénicher de nouveaux locataires pour son pare scientifique.

#### Sans partenariat, pas de salut

Proches les unes des autres, les entreprises ont la possibilité de pénè-trer facilement dans les instituts de recherche, et inversement. Pour Mare Puyerenier, chargé de mission industric à Agropolis, « on n'est pas dans un schema linéaire qui va du transfert de la recherche fondamentels vers le manager de la recherche gentieude inscharge. tale vers la recherche appliquée jus qu'ù l'industrie, mais dans une démarche nérative. Les entreprises ont des problèmes qu'elles soumettent à la recherclu: Celle-ci apporte une réponse partielle reprise en compte par l'industrie qui reformule sa ques-tion. Et c'est de ce ra-et-vient que nait la sulution ». Revers de la médaille : « Nous soutfrons de la faiblesse du tissu industriel local », regrette un jeune chof d'entreprise.

Agropolis à Montpellier, c'est aussi un esprit de coopération entre universités et grandes écoles, lei, on a versites et granues ecoles, in a rassemblé tous les partenaires en s'appuyant sur une volonté locale. « Hors de fédérations de ce style aujourd'hui, point de salut », affirme Paul Raynaud, le directeur de l'ENSA de Montpellier, « En proposant anjourd'hui des pôles universi-taires curopéens, le ministère de l'éducation nationale reprend la meine philosophie, c'est-à-dire le memer parent d'un potentiel suffisant pour qu'il puisse rivaliser avec des universités nord-européennes ou nordaméricaines. Grosso modo, nous avions dix ans d'avance.»

En plus d'un nouvel ensemble international de lutte biologique, le CIRESA travaille aujourd'hui à la création d'Agropolis international, dont le siège sera bientot construit è côté du pare scientifique. Cette «maison commune» pourra accueil-lir les différentes assemblées d'Agropolis et permettra de dispenser un enseignement superieur. Natura, reseau de formation dans le domaine de l'ingenierie agronomique regrou-pant l'ensemble des grandes universi-tés européennes, a d'ores et déjà annonce son intention d'y installer son siège. Estimée à 27 millions de francs, l'édification du bâtiment sera prise en charge par le conseil régional du Languedoc-Roussillon dans le cadre du contrat de plan Etat-région. Plusicurs ministères et la Communauté européenne mettront également la main au portefcuille.

Agropolis travaille enfin à la réalisation de sa vitnine. Agropolis Museum, financee elle aussi conjointement - elle coutera 10 millions de francs. - qui devrait sortir de terre dans le courant de 1992. Ouvert au public, ce musée futuriste proposera un voyage à fravers l'évolution des rapports entre sciences, technologies et sociètés dans le champ d'Agropolis. « Il ne s'agira pas de collectionner les vivilles charries », explique Louis Malassis, le president d'Agropolis et pere du projet, « mais hien de montrer le changement ».

Unc des premières expositions aura pour but de mettre en évidence la transition qui mêne des épices aux arômes. Une autre, l'évolution du pastoralisme. Preuve que Montpellier a bien l'intention de conservet son bâton de pelerin dans cc

# La région prend le relais

A partir de la capitale, un réseau d'assistance technalogique

MTR, ou Multipole techoologique régionel, depuis trois ens, Jacques Blanc, le président PR de la région Languedoc-Roussillon, ne jure plus que per lui. Selon le point de vue suquel on se place, il s'sgit d'une copie à l'échelle du Languedoc-Roussilloo du fonctionnement de la technopole montpelliérsine, ou au contraire d'une amélioration du concept appliqué cette fois à uoe égion française.

« A la nation de technopole on doit subsituer celle de réseau technalogique, donc de multipole, explique Jscques Bisnc. L'ariginalité de notre démarche, c'est la synergie établie entre ce qui existe à Montpellier, universités et laborasaires de recherche, et ce qui existe sur le reste du territaire régional, soit 8 000 chercheurs.

Le conseil régional a donc fait procédet à une évaluation du tissu scientifique du Languedoc-Roussil-lon, puis a identifié la constitution de « domaines d'exellence ». Un pôle «chimie-matériaux» a été constilué autour des laboratoires de Montpellier et de Perpignan. Un autre «biologie-santé» s'articule aulour des secteurs de poiote en matière de recherche médicale receosés principalement à Montpellier. Un troisième, «calcul-image», fédère les activités qui relèvent des sciences de l'ingénieur. Agropolis complète le pôle « agropolis » de la technopole montpellièraine. Un pôle « mer » est également en projet. Hors de la capitale régionale, la malière grise se développe essentiellement à l'université de Perpignan, l'école des mioes d'Alès, l'école d'ingécieurs de Nîmes, ou le laboratoire de recharche quelégite de Matade recherche oucléaite de Mat-

Chaque pôle est supervisé par un membre d'un conseil scientifique chargé de transmettre eu conseil

regional les propositions d'orientaregional les propositions d'orienta-tion les mieux à même de le déve-lopper, qu'il s'agisse de recherche, de formatioo ou de transferts de teeboologie. La région s ainsi décide d'aider à ls mise en place d'un réseau européen de Isbora-toires travsillent dans le domaine des dérivés du silicone, dont l'industrie européenne représente 35 % du merché mondial, et dont la tête de pont serait à Montpellier.

#### Décentraliser les moyens

Le MTR précooise la mise en place d'un centre de transfert de génie géoétique à Saint-Christol-les-Alès, près de la statioo ds pathologie comparée de l'INRA et du CNRS. Un institut de génétique humaine qui regrouperait à terme 100 chercheurs sur 3 000 mètres carrés devrait aussi voir le jour à Montpellier. Une commission composée de représentants de la DRIR, de l'ANVAR, de chercheurs el d'industriels a également été chargée de faire des propositioos qui sont déjà nombreuses. La région a vote pour 1991 un budget de 115 millioos de francs pour le MTR, soit une augmentation de

20 % par rapport à l'an dernier. Jacques Blane voudrait aussi décentraliser les moyens dans des zooes moins favorisées, « Nous dévelappons des laboratoires ou écoles, en Lozère, à Castelnaudary, à Sète, Narbonne, Béziers... Ce qu'il nous faut maintenant, c'est greffer dessus des cones indus-tricles liées aux activités de recherche. On peut tout à fait par exemple envisager l'installation d'unités de fobrication d'instruments de pesage en liaison avec le laboratoire de métrologie physique de Nîmes. Máis je crois aussi à l'arrisée d'unités de production lourde. Et la aussi les choses sont en train de bouger. ».

440

3.4

1.0

**\*\*\*** \*\*

1 193

w-1---

# « Mercure », le rendez-vous des communicants

«La communication I» Pour lss responssbiss du conssil régionsi de Languedoc-Roussillon, ce mot megique ouvrs grandes les portes da la modernisation st du dévaloppement de l'économis régionsis. Os cette conviction est né le proist, actualisment en coura de éalisation, de créer à Montpellier un centre baptisé «Msrcure », dene les sneisns locaux ds la région, à dsux pes de la gsre SNCF. Le centre – pour legus plus de 20 millions ds francs da fonda régionaux at européens ont déjà été dégagés - devrait être installé sur 2 000 mètres carrés des l'au-

tomne prochain. Cet immeuble intelligent mst-tra tout d'abord à la disposition des entreprises des salles ds conférences équipéss ds moyens de communication : serveurs télémetiques, télévision, vidéo-conférences... Si ces équipemente existent à ier, ils sont souvent de trop petite ou, eu contraire, de trop grande dimeneion comme eu Corum. La format « Mercure », de taille moyenne, devrait mieux correspondre eux besoins des PME-PMI.

#### Serveur multimédias

Les entreprises euront eccès à toutes sortes de banquee ds données (informetions et imsges) dont la consultation sere facilitée par ls mise sn place d'un « ente-aerveur » mis su point par la société TRIEL, en liaison avec le Centre nationel universitaire de celcul scientifique (CNUSC) besé à Montpel-

Ce serveur, situé en emont des bases de données, « mâche en quelque sorta le travail de l'utilisateur», explique le ditec-teur du CNUSC, Jean-Loic Delahaye, « Cet interlocuteur désormais unique cherche dane la jungle des beses de données laquelle et quel réseau corresndent le mieux à la demande de l'utilisateur, le tout dans un langage simple, proche du langage courant».

Le CNUSC travaille également à la réalisation pour « Mercure » d'un serveur multimédias capable ds fournir des informations

sutrss qua textuelles (graphiques, images, etc.). « Mercure » offrira aussi des services de visio et vidéo-conférences interactives à toutes les entreprisss ou organismes de formation répartis sur Languedoc-Roussillon. Les utilisstsurs devront pour cela soit être équipés ds studios raccordés au résssu France Télecom (RNIS), ou à uns antenne de réception (faisceau ou satellits), comme c'est déjà le cas pour ls Centre européen de communication de l'artisanat et des métisrs de Nîmes, ou l'«école des minss» d'Alàe. Autre eclution : ila pourront se rendre dans les différentss chambras de commerce et d'industrie de la région, qui seront bientôt équipéee et etructurées an € réseau de communication régional » dont « Mercure » sera la tête de

Aventage pour une PMI : le conseil régionel, à travars « Mercure », prend en charge lee coûts d'investissement, et paie un ebonnement meneuel à France Télécom, qu'il mei ensuite à dieposition des acteurs économiques ou universitaires. « Toutes les eociétés n'ont pas comme IBM les moyens de possédar ce genre d'équipements, préciee Emma-nuel de Saint Leurent, le directeur du centre « Mercure », «il est plus facile pour une PME de débourser 500 francs une fois dans l'année que de prendre un abonnement à France Télécom ». Des équipements mobiles permettront agalement d'organiser des conférences depuis n'importe quel site de la

« Mercure » hébergere enfin des sociétée régionales chargése de dispenser des forma-Vons axées sur les techniques de communication, Média 6 espère mettre sur pied une e formation européanne à l'image de synthèee » équivelente à celles que l'on ne trouve aujourd'hui que dane le région pensienne. La Febrique enseignera le dessin animé traditionnel, tsndis qu'Alitec, eutre société montpe iéraine assurera une formation à la cartographie numérique, aux côté de Génésvs, entreprise spécialisée dans conférence teléphonique.

auto iran AFE, carol da especial amples o bisarón junqu a l'Espagac PLACES AU SOLEIL! Comme tes hommes qui ta font, l'entreprise aime er recherche les places au soleil. Avec AXE 34 societé d'ex nouve mette associant normaneur des chandres consultates. I Her rules est dute des outils indispensables a ler losion, à Caorteal, au développement des eraies pases , zones d'activités, pepinières, achers telais industriels 👸 Les provolures d'aco impagnement s'inscrivent dans une legique Les procestanes d'accompagnement s'inscrivent dans une agapte d'inscritene de projets. Elles cont d'un appoil à la strategie ( ard). conseil, sonieri in linologațiie, enides de Linabille et de moore business plant a faide financière directe (capital d'amor) et hes amus des politiques d'AXE 34 et des treize chartes intercommunales de l'Hérault cont fedéres dans les Shes Départementaux d'Equilibre Reservez des aujourd'hui votre place au soleil .

AXE 51. 1 000 rule d'Alen 51 (87 Montpellier Cedex Tel. 67 Sa 67 Sa - Fax 67 Sa 68 99 - Telex 485 575

L'HERAULT RAYONNANT

# La région prend le relais

# MONTPELLIER TECHNOPOLE

# A qui profite le progrès?

Georges Frêche : le monde rural doit se brancher sur les lieux du savoir et de l'innovation

Le débat n'est pas nouveau; il est soulevé autour de toutes lee technopoles : celles-ci mobilisent beaucoup d'énergies et de capitaux, mais à qui gies et de capitaux, mais à qui profite la prospérité qu'elles engendrent? Leurs promoteurs prétendent qu'elles irriguent l'ensemble de la région qui les entoure mais certains préten-dent que, bien loin de les enri-chir, elles appauviraient leurs voisins immédiets, euxquels elles envoient leurs habitants elles envoient leurs habitants enes envoient leurs leurs eprèe leur evoir pris leurs entreprises. Cette discussion sur le fond devient particulière-ment âpre lorsqu'elle se complique, comme c'est le cas à Montpellier, de querelles de personnes anciennes et dura-bles. Georges Frêche, maire de Montpellier, et Gérard Seumontpenier, et Gerard Seu-mede, président du conseil général de l'Hérault, ont, sur ce sujet, répondu à nos ques-

JACQUES MONIN

fluence économique de la technopole montpelliéraine sur l'ensemble de la région Langue-

doc-Roussillon? - Il feut relier cette questioo à l'absence d'une politique de la ville en France. Il devrait y avoit dans ce pays uoe vingtaine d'eurocités, des villes à la dimeosion enropéenne. Cela implique le pouvoir de commandement économique, le savoir-faire scientifique, et de sortir du phénomène de conceotration

des activités à Paris. » Un exemple : 95 % des œuvres de Beaubourg ne soot pas expo-sées. On pourrait svec ça faire dix musées d'art contemporaio en France. La même remarque peut être faite dans beaucoop d'autres

» Certes l'Etat ne peut transférer dans les villes de provioce les sièges de grandes sociétés privées, mais ce transfert se fera sotomatiquement si on crée dans un certain nombre de cités un environnement urbain, cultotel, universitaire qui incite à la décentralisation, comme

nous le faisons à Montpellier. - Les enquêtes montrent Les enquetes montrent
pourtant que la technopole
montpelliéraine a encore un très
faible effat d'entraînement sur

« Comment enalysez-vous l'in- sa région, en particulier dans les

- Il ne suffit pas de pleumicher eo diszot «on va développer le rural», ou de plaider pour l'installatioo d'entreprises eo leut donnant simplement une subvention. On peut développer le rural à condition que les entreprises soient branchées sut les lieux de savoit qoi sont dans les eurocités où se trouvent les universités.

» Il faut donc que se crée une volunté politique des villes moyenoes pour se coostituer en réseau avec les curocités, et une volonté politique des zones rurales pour, par « percolation », se pénétrer peu à peu de la riehesse des villes. Par exemple dans l'Hérault, Irifrance, à Paulhan, se branche sur un pôle de Montpellier pout développer des activités d'bydrogeologie, Tuve-d'Oc, à La Grand-Combe dans le Gard, se branche sut l'INSERM pour la fabrication de tuyanx de jardin performents et compétitifs. Il y s des entreprises ioformatiques dans des petites communes de l'Hérault, msis ce soot des sous-traitents d'IBM à Montpellier.

mayens d'irriguer le monde rural, maia vous déplorez un manque de voionté de le part de cekii-ci...

- Les conseils généraux, pout des raisoos bistoriques, ne représentent que le moode rural. Ils multiplicot donc tous les facteurs d'isolatina de celui-ci par rapport aux villes. Meis si on veut freiner la désertification, il faut engager une actioo volontariste pour que le rural et l'urbain travaillent ensemble. La plupart des électeurs dans le monde rural l'unt compris, mais pas tnus les élus. Ce qui caractérise le paysen, au sens noble du terme, c'est sa fidelité en pulitique. Quand il estime un consciller genéral, il va le réélire pendant quarante ans. Ces gens-là sont dans un monde qui se meurt mais qui est

» J'arrive quant à mni à travailler avec certains maires qui acceptent de jouer le jeu, et l'électurat répond très bien. J'si passé des accord avec is chambre de cummerce de Millau, avec le conseil général de l'Aveyron et Bruxelles. Mais pour le mament la cooperatinn est bloquée avec le canseil général de l'Hérault.

- Preuve que les reletions politiques conflictuelles hendicapent le développement écono-

- Les prablèmes de querelles pulitiques ici sont dépasses. 20 % des empluis que nous avons crèés depuis dix ans l'unt été sur Muntpellier, 60 % sur les communes du district et 20 % hars du district. Mais je ne peux pas à la fais payer nos grandes manifestations économico-mediatiques et envoyer les entreprises de nos pépinières dans des pôles de développement ruraux. Je suis tout à fait d'accord pour qu'on travaille ensemble à condition de partager les frais, c'est ce que je demande au conseil

» En ce qui cancerne mes rapports difficiles avec la reginn, que l'un me donne un seul exemple nu le ville de Muntpellier a refusé de travailler avec elle! Alars que le conseil régional s'est retire de tout cc qu'il feisait avec Montpellier C'est suicidaire pour la région et je cansidère, malgré cette guerre civile, camme une nécessité abso-lue de voir la ville, le département et la réginn travailler ensemble.

- Qu'ettendez-vous de votre récent rapprochement evec le ville de Nimes?

- Si l'Eist et la DATAR n'ont pas uoe palitique globale de la ville, ils ont en revenche une politique de réseaux de villes, et la charrette, même mise avant les boufs, est bonne à tirer, Naus alluns médiatiser un pôle Moolpellier-Nimes avecades stands commuos dans les grandes Fnires internationales d'Hanovre, de Londres, de Barcelone. Sur le plan universilaire, Jean Bausquel, le maire de Nîmes, à accepté d'être le parte-

naire de l'université de Muntpellier, plutat que d'avair une petile uoiversité de Nîmes isolée. Naus envisageons la créatinn d'une école des beaux arts Montpellier-Nîmes qui permettrait de jumcler les arts plastiques et le dessin anime par » J'ai également rencuntré le ardinateur.

maire d'Alès et naus préparons un projet cammun de canstitution d'un pule Muntpellier-Nimes-Ales de 800 000 hebitants, ce qui permettrait, taut en gardant les villes à échelle humaine, d'avoir une marge de manœuvre correspondant à l'eggiomération de Toulouse ou de Marseille. Nous songeons également dans le même style à un pôle Montpellier-Perpignan.»

# garde pour elle ses entreprises

déséquilibre entre le développe-ment de Montpellier et celui du département de l'Hérault?

- Le décollage de Montpellier dans les anoées 70 est lié à l'arrivée des les anoées 70 est he à l'arrivée des pieds-noirs, su développement de son université, à l'aménagement du littoral, et à l'errivée d'IBM. Cette ville était déjà tertiaire, donc prête à la mutation, ce qui n'était pas le cas, par -exemple, de Béziers, qui s'est retrouvée désemparée devant la crise de la viriculture. de la viticulture.

» S'il o'y a pas une volonté des collectivités locales proches de Montpellier exprimée par des réalisations, la ville exportera ses habitants, mais pas ses entreprises. L'effet mécanique d'un pôle est un effet evaot tout d'agglomération, les effets de diffusion sont beaucoup plus faibles et

- C'est eux collectivités de financer ces réalisations?

» Il feut que les collectivités locales créent les infrastructures transport des véhicules et des images, communication et télécommunica-tion – avec l'Etat qui est un parte-naire incontournable en France. Ensuite: l'enseignement, les sports, la culture, les loisirs et tout ce qui la qualité de la vie : addoction d'eau, assaioi

Tout compte. » Eosuite, il faut des zones d'ac-» cosuite, il isut des zones d'ac-tivités, mais repensées. Les entre-prises placées l'une à côté de l'autre, c'est ringard. La cité oouvelle se créera en s'sppuyant sur l'homme dans sa globalité. Il faudra un terrain

# Gérard Saumade : éviter que la ville

e Y-a-t-il, comme on le dit, un de sport à côté des entreprises, des oe sport a cote des entreprises, des piscines... C'est ce que j'ai demandé à Rolaod Castro d'étudier pour l'aménagement d'une zone de 15 hectares près de Montpellier.

» Il est indispensable d'imaginer » Il est indispensable d'imaginer un développement pas simplement polaire, mais par réseaux. Le fait que le TGV passe dans cette résion aura un impact décisif sur l'évolution de l'éconumie. Même chose pour le doublement de l'eutoroute, des routes départementales, et le cablage.

» Les chefs d'entreprise doivent trouver à l'intérieur du département trouver à l'intérieur du département eutant d'aveotages que dans le métropole, sioon nous aboutirons à une société à deux vitesses. Et oous avons des atouts ; les problèmes des agglomérations, surtout dans le tertiaire, créent des situations de thrombose, notamment de circulation routière

» Mais les structures ne suffisent » Mais les structures ne suffisent pas, encore faut-il des chefs d'entre-prise, et cette régioo me paraît en manquer. On oc fait encore pas assez. Cette région a perdu depuis le dix-huitième siècle la mentalité d'en-trepreneur. Et il y a une concurrence qui se crée entre les collectivités. Y qui se crée entre les collectivités, y compris entre Montpellier et les autres pour attirer les emplois.

Les élus ruraux sont-ils prêts è assumer l'évolution que vous

» Ils en ont la volonté. Mais grei » ils en ont la voionte, mais grei-fet des entreprises est, par exemple, iofiniment plus difficile à Béziers que près de Mootpellier. Des cadres qui quittent Béziers pour Montpel-liet, j'en connais, mais je ne connais

# En avance,



Pas besoin d'être la plus grande, pour être la 1° dans les matières d'avenir: 1° au palmarès des villes les plus dynamiques de France, 1° en création d'entreprises et d'emplois...



Eurocité créative, elle tait courir les artistes et les publics du monde entier: en 1991, 3 festivals internationaux de musique, danse, et cinema, 80 concerts à l'Opéra Berlioz, 21 congrès internationaux au Corum, le Palais des Congrès.

# Nature.



Dans un merveilleux environnement, entre Méditerranée, Camargue et Cevennes, Montpellier Eurocité rime avec défense de l'environnement et écologie, une ecologie au service des hommes.

MONTPELLIER SURDOUÉE

# Vu d'ailleurs

# Thierry Bruhat: évaluation impossible

Vingt technopoles, un premier bilan, sous ce titre la DATAR vient de publier les résultats de l'analyse qu'elle a demandée à Thierry Bruhat, conseil an organisation, sur l'état et les résultats de l'expérience technopolitaine en France. Voici, à propos du point précis des effets des technopoles sur leur territoire local, les conclusions qui intéressent Montpellier.

Pour Georges Frêche, « l'hinter-land de le technopole sera entraîné par le tourisme, par le formation, par un certain nombre d'activités de loisirs, par la sous-traitance, par la complémenta-rité ». Ces hypothèses aunt confrontées sux contradictions suivantes

entraînement par le sous-traitance : le seui exemple sur le long terme est IBM, qui e créé luimeme un réseau de sous-traitants.

- entraînement par le tourisme :
le tourisme d'affeires qu'nn
entond développer avec le paleis
des congrès est encore trop peu
significatif pour qu'on sache a'll
tourbern l'arrière-pays. Le tou-

risme côtier, le plus important en chiffre d'affaires, concerne des catégories socio-professionnelles qui ne sont pas visées par l'opération technopole.

il n'existe pas à l'heure actuelle d'outils d'évaluation des « retombées 2 d'une opération tachnopole sur l'économie de la région de Montpellier ; aucune étude ne permet d'imputer les créations d'entreprises à un facteur particulier, encore moins à un « effet technopole », la croissance économique de la région étant anténeure à l'opération. Par contre, des effets négatifs peuvent être eppréciés, avec des indicateurs

sous-qualifiés dans le départe-ment : ils dépassent l'un et l'autre les moyennes nationales;

Lunel, petite ville entre Montpellier et Nimes, est l'un des plus forts de Frence; la recompasirion sociologica de cette ville psut être lue comme un effet pervers du développement de Montpe Les coûts sociaux du développement économique de le villecentre semblent externalisés sur

des communicans

Mercure , le rendezion

عكذا والاصل

L'hèritage de Nouaille-Maupertuis

Commune de la périphéric poite-vine. Nouaillé-Maupertuis, cham-pionne de la croissance démographi-que 11 400 habitants en 1982, 2 200 aujourd'hui), est privilégiée. Elle pos-sède une ancienne abbaye bénédic-tine du douzième siècle, sauvée in extremis de la ruine, dans laquelle la mairie vient d'être transférée. Le deuxième atout de la commune est la fameuse bataille de Nouaille, en 1356, au cours de laquelle quarante mille soldats français et anglais s'etripèrent sur les mamelons voisins. Cet affrontement se termina por la reddi-tion de Jean le Bon devant le prince de Galles. Daniel Moinard, le maire de la ville, qui a une vue pédagogi-que du tourisme, rève d'elever un mémorial anime de la Guerre de Cent ans où les écoliers viendraient apprendre l'histoire in situ. Une façon, pour la commune, de transfor-mer une défaite cuisante en victoire.

## PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Saint-Tropez augmente ses tarifs portuaires

Récemment décidée par la municipalité de Saint-Tropez (Var). l'aug-mentation de 44 % des droits de place dans le port, provoque des vagues. Des voiliers ont quitté leur poste à quai ou s'apprêtent à le faire, leurs propriétaires jugeant cette augmentation d'autant plus excessive que, selon eux, le port manque equipements pour ceux qui restent à quai à l'annee et ne pourront plus, de surcroit, bénéficier du forfait intersaison auquel la municipalité de

Les propriétaires de yachts et de charters sont rejoints par les plaisanciers tropéziens qui viennent d'ap-prendre l'augmentation de 48,7 % de la taxe d'usage du plan d'eau, que la commune a portée de 65,796 francs (en 1990) à 97,845 francs (en 1991). L'association des plaisanciers menace de ne pas payer, son president M. Jean-Baptiste Miraglio esti-mant qu'il s'agit de « la plus forte augmentation corregistrée depuis 1971 ». Le maire répond que les aug-mentations des tarifs ont été prises pour a favoriser le roulement des toiliers tont en participant aux investisserneuts du port ».

### RHONE-ALPES

La Caisse des dèpôts absorbe la société du mêtro de Lyon

La Société d'économie mixte du métropolitain de l'agglomération lyonnaise (Semaly), chargée depuis 1968 de l'ingénierie du réseau de Lyon, va entrer dans le groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui détenait déjà 27 % du capital et siègeait au conseil d'admi-nistration. L'entreprise américaioe d'ingénierie Bechtel, présentée comme « le numero un vinondial de la gestion de projets », souscrit une par-ticipation minoritaire. La venue de ce nouvel actionnaire est jugée . particulièrement riche de pronesses pour l'exploitation des technologies fran-çaises «, grâce au savoir-faire accumulé par la Semaly et sa l'iliale Metram, sur les chantiers du métro de Lyon, de différents tremways en France et à l'exportation.

La communaute urbaine de Lyon, le conseil général du Rhône et le syn-dicat des transports en commun de l'aggiomération lyonnaise, jusqu'ici majoritaires, devront se prononcer dans les prochaines semaines sur cette modification de l'actionnariat. L'entrée de la Semaly au sein du groupe de la CDC était envisagée de longue date, en raison du niveau de réalisation du réseau lyonnais.

### MASSIF CENTRAL

Le maire trop jeune de Limoges

Dans notre supplément sur le Mas-sif Central (le Monde daté 14-15 avril), une erreur de transcription nous a fait rajeunir de dix ans le nouveau maire de Limoges, M. Alain Rodet, qui a quarante-sept ans et non trente-sept comme nous l'avons cerit. Nous prions M. Rodel et nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Ce supplement a été réalisé avec la collaboration de Gérard Buétas ct de nus correspondants : José Lenzini (Tenina) et Michel Lévêque (Poitiers).

# Le supermarché des collectivités locales

Les chefs d'entreprise en quête de nouveaux sites ont visité le salon «S'implanter», où s'exposaient communes et départements

OUR approcher, séduire et, si possible, attirer des investisseurs, les élus disposent depuis l'an dernier d'un rendez-vous : le salon «S'im-planter ». Fonde par M. Jean-François Mancel, député RPR et président du conseil général de l'Oise, ce salon vient de se tenir à Peris. Ouclque deux cents communes et départements ont rivalisé de charme pour se feire remarquer de quatre mille visiteurs-chefs d'entreprise, consultants ou promoicurs immobiliers - qui, de leur côté, ont pu à loisir comparer les offres et faire leur marché.

La détermination des collectivites à se montrer sous leur meilleur our, quitte à élargir parfois leurs horizons, a suscité quelques sur-prises géographiques. Saint-Flour, chet-lieu d'arrondissement du Can-tal, soudain désenclavé, s'est vu propulse « sur l'autoroute la moins chère entre l'Europe du Nord et le bassin méditerranéen», Pendant ce temps, Rousset, Bouches-du-Rhone, avec ses deux mille cent cinquante-sept habitants, « terre de chaleur, de fertilité et de généro-sité », se lançait « sur le parcours gagnant ", entre Lyon et Turin, n au carrefour des autoroutes du Sud». Tandis que l'Ardèche, qu'on croyait rurale, touristique et quel-que peu déshéritée, s'autoproclamait "département santé", forte de ses cinq laboratoires phatma-ceutiques. Dans leur enthousiasme, toutes les collectivités sans exceptioo se sont rettouvées « au cœur de

five.. « Nous avons tous la même chose à proposer, soupire pourtant la « dir'com » d'une municipalité d'Eure-et-Loir, un peu déçue par le manque d'affluence sur son stand. Nous sommes tous à une heure d'une grande ville, à trois d'une

capitale étrangère. Nous nous trouvons forcement à proximité d'une autorouse ou d'un TGV, nous avons tous des équipements publics, des sites industriels disponibles, des espaces verts, un patrimoine historique intéressant. Nous attendons les entrepreneurs à bras ouverts, sauf. bien sur, ceux qui pollucnt.»

Ce découragement n'atteint pas les professionnels du développement économique qui, face à un « marché des collectivités très concurrentiel », mettent au point des stratégles pour attirer les entreprises. « Il est bon, par exemple, de rechercher plusieurs sociétés appartenant à une même branche, pour créer un réseau de sous-traitants et de partenaires commerciaux », explique un prospecteur de la DATAR, qui vient de réussir le «mariage» d'un groupe d'abaltage de volaille anglais et d'une société française de transformation de poulets. L'opération permettra de creer sept cents emplois à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais).

#### Stands pittoresques

Pour M. Eric Woerth, directeur du salon, une prospection a des chances de réussir si elle réunit les quatre conditions suivantes : proximité d'un marché, infrastruc-ture garantissant des facilités d'accès, présence d'une maio-d'œuvre suffisante et formée, capacités d'accueil intéressantes (subventions, aides fonciètes et immobilières). « Les investisseurs étrangers se renseignent sur des question plus pointues comme les coûts sala-riaux, les congès payés, le rôle des syndicats, le nombre de guichets de banque, de logements, ou d'usines de traitement des déchets industriels. Les Japonais sont sans doute les plus exigeauts (», ajoute un représentant de l'agence de déve-

qui a réalisé un épais Guide de l'inrestisseur après avoir réussi l'exploit de faire venir Mitsubishi dans le « département de la précision ».

Le critére affectif joue aussi, assure le premier magistrat de Pont-Audemer (Eure) qui a fait reconstituer up quartier normand sur ses 15 metres carrés d'exposition. Persuadé que « les épouses ont une volx prépondérante dans le choix d'une implantation », il aime mieux parier cadre de vie que zone industrielle. Cette incursion dans le pittoresque lui a valu le plébiscite des cameras et... la visite du ministre de l'aménagement du ter-ritoire, M. Jacques Chérèque, qui s inauguré le salon.

Les collectivités qui sont depuis loogtemps rodées au développe-ment local ont, évidemment, fait le plein de visiteurs. L'ageoce de développement de l'Oise avait, l'an dernier, décrocbé trois contacts dernier, decrocede trois contacts sérieux en trois jours, alors qu'en temps oormal elle eo obtient un tous les dix jours. Cette année, l'agence de Seine-et-Marne o'a pas désempli uoe seconde.

Commuoes et départements prenneot eo maio leur développement économique, bien que cette compétence revience aux régioos. Toutefois, uoe légère rationalisatioo s'est esquissée par rapport à l'an dernier : une cinquantaine de villes qui avaient fait cavaller seul sont tevenues dans le giron de leur conseil général. « Elles se regroupent pour atteindre une taille critique et structurer leur offre, remasque l'un des organisateurs, M. Denis Suisse-Gaillard. Il faudrait maintenant qu'elles embauchen! de vrais managers du développement local. » Mais ces hommes, specialises à la fois dans les entreprises et les collectivités, sont encore difficiles à trouver.

RAFAELE RIVAIS

# Le Centre à la recherche d'un nom

Les élus des bords de Loire ne veulent plus que leur région soit confondue avec d'autres

**ORLEANS** 

de notre correspondant

E législeteur a fait un bien vilain cadeau aux élus d'une région au riche passé en la baptisant : Centre. L'Orlèanais, le Berry et la Touraine, et tout leur cortége de châteaux royaux, six départements proches de la Loire, méritaient mieux que cette appellation sans

Pendant près de vingt aos, le Centre a vécu eo essayant en vain d'expliquer ce qu'il n'était pas, à savoir le Massif Central. On e multiplié les campagnes de communi-cation et cela a coûté cher. Peine perdue, le Centre est toujours aussi nebuleux, y compris même poor les babitants de la région qui conti-nuent, lorsqu'on les consulte, à ignorer à prés de 50 % à la fois le nom de leur régioo et de leur capi-tale régionale.

#### Une image non attractive

Les élus souhaitent abandonner cette appellation qui n'a rieo de contrôle et dooce de la régioo une image non attractive.

Le conseil régional, que préside M. Maurice Dousset (UDF-PR), a décidé lors de l'une de ses der-nières séances, de coostituer uoe commissioo en vue de modifier ce nom. Comment « vendte » les châteaux de la Loire à l'étranger, ce que Maurice Dousset a correpris depuis plusieurs mois, en expliquaot qu'ils apparticoccot à la regioo Centre et noo pas à la regioo Pays de la Loire?

Cette initiative pour cheoger de oom fait resurgir un autre débat, celui de l'identité régionale, que l'on croyait clos. Bieo des respon-sables la aussi oc voient pas battre

le « cœur » de cette région, même si personne ne parle plus de remettre en cause les limites régionales. La dernière tentative de « secession » cerniere tentative de « secession »
remonte à 1981, lorsque M. André
Laignel, alors président du conseil
géoérel de l'Indre, vouleit
entrainer son département dans la

region Limousin. Traditionoellement on oppose le nord de la Loire, où se trouvent les « bons » emplois, et le sud qui scrait réservé aux friches et aux fermetures d'usines.

#### Des performances méconnues

A y regarder de plus près pour-taot, le Cootre rassemble des contrées qui oot de multiples points communs. Elles sont toutes. à des nuences près, baignées ou influencées par la Loire, qui dessine dans le paysage une grande courbe de lumière. C'est là qu'est né, puis s'est fortifié le pouvoir

Toutes ces villes, de Chinon à Orléans, et de Dreux à Bourges. qui conservent toujours le souveoir de quelque royal personoage, ont uo air de familie avec leurs toits d'ardoise, elles font uo peu un complexe de «capitale manquée», et souffrent de n'être aujourd'hui que des « villes moyenoes »,

Le Centre n'est dooc pas le fruit d'un découpage administratif hasardeux. La tégioo, sous des dehors aimables, cache un dyna-misme certaio. Au «Jardio de Fraoce» et au pays de la douceur

de vivre, on travaille. Le Centre est oon seulement la première région céréalière de aussi la cinquième région indus-trielle française. Des performances souvent meconnues.

La tégion existe, sans doute convient-il maintenant aux élus de ia rencontret.

**RÈGIS GUYOTAT** 

s de la constante de la consta

## BLOC-NOTES

### **AGENDA**

 Littoral et santé, phénomène de société. - L'Association nadonale des élus du littora organise les 23 et 24 mai à Rochefort-sur-Mer ses 12- journées nationales sur le thème « Littorel et santé ». Pêche, loisirs nautiques, tourisme, thalaesothérapie, produits de la mer som devenus des activités essentielles pour les communes du littoral. Ces journées devraient permettre aux responsebles de ces collectivités de trouver des solutions adaptées pour diversifier leur tissu économique en répondant à une demande croissante, véritable phénomène de société. ►ANEL 120, avenua dea Champs-Elysées, 75008 Peris. Tél: 45-62-00-95.

a Le nouveeu cadre juridique du căble. - L'agence Càble, qui dépend des services du premier ministre, organise le jeudi 25 avril au Senat une journée d'études sur les règles et la législation qui président à la mise en place d'un éseau cáblé : le rôle du maire, définition et modification du plan de service, un nouveau cadre réglementaire pour les éditeurs de programmes, les services de télécommunications sur le câble. Renseignements et inscriptions Alice Bertrand, Tél: 42-75-87-95.

 Collectivités européennes. Les deuxièmes assises européennas des dirigeants territotiaux auront lieu à Douvres [Angleterre], samedi 27 avril. Les professionnels das collectivités compareront les différents modes européens de gestion municipale et réfléchiront aux changaments que pourrait introduira l'ouverture des frontièras. Ces rencontres avaient été organisées l'en dernier à Nancy par M. Gérard Combe, président du Syndicat national des secréreires genéraux. ▶ Renseignements au |16| 83-37-65-01.

Accord cadre antre l'Etat et l'Association nationale de développement local et des pays. - Un accord a été signé le 12 avril entre Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi at de la formation professionnalla, et Jean Gatel, président de l'Association nationale de développement local et das pavs (ANDLP). Cet accord a pour objet de favonsar l'action du réseau constitué par l'ANDLP autour d'élus, de fonctionnaires des collectivités territoriales, de

responsables d'association, de chefs d'entreprise en feveur de la creation d'emplois et du développement local. ► ANDLP. 30, rue René-Boulanger,

NOMINATIONS Administrateurs territoriaux. -L'Association des administrateurs remitoriaux de France a un nouveau président en la personne de M. Bernard Ode, directeur général des services du département de la Dröme. Il remplace M. Georges Cardona, président fondateur, actuellement secrétaire général du SIVOM de l'agglomération rouenneise. L'association, créée en 1989, s'efforce de promouvoir les conditions d'emploi des administrateurs temiroriaux. Elle demande, notamment, que la formation des nouveaux administrareurs (recrutés per concours depuis ( an demier) son orgenisée avant leur embauche par une collectivité. Elle revendique

trais cents adhérents, soit la moitié des administrateurs. ▶ Renseignements au [16] 75-79-26-00. a La ville de Boulogne-sur-Mer (45 COO habitants) e un nouveau secrétaire général, M. Meurice Caron, précédemment en poste à Joigny (Yonne).

M. Camn. ne le 31 mars 1943 à or. Caron. ne a 71 mars 1997 a Saint-Pol-sur-Mer [Nord], est autodidacte. Titulaire d'un aEPC, it a passé le concours d'agent de bureau à l'âge de seize ans, pois gravi les échelons par la voie de la promotion interne, Il a exerce les fonctions promotion interne. Il a exerce les rolle de secretaire de mainte a Montmétian (4 000 habitants), Bar-sur-Anne (7 000 habitants), à la ville de Joigny [10 000 habitants) et au ayndicar intercommunal. A Boulogne, il remplace M. Patrick Chèvre, devenu directeur général des services du district du Grand-Roder.

### PUBLICATIONS

D La science et les régions. -Au moment où s'affirme la régionalisation, les activités scientifiques ont tendanca à se concentrer dans la région perisienne, remarque Madelaine Brocard, auteur de la Science et les régions, géoscopie de la France. Elle estime, carres à l'appui, que leur localisation demeure tributaire d'un système qui oppose Paris à l'ensemble de la province, et propose des modalités de gestion territonale de la scienca. ► Ed. La Documentation française, coll. « Dynamique du territoire », 268 pages, 220 francs.

### L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE »/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu'à ca jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments récents et réguliers sur la conjoncture des finances communales. Le Crédit local de France a mis en place dee indicateurs (emprunt, investissement, trésorerie) qui permettant ce suivi mensuel. Elaborés à partir des réponses d'un panal composé de communes de plus de cinq mille habitanta, ces indicateurs donnent una information en temps réel et significative, même s'ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. Associés à l'étude d'un thème lié aux significative, meme sis lie perveni proteine à l'accessorate mois en elternance. Aujourd'hui, finances locales, ces indicateurs sont publiés et commentés chaque mois en elternance. Aujourd'hui, findicateur emprunt est associé é un point sur la gestion de la trésorarie des collectivités locales.

# La gestion de la trésorerie

eu Trésor la quasi-rotalité de leure disponibilitée (79,3 milliards de francs eu 31 eoût 1990). Elles ne peuvent donc pas ouvrir de compte en banque, ni placer leurs fonds libras. Cas fonda places su Trésor ne sont pas rémunérés. En contrapertie, l'Etat verse eux collectivités des evances par dou-zièmes du produit des impôts locaux.

Ce système da flux bilatéraux de trésorerie assure les collectivités de recevoir régulièrement le produit de l'impôt voté, indépendammant du recouvrement, et permet à l'Etat de bénéficier d'une ressource gratuite. Maie il oblige les collectivités locales à avoir un solde de trésorarie positif elere memo qu'il a'net per rémunéré. Aussi cott elors même qu'il n'est pes rémunéré. Aussi ont-elles intérêt à rendre vers une « trésorerie zéro ». Or cet objectif est difficile à etteindre, car les collectivités ne maîtrisent pas entièrement leurs dates d'encaissements et da décaissements, Ainsi, pour ce qui concerne les ressourcas provenent de l'Erat, ei les douzièmes de fiscelité sont versés régulièrement, il n'en va pas de même pour les versements dae dotations. Les grandes collectivités parviennant cependant

à limirer au minimum le montant de leurs fonds improductifs et ont développé leur recours aux produits de trésorerie. Les petites communes

éprouvent devantage de difficultés pour optimiser leur trésorerie. Ainsi, le fonds de roulemant (solde dae recettes sur les dépensas à la clôture da l'exercice) en jours de dépenses est deux à trois fois plus élevé pour les communes de moins de 10 000 habitants que pour celles de plus granda taille. Cet écart s'explique par le fait que le rythme des dépenses d'investissement des petites communes est par nature irrégulier, l'investissement conservant pour elles un caractère exceptionnel compte tenu de le faiblesse de leur budget.

Quant à l'Etat, il supporte deux coûts essentiels.

Le premier est lié au décalage dens le temps entre la versement mensuel des avances aux collectivi-tés et le recouvrement effectif des impôts. Le second provient du fait que le total des racouvre-ments da l'ennée est inférieur da 10 à 15 % eu montant des avances eccordées. En effet, le recouvrement des impôts d'un exercice étant plu-

recouvrement des impots a un exercice etam parriannuel, le teux de recouvrement pour l'ennée courante atteint 85 % à 90 % seulement.

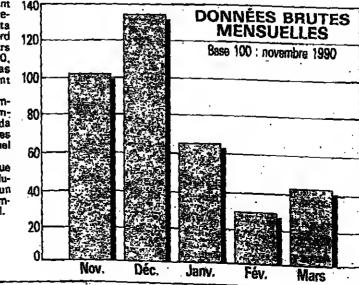
Le système de gestion de la trésorerie des collectivités locales étant complexe, un bilan complet est difficile à établir. Des projets de réforme sont ectuellement à l'étude, comme le Plen épargneéquipement, qui permettrait aux petites communes de conetituer une épargne rémunérée pour finan-

### Indicateur emprunt

Les communes du penel ont 140 pau emprunté au cours du pre-mier trimestre 1991. Cetta situation s'explique tout d'abord par la niveau élavé da leurs emprunts an fin d'ennéa 1990, lui-même lié à l'importance das dépanses d'investissement

engagées à cette époque. Elle tiant égalemant au com-portement hebituel des communes, qui, en catte période da l'ennée, n'ont pas encore toutes adopte leur programma annuel

d'emprunt. Enfin, le contaxte économique général (incertitudea sur l'évolution des taux) a pu evoir un impact aut la demenda d'amprunt des communes du panal.



# Le SNES adresse une mise en garde à M. Jospin

Le Syndicat national des mements du second degré (SNES), qui réunisseit son congrès du 15 au 19 avril, a adressé une série d'avertissements avant l'annence du projet de réferme des lycées par le ministre de l'éducation natio-

#### SAINT-MALO de notre envoyée spéciale

En différent, jusqu'au lundi 22 avril, l'annonce de ses proposi-tecte avant qu'il soit connu », recon-oaissait M. Jean-Lonis Auduc, membre du secrétariat national du SNES. Pas question, autrement dit, de chauffer les esprits evant de savoir jusqu'où s'avecturera le savoir jusqu'où s'aveoturera le ministre. D'autant que ce dernier, ecofiait 'M' Monique Vuaillat, secrétaire générale, « semble plutôt chercher l'accord des enseignants ». Inutile par conséquent de faire monter les enchères au risque de n'être pas snivi, si le ministre décidait

d'afficher un programme minimum. Mais l'on ne saurait être trop pru-dent. Et l'appet adressé par Mª Vuaillat au ministre de l'éducation nationale constitue une mise en garde sans ambiguité.

garde sans ambiguité.

Aiosi, le SNES se prononce à l'avance « contre toutes les solutions qui prétendraient résondre les problèmes des lycées à coûts constants (...), contre les réductions d'horaires et les redéploiements qui reviendraient à priver les jeunes des enseignants dont ils ont besoin (...), contre le resserrement des voies de formation et des baccalauréais actuels».

#### Contrer la manœuvre de la FEN

Le SNES s'est également solennel-lement adressé ou ministre « pour qu'il maintienne le caractère natio-nal des programmes et des diplômes et qu'il refuse toute intervention des régions sur le statut et les rémunéra-tions des enseignants ». L'evertisse-ment vise, bien silr, les déclarations récentes du président de la région Rhône-Alpes, M. Charles Millon, et la réplique de M. Jospin, « très ilmide », selon M. Vuaillat. Les militants do SNES se sont donc attachés pendant ces cinq jours à tracer les limites à ne pas franchir.

Voilà quoi ? Voilà, oot martelé

devait le faire ensuite pour le ministère public, enchaîné, lui, à son unique petit extrait, M. Marc. Domiogo les gliasements sémantiques qui font virevolter

dans une confusion - involontaire

oo cultivée? - la problématique

des conples de mots : nationa-

lisme-internationalisme, esprit

national-esprit antinational, ou

des variantes en apparence minuscules : l'internationale on

les internationales. Ainsi voit-on

ressurgir, daos certains de ess glissements-oppositions verbales, le vieil antisémitisme ressassé en

France et ailleurs et à l'occasion

Arc-bouté comme le sera en fin

d'endience son défenseur, Me Wagner, sur l'évident univer-

salisme de nombreuses institu-

tions julves. M. Le Pen remet sans cesse en marche la mechine

sans cesse da materiale de esprit

lisme, etc. Le mondialisme contre

les netions? Contre la France?

la dix-septième chambre. Tout en

long des cinq heures d'une

audience bizarrement agrémentée

M. Jacques Bidalou, le débet ira

poser, iei et là, ses grecades ver-bales pour laisser ensuite enten-dre, selon les circonstances : vous

alicz voir comment ca va explo-

ser. Ou bien : eprès tout, ce o'est

«Il y a des militants qui com-

oational, soo geste sileoeieux, la

oational, soo geste silecteur, la remarque sagace de Me Jouanneau oe sout-ils pas eommo entant de facettes d'une seule et même extrême difficulté bisto-

rique et politique plutôt que juri-

MICHEL KAJMAN

Jugement le 31 mai .

qu'un fruit un pen rare.

si atrocement menririer.

international, e'est

modifier le système d'options en seconde, ni de réduire le nombre des séries du bac, encore moins de toucher à la forme actuelle du baccalanréat. Sur ce dernier point, le congrès s'est d'ailleurs opposé à l'idée, sou-mise au vote, da laisser les ensergnants du privé, certifiés ou agrégés participer à la correction des épreuves du baccalauréat, e Inventif, exigeant, passionne : professeur, c'est un métier», proclamait énergiquement l'unique calicot surmontant la tribune. Mais on parla surtout statuts, maintien des qualifications, concours, et la question de l'intégration des maîtres auxiliaires dans le corps des certifiés occulta presque

formation des maîtres, pourtant d'actualité. Les militants du SNES réunis à Saint-Malo ont aussi, à plusieurs reprises, manifesté leur inquiétude devaot les nouvelles procédures d'orientation qui tendent à limiter les redoublements et à donner e trop de poids à l'avis des familles et des chefs d'établissements », comme l'a expliqué M. Denis Paget, responsable des questions pédagogiques. Les projets d'établissement sont aussi source de tensions, a-t-il indiqué. Ils

entièrement le débat prévu sur la

sont souvent e globalisants, techno cratiques et ils alourdissent considérablement la charge de travail des

Les incertitudes qui pesent sur les lycées ont obligé la direction dol SNES à différer sa réponse à l'a offensive » lancée par la majorité socialisante de la FEN, appuyée notamment par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC). Comme M. Yannick Simbron l'avait rappelé à l'ouverture du congrès, la direction de la FEN souhaite organi ser une consultation des adhérents à la rentrée prochaine pour préparer un congrès extraordinaire, fin 1992. Il aurait pour objectif la restructura-tion de la fédération par branches de métiers, et pour principal effet de réduire le poids du SNES, deuxième syndicat de la FEN, plutôt proche des communistes et actu phase ascendante dans les lycées.

Pour tenter de contrer la manœuvre, le SNES a prévu d'organiser une consultation spécifique de ses adhérents dans les lycées. Reste à définir un calendrier. Or une forte mobilisation des enseignants contre une réforme des lycées constituerait, à cet égard, un levier bien utile.

CHRISTINE GARIN

### TOXICOMANIE

Aux troisièmes Journées internationales des maires

# Les stratégies des villes contre la drogue

Réunis les 18 et 19 avril à l'Hôtel de Ville de Paris, à l'occasion des trolsièmes Journées internationales des maires contre la drogue, les édiles d'une cinquantaina de grandes villes du monde ont réclamé à L'ONU l'organisation d'une année internationale de lutte contre la drogue.

Si la lutte contre le trafie de stupéfiants incombe aux Etats, les maires jouent un rôle de toute première importance dans la prévention de la 10xicomanie et la prise en charge des toxicomaoes, lis ne s'en privent pas. De Montréal à Turin, en passant par Madrid on Rotterdam, les stratégies mises en œnvre par les municipalités soot variées, parfois divergentes.

L'Espagne, qui s'était engagée dans une politique de dépénalisatioo de la consommetion de drogue, revient sur sa positioo. A Madrid, où la municipalité dénombre dix mille héroïnomanes, bnit à neuf mille cocainomanes, et einquante mille consommateurs de haschich entre quatorze et dix-sept ans, on met, comme à Paris et Anvers, sur un pied d'égalité drogues « douces » et « dures », les premières étant considérées comme des voies d'accès an secondes.

Si l'on u'y prend garde, la drogue ent détruire certains quartiers dans les villes. A Mootréal, la municipalité est à l'origine d'uo véritable travail de fourmi pour sortir la rue Walkey de l'emprise de la drogue. Ensemble, les policiers municipaux et du district ont tenté de gagner la confiance des habitants du quartier. Le nettoyage des arrière-cours, l'augmentation de l'éclairage dans la rue, le ramessage plus fréqueot des ordures ménagères, mais aussi l'organisation de perquisitions et le répressioo des infractiona eux reglements municipaux ont permis de déstabiliser les dealers. Uoe animation a été organisée pour les jeunes. Et, au bout de deux ans, les

citoyens ont repris possession de leur rue. « Cette expérience nous o permis de constater que, parce qu'elles sont ou plus près de la population, les autorités municipales doivent assumer le leadership de la concertation entre les nom breux acteurs à l'œuvre sur le terrain », remarque M. Jean Dore, maire de Mootréal.

#### De Zurich à Rotterdam

De nombreuses initiatives se développent pour favoriser la réin-sertion des toxicomanes. A Zurich, quelque deux mille cinq cents drognés venus de l'eosemble de la Suisse se concentrent sur la Platzsptiz, une sorte de ghetto où leur présence est tolérée. Chaque matin, la municipalité envoie neuf bus pour amener ceux qui le souhaitent travailler contre rémunération dans les parcs et forêts communaux. A Turin, la ville intervient dans les entreprises pour éviter la mergioalisation des employés toxicomanes.

Les stratégies de soius des toxieomanes different également suivant les latitudes. La distribution de méthadone, un médicament de substitution, anx héroinomanes, o'est pas admise, à de rares exceptions près, à Paris. A Rotterdam, où lo combre d'héromomanes est passé de quatre mille cinq cents à denx mille cinq cents en cinq ans, c'est la municipalité elle-même qui l'organise . « Nous considérons que 2 à 5 % seulement d'héroinomanes arrivent à décrocher », estime M. Joban Henderson, vice-maire de Rotterdam, responsable des affaires sociales.

La municipalité de Zurich va jusqu'à réclamer au gouvernement la possibilité de distribuer, dans certains cas graves, de l'béroine et de la cocame. « Ces distributions concerneraient les toxicomanes trop atteints pour qu'on exige d'eux qu'ils se solgnent», explique M. Emilie Lieberberr, chef du service social de la ville.

MARTINE LARONCHE

10 C

1 10 2

· ruit, a

The second

e desir de

NO COUNTY

Works.

Williams

90.00 (0)

de la trésorerie

TO A STREET

An tribunal de grande instance de Paris

### M. Le Pen et « les internationales » - Oui, bien sûr. Je ne l'ai pas

dit. Voila.

Jusqu'on M. Jean-Marie Le Pen, disert président du Front national, adulé par des auditoires Voilà quoi ? Voilà, oot martele les parties eiviles sur tous les tons, le vieille thémetique du complot juif ou jndéo-maçounique e'est selon, minant de l'intérieur pour l'abolir toute nation, toute idée nationale. Ces parties l'évilles foire enquire nonr le deseit le faire enquire nonr le national, adulé par des auditoires et des decteurs d'avance conquis, peut-il aller trop-loin? Les divers rendez-vons judiciaires auxquels doonent regulièrement: lieu centaires de ses décisations ne sont au fond, que d'agranties, variations sui cette différent judiciaire pois sode, vendredt 19 avril, devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de grande inse dix-septième chambre correction-nelle du tribunal de grande ins-tence de Paris, présidée par M. Claude Grellier.

Eo présence de M. Le Pen (1) poursuivi, ainsi que M. Pierre Durand, directeur de la publicatioo do quotidien d'extrême-droite Présent, en présence aussi de MM. Harlem Désir et Jeao Pierre-Bloch, respectivement pré-sidents de l'association SOS-Racisme et de la Ligne internationale contre le racisme et l'anti-sémitisme (LiCRA), parties civiles, tout comme le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et le Ligne des droits de l'bomme, l'exègèse contradictoire s'est portée sur une phrase, attaquée sur l'initiative du ministère de la jus-Elle est extraite d'un entretien entre M. Le Pen et un jo naliste, publié par Présent le 11 août 1989.

M. Le Pen ne l'e pas redit devant Mieux vant, ponr la compré-hension de l'extrait et du pro-blème, citer l'ensemble. A le question : « Vous avez plusieurs fois parlé de l'influence du « lobby fois parlé de l'influence du « lobby mondialiste ». Que peut-on savoir des personnes ou des groupes qui le constituent, et des buts qu'ils poursuivent? », M. Le Pen répondait : « Ce n'est pas à des gens ayant votre formation politique que je vais apprendre quelles soni les forces qui visent à établir une idéologie mondialiste, réductrice, évalisatrice. Je pense à l'utilisataeologie monataliste, reauetrice, ègalisatrice. Je pense à l'utilisation qui est faite des droits de l'homme de façon tout à foit erronée et abusine, mensongère : Il y a lo Maconnerie. Je crois que la Triputation de la company de la compan io maconnerie. se crois que la 11i-latérale joue un rôle [vient ensuite la phrase incriminée]. Se dirais qu'il est presque naturel que des forces structuralement, fondamen-talement internationales se heurtatement internationales se neur-tent aux intérêts nationaux. Mais il faut être prudent quand on dit que la Maçonnerie et l'internatioque la Maçonnerie et l'internatio-nale joive jouent un rôle. Cela n'implique pas tous les maçons ou obédiences, ni toutes les organisa-tions luives, ni tous les juifs, c'est évident. Mais il y a des gens qui parlent ou nom des autres et aui parlent ou nom des autres et qui agissent de cette manière.»

Sèche question juridique : la phrase incriminée est-elle oo uon une « diffamation commise (...) envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur ori-gine ou de leur appartenance oo de leur non-appartenance à une ae teur non-appartenonee a une ethnie, une nation, une race oo une religion déterminée » telle que la définit la loi du le juillet 1972? Mais que de lièvres sous ladite question!

« Auriez yous pu citer dans votre propos l'internationole catholique?» a demande M. Grel-

# Un arrêt du Conseil d'Etat Le droit européen au secours des expulsés

Le Consail d'Etet e annulé, vendredi 19 evril, un arrêta d'expulsion prononce à l'encontre d'un Algérien résident an France depuis sa naissance et n'eyent aucune attache en Algérie. La décision e été prise en Invoquant l'article 8 de la Convention auropéenne des droits de l'homme qui protège le droit de toute parsonne « au respect de sa via privéa at familiala.

Le Conseil d'Etat e estimà que, est l'intéressé s'ast rendu coupeble da plusieurs vois en

1980 et 1982. il ressort des pièces du dossier qua, compte tenu de son comportement, postérieurement eux condemnations prononcées à raison de ees faits, la mesure d'expulsion prise à son encontre e. eu égerd à le grevité de l'elteinte portée à sa vie familiale, axcédé ce qui éteit nécessaira à la défense de l'ordre public et qua dans ees conditions, ella e été prise an violation da l'articla 8 de la convention pré-

# Auteur de la tuerie de Luxiol (Doubs)

# Christian Dornier est interné

Auteur de la tuerie qui avait fait quatorze morts et huit blessés dans le village de Luxiol (Doubs), en juil-let 1989, Christian Dornier a été interné, le 18 evril, à Sarreguemines

Alors que Christian Dornier se trouvait en détention provisoire à la prison de Dijon (Côte-d'Or), son placement d'office a été ordonné par les présets du Donbs et de la Moselle, et son transfert a été effectué dans la plus graode discrétion afin d'éviter des incidents de la part des familles des victimes.

Les trois experts psychietres consultés par le juge d'instruction François Ardiet sont arrivés à la par uoe « sorréaliste » (dixit M. Domingo) constitution de parconclusion que Christian Dornier, tie civile d'un ancieo magistret aujourd'bui à la retraite d'office, atteint de eschizophrénie évolutive», Etait « irresponsable au moment des faits », en vertu de l'article 64 do et viendra de l'ioterprétation code penal (le Monde des 8 novemmioimale et donce du propos poursuivi à son sens maximal et bre 1989 et 3 février 1990). Il oe En vérité, il n'est pas facile de trancher tant M. Le Pen a l'art de

sera done pas jugé. Le 12 juillet 1989, Christian Dornier, armé d'un fusil de chasse, avait

d'abord ouvert le feu sur les membres de sa famille, tuant sa mère et sa sœur et blessant soo père, avant de s'en prendre à tout le village, faisant encore douze morts et sept blessés (le Monde dn 14 juillet 1989).

Condamnation per contumace de dent des assassins du juge Michel à la réclusion criminelle à perpétuité. – La cour d'assises des Bouches du-Rhône e condamné par contumace, vendre 19 evril, Charles Altiéri, âgé de trentesix ans, et Homère Filippi, âgé de soixante ans, à la réclusion criminelle à perpétuité pour leur participation, respectivement comme tueur et com-manditaire, à l'assassinat du juge marseillais Pierre Michel le 21 octobre 1981. Les deux autres personnes impliquées dans cette affaire, Francois Checci et François Girard, evaient été coodammées par le même cour, le 30 juio 1988, à la réelusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-buit ans.

### SPORTS

u Le plan de reprise des Girondins do Bordeaux accepté. — Le tribunal de grande instance de Bordeaux a prennent plus vite que vous ce que je dis », evait fait remarquer M. Bernerd Jouanneau, l'un des avocats de la LICRA: Auparator de la contrata del la contrata de la contra accepté, vendredi 19 avril, le plan de reprise des Girondins de Bordeaux proposé par l'ancien vice-président du club, M. Jean-Didier vant, interroge sur la question de savoir s'il établissait un lien entre Lange, assisté de M. Philippe Charoo (le Monde du 19 avril). Cette judaïsme et frauc-maconnerie, décision écarte la menace de liqui-Le Peo n'avait pas répondu. dation judiciaire qui planait sur Du moins pas avec des mots. Il Du moins pas avec des mois. Il avait souri et fait pivoter en un geste entendn son avant-bras vertical et sa meiu largement déployée. La petite phrase pour-soivie du président du Froot soivie du contract de la contra l'équipe bordelaise.

a Liverpool rélotégré dans les compétitions auropéenues. - La commission exécutive de l'Uoion européenne de football (UEFA) a antorisé, vendredi 19 avril, le club de football angleis de Liverpool à participer aux compétitions européennes la saison prochaine. Les clubs anglais de football ovaient été exclus de ces compétitions en 1985, après la mort de trente-neuf supporters lors des émet à l'acca-supporters lors des émet à l'acca-sico de la finale do la Coupe d'En-rope des clubs champions entre la

Juveotus de Torio et Liverpool. Cette exclusioo avait été levée l'an dernier, sauf pour Liverpeol, dont la sanction evait été prolongée de trois autres saisons.

o George Foreman ne sera pas le plus vieux champion du monde de l'histoire de la boxe. – L'Américain Evander Holyfield, agé de viogtsept ans, a conservé son titre de champioo du moude des poids lourds eo bartant eux poiots, le 19 avril à Atlantic-City, son compatriote George Foreman, quarante-deux ans. Malgré la différeoce d'âge, ce dernier a bico résisté, douze reprises durant, pour teoter de reprendre la coornune qu'il avait perdue, en 1974 à Kinshasa, lors du « combat du siècle » evec Mohammed Ali. La bourse de 12,5 millions de dollars garantie à Foreman devrait lui permettre de reuflouer le ceotre d'éducation pour jeunes délinquants dont il est le pasteur au Texas. - (AFP.)

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME Nº 5503 HORIZONTALEMENT

I. Sont parfols dans les choux. Les plus beaux sont da bonnes affaires, -II. Est exposée an un acte, Coupure dans un câble. - III, Un trou. Utile pour entrer dans les bois. En France. - IV. Peuvant êtra da grosses boulettes. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

Vicié dans les malsons eloses. -V. Vieux loup. Arbre. Etet d'Asie. N'est pas un rapida. - VI. Un point sut la carta. Période. Sans changement. Fit das reproches. - VII. Faire Symbola. -VIII. Rendre plus noir. VIII. Suffice pour l'enzyme. VIII - IX. Falt eircolar. EX Pour les cueillir, il faut X être à la heuteur. - XI X. Passe à l'hôtel. Qui X. Passe a l'notel. Cui ne sont pes faits pour le pleisir. – XI. Jalon. XIII Mises de miveau. XIV Dens l'Oise. XV

rieux. Coule en Sibé-rie. D'un auxiliaire. - XIII. Visible. Elles n'arrêtent pas de cancaner. -Laisse un bon morceau. Refroidie. Donne des couleurs. XV. Pronom. Cassa de résister. Un vulgaire cheveu. Reste eu fond de la

#### VERTICALEMENT 1. Pas rond ni carré. Quand on en

est, on quitte le « quertier ». 2. Syzantinee parfois. A basoln d'être éclairée quand on est dans la brouillard. - 3. Est levé pour élargir. Peut se trouver sur un arbre. Service ancien. — 4. Riposter comme un âne. A gauche quand on passe. Elément d'un lustre. — 5. Dans la Côte-d'Or. Un spécialiete de la courte échelle. - 8. C'est un ces. Conjonction. Pour exécuter un filetage. - 7. A ses raisons. Travail avec discemement. Est promis à la corde. - 8. Corps d'eau. Peut indiquer qu'on va tourner. - 9. Commerce où l'on redoute le voi des marchendiaes. - 10. Cornichon. Pièges. Circulent à l'étrenger. -11. Homma politique eutrichien.

Bese d'eccord. Roi de Suède. 12. Son sel est utile quand on fait des patés. Ce n'est pas la paradis, mais ce n'est pas non plus l'enfer. - 13. Note. Comme un centre où l'on paut raapirer. Tarre. -14. Donne l'exemple de la fermeté. Fera des réserves. Conjonction. -15. Comme une délégation qui remplace un conseil. Cavale avec son

### Solution du problèma nº 5502

Horizontalement i. Penelty. – II. Acérée. Te. – II. Penetty. - II. Aceree. 18. III. Surannées. - IV. Sée. TNT. V. Oies. Ire. - VI. II. Oisive. VII. Al. Let. - VIII. Exteral. IX. Ariane. - X. Brel. Tell. - XI. Bas. Rasai.

### Verticalement 1. Passoire. BB. - 2. Écueil. Sara.

Nérée. Atres. - 4. Ara. Soleil. Lent. Râ. - 8. Tennis. Enta. -7. Etrillées. - 8. Té. Eve. La. -9. Vase. Etabli.

**GUY BROUTY** 

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

(1) L'immunité de parlementaire européen de M. Le Pen s été levée pour la circonstance.

مكذا من الاصل

# Coluche, l'autre nous-même

Biographie d'un homme dérangeant dont on découvre les fragilités

COLUCHE de Philippe Boggio Flammanian, 423 p., 136 F.

Notre collaborateur Philippe Boggio vient de publier un livre sur Coluche. Nous avons demande à Dominique Wolton, sociologua, directeur da recharcha au CNRS, d'en rendre compte.

On ne sort pas indemne de l'excellente biographie que consacre Philippe Boggio à Coluche, mort d'un stupide et évitable accident de moto le 19 juin 1986, car elle réveille les passions et les controverses suscitées par cette trajectoire si radicale et si precocement arrètée à quarante-deux ans.

Coluche n'a pas toujours plu car on ne fait pas rupture avec soi, avec la societé, avec les autres, en étant bien élevé. Et la violence qui lui permit de sortir de son destin de banlieusard pour atteindre celui de vedette détestée et adorée ct réussir à retrouver, avec les Restos du cœur. le désir d'amour qui git intact sous les égoïsmes tristes de nos sociétés, n'a pas été sans faire quelques dégâts. Mais qui s'en tire sans dégâts?

C'est finalement ce mélange de force et de vulgarité, de génie et de culot, de mauvaise foi et de tendresse, qui a permis au public de s'identifier à lui. En un mot, il parlait à la place de heaucoup d'autres, de tellement d'autres, comme le manifesta de manière abyssale le succès de son début de campagne présidentielle en 1981!

Coluche n'a probablement pas toujours eté agréable, surtout pour ses proches, mais ce que montre si continument cette biographie. c'est qu'il y avait dans cet homme une lutte aigue entre le tendre et le violent, l'angoisse et le despote, le solitaire et le bruyant, entre l'homme de la rupture et celui qui cherchait la reconnaissance. Il n'y avait pas un seul Coluche, explication probable à ce que de multiples publics aient ou s'accrocher à

En dépit du succès, des copains, de Paul Lederman, de Claude Berri, d'Europe 1... Coluche n'arrivait pas à «accumuler». Les echecs, les failles, risquaient sans cesse d'annuler ce qui avait été acquis. Il y eut beaucoup de chutes dans cette trajectoire si rapide, et si l'on retient les victoires, celles du Café de la Gare, du Théatre du Gymnase, de la

Daniel Barenboim an Châtelet.

- Entre le 3 et le 15 juin 1992, le

chef d'orchestre israélien se pro-

duira au Théatre du Châtelet, à

Paris, avec l'Orchestre de Paris -

qu'il a quitté après un crochet par

l'Opera de la Bastille pour prendre

la direction de celui de Chicago.

qu'au délire..." L'HUMA-

MITE.".., un comique explo-

sif..." L'EXPRESS. "... déso-

pilants..." LE QUOTIDIEN.

ter Keaton..." EUROPE 1.

... le vernis craque, l'ego

SIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

LOC. 43 22 77 74

160F - ÉTUDIANTS 80F

... entre Hitchcok et Bus-

**EN BREF** 



du cœur, de combien de tragiques impasses ont-elles été accompagnées? C'est peut-être cette fragilité, inconnue jusqu'à ce jour, et que le lecteur découvre, qui explique aussi la fidélité constante du public. Au-delà des excès.

Pendant quinze ans, Colucbe a dérangé, choqué, mais il a souvent plus fait pour bousculer la société que des dizaines d'autres. Bien sur, il y manquait toujours les bonnes manières, mais aurait-il fait le quart de ce qu'il fit avec des bonnes manières? On ne sori pas indemoe de cette biographie parce qu'elle rappelle à chacun le match, la plupart du temps perdu, entre la violence des désirs et les multiples concessions qu'imposent la vie, les autres, les institutions, la société.

La force du livre est de n'esquiver aucune des limites et contradictions d'un homme dont il est de bon ton aujourd'hui de limiter l'impact alors même que le succès de la plupart de ses entreprises a constitué pendant près de dix ans

Bezzina. (Tél, : 93-85-44-04).

radio, de Tchao Pantin, des Restos une sorte de référence, aimée ou détestée.

> D'ailleurs, son succès vint sans doute de ce qu'il incarnait, par les mots, celte violence sociale qui, la plupart du temps, ne peut se dire. Sauf par les gestes et souvent plus violemment. Entre les mots et les coups, Colucbe avait réussi, In extremis, à choisir, et il était sans doute difficile de lui demander, en plus, d'avoir bon goût. Nous vivons dans une société bien élevée, mais la société n'est jamais bien élevée et c'est re qu'il n'a cessé de rappeler avec ses mots, autant qu'avec son corps.

qu'il avait appris à utiliser, mais il réussit aussi plus d'une fois à

mobiliser ce besoin de générosité de tolérance et d'amour aussi fort mais moins visible, que le cynisme ambiant, et que l'on trouve aujourd'bui dans les grandes causes humanitaires dont il fut un des grands initiateurs. Cynique peut-être, mais aussi moraliste, comme dans la meilleure tradition. Un de ses grands talents est d'avoir transformé cette violence sociale, si souvent tue, en une suite ininterrompue de mots et de gags qui faisaient rire beaucoup de monde. Car il sit beaucoup rire.

En un mot, il fut populaire.

De Montrouge à Tchoo Pantin, sa force fut d'être le béros de la

banlieue. De la banlieue et pas de

la classe ouvrière, car il est de la

génération qui vient après la

classe ouvrière. Et c'est en cela

qu'il représentait notre société, et

beaucoup s'y sont identifiés. D'ail-

leurs, il a physiquement incarné et

symbolisé tontes les aspirations pour la liberté et l'affranchisse-

ment, de cette génération qui va de 1950 aux années 1980.

De la bouffe à la drogue et au

sexe, de la solitude à l'argent et à

l'amour, il a tout essayé, s'est

brûlé à toutes les espérances d'une

époque obsédée par la libération

jusqu'à s'en taper la tête contre les

murs. Il en est le symbole et l'ac-

tenr avec, en plus, un taient de

communication et de publicité

qui, après tout, est aussi, pour le

meilleur et pour le pire, une caractéristique de notre société.

Coluche fat an des miroirs de

son temps. Il dénonçait, oon sans

un certain cynisme, le système

Mais comme il l'aurait dit, on ne peut pas « avoir le beurre et l'argent du beurre » et cette lutte effrénée, il l'a parfois payée très cber. Le texte sobre de ce livre sensible et retenu va bien au-delà d'une biographie, car il réveille en chacun le Coluche qui sommeille. Et qui gêne.

DOMINIQUE WOLTON

#### CINÉMA

# Pauvre papa poule

GAWIN -d'Amaud Sélignac

Félix est toqué de science-fiction, il a la tête dans les étoiles. Il est aussi leucémique. Ceci explique que son papa, un vétérinaire très maladroit de ses mains mais extremement affectueux, emprunte une soucoupe volante déglinguée dans une fête foraine avec le costume de l'extraterrestre assorti, et. dans cet équipage, transporte son fils sur un sérac de la mer de Glace, censé figurer le relief tourmenté d'une planète lointaine.

Pas recommandé pour la santé défaillante du bambin, tout ça. Heureusement, au moment où les rations de survie de chocolat à la noisette viennent à manquer, et ou les simagrées pataudes du ET d'occasion commencent à excéder le jeune malade (et nous dooc!), un savant en houppelande, opportunément retiré sur ces sommets inhos-pitaliers, exécute quelques passes magnetiques sur l'enfant soudaio revigoré. Miracle de l'amour, au cas où vous ne l'euriez pas compris. Si seulement ces niaiseries faisaient avancer la recharche médicale, hélas...

Hélas, Arnaud Sélignac et son co-scénariste Alexandre Jardin n'ont opté ni pour le mélo délibérément lacrymal ni pour la comédie gentiment sentimentale. Ils louvoient lourdement entre les deux, s'empêtrent daos leurs bonnes intentions roublardes et leur souconpe ne décolle pas. Le gamin a un exquis cheveu sur la langue et un toupet d'enfer mais cabotine évidemment moins que l'byperbolique Wojtek Pszoniak (le magnetiseur). Quant à Jean-Hugues Anglade, la plupart du temps déguisé en bougie qui coule sous la défroque de l'extraterrestre Gawin, il manifeste un dévouement an rôle, an film, qui force le respect. Il a fait sa BA de l'année.

DANIÈLE HEYMANN

# Les petites bêtes qui courent

ARACHNOPHOBIE de Frank Marshall

Il existe au cinéma deux sortes de violence : celle des mégapoles et de ses criminels camés capables du pire sadisme, et celle des petites villes apparemment calmes, qui deviennent la proie de tous les démons. Dans ce cas là, on voit uns famille s'installer dans une jolis maison sur laquelle, après quelques brèves séquences d'exposition, d'épouvantables catas-

C'est à cette dernière catégorie qu'appartient le silm de Frank Marshall Arochnophobie, terme savant pour désigner la peur irrationnelle des araignées, dont souf-fre Jeff Daniels, médecin de San Francisco. Il n'aime pas la campagne, mais sa femme, écolo, tient à respirer le bon air.

L'araignée évoquée par le titre arrive du Vénézuela daos un cercueil contenant un photographe (mort). Il était parti en reportage avec un savant qui étudie juste-ment les araignées. Le début est parfaitement classique, et même

conventionnel, la suite également. Frank Marshall n'a pas cherche l'originalité, il a soigneusement appliqué les lois du genre en essayant d'en tirer le maximum. Avec les araignées, il joue, si l'on pent dire, sur du velours. Ce sont des bêtes immondes, et il est plutôt tassurant de constater qu'un grand gaillard comme Jeff Daniels, Ini aussi, est terrifié. On na voit pas d'atrocités, si ce n'est en gros plan les multiples pattes du monstre, ses yeux saus regard, ses crocs perdus dans un corps mon. L'horreur... Surtout quand des araignées familières, comme on peut en voir vraiment, commencent à pulluler...

En fait, tout est dans la manière de distiller les repères d'angoisse, les respirations d'humour confiées principalement au gigantesque John Goodman, ménarrable destructeur d'insectes. Frank Marshall connait son métier, même s'il conduit soo film au rythme nonchalant des petites villes. Uo film avant tout destioe aux arachnophobiaques.

**COLETTE GODARD** 

MUSIQUES

# Lenny Kravitz: né trop tard

Pour son dernier album, le chanteur s'enfonce encore dans sa recherche des années 60

Lenny Kravitz est jeune, beau et célèbre. Il vient d'écrire un succès international pour Madonna, Jus-nify My Love, il n'est sûrement pas pauvre. Mais il est de très mauvaise humeur. A part les dread-locks à la jamaïcaine (apparues dans l'imagerie rock au milieu des années 70), sa tenue, depuis les deux créations : Poro, opéra de Haendel [le 20 avril), et Ismael et Agar esiliati, oratorio d'Alessandro boots à talon jusqu'aux petites lunettes rondes, proclame la mons-Scarlatti (25 mai), tous deux exécutes par l'Ensemble baroque de truosité d'une erreur spatio-tempo-relle irréparable : Lenny Kravitz Nice, sous la direction de Gilbert était fait pour Carnaby Street, Lon-dres W1, 1967. Bien sur, il s'en défend, affirme

que sa musique est actuelle. Il est parmi les très rares rockers à s'être

engagé contre la guerre du Golfe. Mais il a choisi de réenregistrer Give Peace A Chonce, le vieil bymne pacifiste de John Lennon. Kravitz a demandé la permission à Yoko Ono et embarque le jeuoe Sean Lennon-Ono dans l'aventure.

La guerre est finie, et son nonvel album, Mama Said, est arrivé dans les bacs. On pourrait considérer le disque comme une collection de pastiches (Lennon, Hendrix, Smo-key Robinsoo), Lenny Kravitz ne reconnaît pas les sources indivi-duelles, seulement noe parenté avec la période qui va de Jimi Hendrix à Led Zeppelin : « Pourquoi ne plus jouer cette musique?

On exécute encore des œuvres vieilles de plusieurs siècles, la musique que j'oime a o que vingt ons. Pourquoi l'enterrer? Pourquoi ne pas raser une ville parce qu'elle est vieille? D'ailleurs c'est ce qu'on fait

en Amérique, »

Le chanteur, guitariste, batteur, compositeur et coproducteur, a eocore une fois travaillé presque seul sur ce disque. Alors qu'il avait recruté uo groupe remarquable pour sa tournée de 1990 (certains membres contioueot de faire du Kravitz sans Kravitz au sein de Maggie's Dream), il s'en est séparé et se lameote sur l'abseoce de l'âme sœnr musicale : « Personne ne fait la même chose que moi. Les groupes néo-psychédéliques anglais? Ça n'o rien à voir », dit-il, un tantinet outragé.

Lenny Kravitz a été le compagnoo de Lisa Bonet, la fille aînée du docteur Huxtable (Bill Cosby) dans le Cosby Show. Cette liaisoo lni donnait uo accès gratuit à la une des tabloïds, ce dont ce discret maladif se serait volootiers passé. Les récentes turbuleoces de sa vie personnelle ont quand même servi de matière première à Moma Soul: « Le premier album parlait beaucoup du monde. Celui-ci parle de moi. » Il évoque avec émotion le temps passé seul dans le studio, le paradis comparé à ce qui suit : s'occuper de l'emballage (« je déteste les CD, où est la pochette? c'est un timbre poste»), former un groupe alors que la tournée commence dans quelques semaines, tourner des vidéos.

Il n'empèche, Lenny Kravitz sera sur scène, sur les écrans et à la radio, essayant de se glisser par mimétisme au panthéon du rock, tel qu'il se jouait entre 1967 et



D Pani Personne lauréat du Daniel Barenboim a choisi Wezonzième Bus d'acier. - Le blueszeck, l'opéra d'Alban Berg. La mise en scene sera assurée par Patrick man français Paul Personne a remporte le onzième Bus d'Acier ou o Printemps baroque à Nice. - Le Grand Prix du rock français, décerné mercredi à Paris par un quatrième Printemps baroque de jnry de journalistes spécialisés Nice réunit comme chaque année, dans la musique et de professiondu 20 avril au 26 mai, à l'Eglise de nels de l'audiovisuel. Le Bus Saint-Barthélemy, quelques grands d'Acier récompense chaque année noms liés à ce répertoire, comme « le meilleur groupe, chanteuse, ou Isabelle Poulenard ou John Elwes, chanseur de rock fronçais». En et offrira, outre trois concerts, 1990 le trophée était allé à la

Mano Negra. DU LUNDI AU SAMEDI □ Réservation par Minitel pour les Archives nationales. - Le centre d'accueil et de recherches des Archives nationales a mis en place un service télématique (36-16 code CARAN) de réservation de documents. Chercheurs, amateurs ou généalogistes peuvent réserver les ...drôlissime..." MATCH. ...une virtuosité tout à documents qu'ils veulent consulter sur place, et ainsi éviter des pertes fait époustouflante..." LE FIGARO. "... burlesque jus-

> Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4356

## Le retour en chansons de Miriam Makeba en Afrique du Sud « On ne sait pas toujours où l'on va... »

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant

Les blassures de Miriam Makeba sont an train de cicatriser. En juin, de retour au pays pour la pramière fois après trenta et un ans d'exil, la chantause sud-africaine s'était recueillia sur la tomba de sa mère, décédéa, en 1960, un an après son départ. « Je na me sentirai guéria que loraque ja seral en faça des miens at que ja chanterai pour sux s, avait-alla alors déclaré.

La mama da la chanson efricaine va beaucoup mieux depuia la vendredi 19 avril. Ella a chanté à l'Elfis Park Stadium da Johannasburg, dayant qualquas milliers de personnes, una foule è l'image de ce qua pourrait être la e nouvelle Afrique du Sud » chère au président Frederik De Klerk at à Naison Mandela : une majorité de Noirs, mais aussi beaucoup

de Blancs libéraux BCBG ou baba cool, et même une religieuse en voile bieu et col bianc...

En boubou et turban rouge, Miriam Makeba est apparue dans un nuege da fumée blanchâtra, sous les couleurs changeantes des projecteurs. Alternant tubes et nouveaux airs, imardhe d'antenna jusqu'à l'an passé, elle s ravi son public. «J'ai cinquanteneuf ans, une petite-fille da vingt-trois ans at anvia de fêter mon soixantième anniversaire parmi vous », a-t-alla déclaré sans coquetterie. La grand-mère de la chanson sud-africalna, qui a toujours la rythme dans la sang, même si le aouffla est un peu plus court, a réussi son ratour, le temps da deux concerts. Elle ne rantrera définitivamant au pays qu'à la fin de

Muaique rime avac politique. Entra e Rassemblez-nous I · Ne nous divisez pas ! », qu'alle dut

renvoyer les enfants à l'école ». Miniam Makaba s'ast souvanue que, an 1975, elle avalt assisté aux fêtes de l'indépendance du Mozambique. Les paroles écrites pour l'occasion font la part belle à feu Samora Machel at aux reballes d'alors. Elle en tire des leçons : ∢Ne jamais oublier d'où l'on vient, car on ne sait pas toujours où l'on aat ni où l'on va. (...) Nous avons été réduits an esclavage sur notre propre

bisser, et « une chanson nour

oublier. » Miriam Makeba dédiera sa dernière chanson, «Me merveilleuse maman », interprété a capella, à Albertina Sisulu, une vieille militante da le lutte anti-apartheid. qui assistalt au spectacle en compagnie de son époux, Walter. l'une des figures de proue du Congrès national africain.

terre. (...) Noua devons pardon-

ner si nous na davona pas

FRÉDÉRIC FRITSCHER

# **SPECTACLES**

# SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 AVRIL

### CINÉMAS

The second second

The Print

 $\mathcal{L}^{(i)}_{\mathcal{C}_{i,\text{TW}}}$ 

The state of the s

-1:1 5

\* Max

Charles and The

200

The state of

The second second

and the second second

H ...

- - 4

one and a consiste 1 1 - 1 m 12 m 12 12

8122 of the state of the state of

11 W 19 To \$25

ar Den thank

······ 1. (2) . - - 1. 2015

and treating

2

O 300 6 81

as the first of

1.54

 $g = 2e^{-\frac{1}{2}}$ 

4.50

. . .

. ::•

h. W.

MI NA

factre papa poule

April 1

es petites beres qui com

e trop tard

#### LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI SAMEDI
Le Beeu Serge (1958), de Claude Cha-brol. 15 h ; les Cousins (1958), de Claude Chabrol. 17 h ; Cœur d'or, poinge d'acier (1928), de Howard Hawke, 19 h ; Loulou (1928), de Georg Withem Pabet, 21 h.

DIMANCHE Parls vo par... (1985), de Jeen-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Deniel Pollet, Claude Chabrol, Jean-Rouch, 16 h; les Bonnes Femmes (1860), de Claude Chabrol, 17 h; Lan-dry (1963), de Claude Chabrol, 19 h; la Roseane inte (1925), de Georg Wilhelm Rue sans jole (1925), de Georg Wilhelm Pabst; 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Palmarès du Festival international de Créteil, 16 h ; Palmarès du Festival international de Créteil, 20 h.

DIMANCHE Palmarès du Fastival International de Créteil, 16 h : Palmarès du Festival International de Créteil, 20 h.

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Les Cinémas d'Asla centrale soviéti-Les Cinémas d'Asia centrale soviétique : Tendresse (1967, v.o. s.t.f.), d'Elier Ichmoukhamadov, 14 h 30 ; Secrets de famille (1983, v.o. s.t.f.), de Valeri Akhadov, 17 h 30 ; Sans peur (1671, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamraev, 20 h 30.

Les Cinémas d'Asie cantrale soviétique : le Commissaire extraordinaire (1670, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamraev, 14 h 30 : Oui es-tu toi ? (1989, v.o. a.t.f.), de Djekhonguir Fatzlev. 17 h 30; les Cigognes blanches, blanches (1966, v.o. traduction simultanée), d'Ali Khamreev, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Haftes (40-26-84-30)

SAMEDI Gamine de Paris : Aventures. Dim Oem Dom (1867) de Bairo Salard. Kriss Roman 1967 de Bairo Salard. 14 h 36 Aventures Spot hastimane Poulan 1983) Tibs Carchemers de Moneieur Effet (1688), d'un groupe d'enfants, la Première Nuit (1658), de Georges Franjo, Uhioz (1989), de Guy Jacques, le Ballon rouge (1956), d'Albert Lamorisse, 18 h 30 ; Apprentissages : les Veuves de guinze ans (1666), de Jean Rouch, la Punition (1962), de Jean Rouch, 18 h 30; Révoltes : Bande annonce : la Bêta noire (1983), de Patrick Cheput, le Mal-Erre (1983), de Claude Cobest, Laisse béton (1984), de Serge La Pérson, 20 h 30.

DIMANCHE

Gamins de Paris : Apprentissages Une pierre, un arbre, un nuage (1981), de Christine Van de Putte, les Années sandwiches (1988), de Plante Bouron, 14 h 30; Ecole: C. Deste et ses enfants autours (1986), de Gérard Poitou, Que enfents dessinent leure parents (1967), de Marie-Cleire Patris, le Théâtre à l'école (1968), de Gérard Poltou, la Déesse du ciel (1683), de Jacques-Daniel Vernon, les Enfants du musée (1986), d'Agnès Verda; les Primittifs du XIII (1960), de Pierre Guilbeud, 16 h 30 ; Aventures : Spot Benco (1983). le Voile perdue (1868). d'un collectif, les Bottes de sept lieues (1971), de F. Martin, 16 h 30 ; Révoltes : Comme il faut (1680), de H. Berard, Louise l'insoumise (1684), de Charlotte Silvera, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A., y.o.) Cinoches, 6: (45-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) ; Action Ecoles, 5- (43-25-72-07) : UGC Rotonde, 8- (45-74-94-94) ; UGC Sierritz, 8- (45-62-

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.): Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); George V. 8. (45-62-41-46); EGC Normandis, 8. (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2. (42-36-83-93); IGC Montreguests S. (45-74-94-94). UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Pararame mancas, 9-44-70-53-30); resa-mount Opéra, 8- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montpar-nesse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gam-

Cherry, 18" (45-22-45-01); L8 Gainberts, 20" (45-36-10-96).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.): Studio Galanda, 5" (43-54-72-71); Cinoches, 6 (46-33-10-82). AUJOURO HUI PEUT-ÈTRE... (Fr.) :

LICORDAIRS, 6- (45-44-67-34).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1: (40-26-12-12); Geumant Opéra, 2: (47-42-60-33); UGC Danton, 8: (42-25-10-30); Gaumont Ambassads; 8- [43-59-19-08]; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Paresse, 14 (43-35-30-40).
LES AVENTURIERS OU TIMBRE PEROU (Can.) : Latina, 4 (42-79-47-86) ; La Berry Zebre, 11 (43-57-

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (#2nien, v.o.) : Utopia Champolion, 5- (43-28-84-85) ; L'Entrepôt, 14- (45-43-

41-83). BONB BAISERS D'HOLLYWOOD (A., V.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Pernessiens, 14 (43-20-

32-20). LE BUCHER DES VANITÉS (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Grand Pavois, 15- (45-64-46-85) ; v.f. : Las Montpamos, 14 (43-

27-52-37).
BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : Pathé Inventoring (A., v.o.): rame impérial, 2. (47-42-72-52); Les Trois Lixembourg, 6. (48-33-97-77); George V. 8. (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 8: (46-33-

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zabre. 11- (43-57-51-55) ; Denfert, 14- (43-21-41-01).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulinee, 5- (43-26-19-09) : Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 8- (45-74-93-50); Sept. Par-nassians, 14- (43-20-32-20). DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1: (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33) ; Bretagne, 8- (42-22-57-87) ; UGC Odéon, 8- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) /0-Z3); (1800) 100 (1800) 2 (1 (42-36-83-93); Fauvette, 13 (47-07-55-88); Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27); Pathé Wepler, 19 (45-22-45-01); Le Gambette, 20 (46-36-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 8: (42-22-72-80); Publicis Champe-Elysées, 9: (47-20-76-23); La Bastille, 17: (43-07-48-60); Gaumont Parnesse, 14: (43-35-30-40).

EATING (A., v.o.): 14 Juliet Odéon, 8: (43-25-59-83): EOWARO AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.): Ciné Besubourg. 3 (42-71-52-38): UGC Odéon. 8 (42-25-10-30); UGC Rotonde. 8 (45-74-10-30]; UGC Hotonde, 3 (45-44); UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40); v.f.: Paramount Opérs, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (45-42-56-31); UGC Gobelins, 13

(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); END OF THE NIGHT (A., V.O.); Pathé Hautoficille, 2- (46-33-79-38). L'EVELL (A., V.O.); Forum Orient Express. 1. (42-33-42-26).

LA FRACTURE OU MYOCAROE Fr.): Les Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77): Lucemaire, 6: (45-44-57-34). GÉNIAL. MES PARENTS OVOR-CENT (Fr.) : George V, 8- (45-62-

GHOST (A., v.f.) : Gaumont Par-14 (43-35-30-40). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fc.) : Studio dee Ursulines, 5. [43-28-19-09]; Gaumont Convention, 15. [48-

28-42-27). GREEN CARD (A., v.o.): UGC GREEN CARD (A., v.o.): UGC Odéon, 6. (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50); Bienvenne Montpernesse, 15- (45-44-25-02). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). HENRY & JUNE (") (Fr., v.o.) :

Cinoches; 6- (46-33-10-82).
HENRY V (Brit., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 8- (43-26-58-00): Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*) (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, & (46-33-97-77).

L'HISTOIRE SANG FIN H (A., v.f.):
Grand Pavole, 16 (45-54-46-85):
Saint-Lambert, 16 (45-32-91-69),
HOT SPOT (\*) (A., v.o.): Epée de

Bois, 5. (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ OE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-0-82). LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-An

dré-des-Arte I, 6: (43-26-48-16); George V, 8: (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). LABYRINTHE DES PASSIONS

[ESP., v.o.]: Gaumont Les Halles, 1\*
[40-26-12-12]: L'Entrepôt, 14\* (46-43-41-63).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A... v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavols, 15 (45-54-46-85),

MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont MADAME BOVARY (Fr.): Gaumont
Las Helles, 1: (40-26-12-12): 14: Juillet
Odéon, 9: (43-25-59-83): UGC Montpernaeae, 6: (45-74-94-94); La
pernaeae, 6: (45-74-94-94); La
Pagode, 7: (47-05-12-15): Gaumont
Ambassade, 8: (43-59-18-08); SaintAmbassade, 8: (43-87-35-43);
Lazare-Pasquier, 6: (43-87-35-43);
UGC 6iarritz, 8: (45-62-20-40); Paramount Dpérs, 8: (47-42-56-31): 14 mount Opére, 8 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-90-81) ; Les Nation, 12: (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Gaumont Alesia, 14: (43-27-84-50); Miramer, 14: (43-27 sia, 14<sup>1</sup> (43-27-84-50); mulgilist (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>1</sup> (46-75-79-79); Gaumont Convention, 15<sup>1</sup> (48-28-42-27); UGC Maillot, 17<sup>1</sup> (40-68-00-15); Pathé Clichy, 18<sup>1</sup>

(45-22-46-01). LA MAISON RUSSIE (A., V.O. LA MAISUN HUSSIE (A., v.o.):
Forum Orient Express, 1s (42-33-42-26): 14 Juillet Odéon, 8s (43-25-59-83); George V, 9s (45-62-41-45): UGC Biarritz, 8s (45-62-20-40); Sept. Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beeugreaelle. 15 (45-75-79-76); v.f.: Pathé Français, 8 (47-

70-33-88). MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Las Halles, 1- (40-26-12-12); UGC Danton. 6- (42-25-10-30); Pathé Marignan-

Concorde, 8: (43-59-92-62); UGC | Opéra, 9: (45-74-96-40); Miramer, 14:

(43-20-89-52) MILLER'S CROSSING () (A., v.o.) Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

MISERY (\*) (A., v.o.): UGC
Triomphe, 8 (45-74-93-50); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) ; v.f. : Rex.

MISTER JDHNSON (A., v.o.) : Images d'alteurs, 5- [45-87-16-09] ; Studio 28, 18- [46-06-36-07]. MO BETTER BLUES (A., v.o.) 

## LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL Film français de Gérard Corbiau : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; La Juliet Odéon, 8° (43-25-59-83) ; La Pagode, 7° (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8° (43-59-04-67) ; Saint-Jazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43) ; 14 Juliet Bastilla, 11° (43-57-90-81) ; Fauvatte Sia, 13° (47-07-56-88) ; Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50) ; Miramar, 14° (43-20-89-52) ; 14 Juliet Beaugrenèlla, 15° (45-75-79-79).

ARACHNDPHDB1E, Film américain de Frank Marshall, v.o.; Forum L'ANNÉE DE L'ÉVEIL Film fran-

Reneme, 13 (45-06-57-57); UGC North ARACHNDPHD81E. Film américain de Frank Marshall, v.o.: Forum Horizon, 1° (45-06-57-57); UGC Ddéon, 6° (42-25-10-30); George V. 8° (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2° (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 9° (45-74-94-94); UGC Opéra, 9° (45-74-96-40); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-65); Mistral, 14° (45-33-52-43); Pathé Montparmasse, 14° (43-20-12-05); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Wepler II, 18° (45-22-47-94); Le Gambetts, 20° (46-36-10-96).

DELICATESSEN. Film français de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet ;

DELICATESSEN. Film français de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet Ciné Baaubourg. 3º (42-71-52-36); UGC Danton, 8º (42-25-10-30); UGC Rotonde. 8º (45-74-94-94); UGC Blamiz, 8º (45-62-20-40); Max Linder Penorama, 9º (48-24-88-88); Paramount Opérs, 9. (47-42-56-31); 14. Juillet Bastille, 11. (43-57-90-81); Escurial, 13. (47-07-28-04); Mistrel, 14. (45-39-52-43); 14. Juillet Bastillet, 15. (46-31-14 Juillet Beaugrenelle, 15- [46-75-79-79); UGC Maillot, 17- [40-68-

GAWIN, Film français d'Arnaud GAWIN. Film français d'Arnaud Sélignac : Forem Horizon, 1: 445-08-57-57) : Pathé Impérial, 2: 447-42-72-52) : Pathé Marignan-Concorde, 8: 443-59-92-82) : Fauvette Bis., 13: (47-07-55-88) : Pethé Montper-nasee, 14: 443-20-12-06) : Pethé Cilchy, 18: (45-22-46-01) ; La Gam-betta, 20: (46-36-10-96).

betts. 20 (46-36-10-96).

MOI ET MAMA MIA. Film danois d'Erik Clausen, v.f.: Epée de Bois, 5 (43-37-57-47); Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Sapt Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (1) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5 (43-54-72-71) : Grand Pevols, 15 (45-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Gaumont Ambaesade, 8-(43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14-(43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14) ; v.f. : UGC Opére, 9- (46-74-

L'OPERATION CORNEO-SEEF 60-33) ; Les Montpernos, 14 (43-27-

OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursu-62-37). lines, 5- (43-26-19-09). LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Blarritz, 8 (45-62-20-40); Escuriel, 13 (47-07-28-04); v.f.: Peramount Opéra, 9 (47-42-

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de Bols, 5 (43-37-57-47) ; George V, 9 (45-62-41-46). PLAISIR D'AMDUR (Fr.) : Forum

Orient Express, 1= (42-33-42-26); Pethé Impérial, 2• (47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 6- (45-33-79-36) Pethé Marignan-Concorde, 8 (43-59-62-82) : Fauvette, 13: (47-07-55-86) ; Pethé Montpermaesa, 14: (43-20-12-06).

POUR SACHA (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Rex. 2- (42-38-63-93); UGC Denton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Montparnesse, 8- (45-74-10-30); USC MOREPARTIESS, or (43-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8-(43-87-35-43); UGC Biarritz, 8-(45-87-35-43); UGC Biarritz, 8-(45-87-35-43-43); UGC Biarritz, 8-(45-87-35-43-43); UGC Biarritz, 8-(45-87-62-20-40) : Pathé Français, 9- (47-70-33-86) : Les Nation, 12- (43-43-33-80); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); UGC Convention, 15: (45-74-93-40); UGC Maillol, 17: (40-86-93-40) ; Pethé Wepler II, 18 (45-22-

POUSSIÈRES DANS LE VENT 47-94) (Chin., v.o.): Utopia Champolion, 5: (43-26-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Saint-

Lambert, 15: (45-32-91-68); v.f.: Bre-tagne, 5: (42-22-57-97); Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41).

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.) :
Studio Gelande, 5 (43-54-72-71) ;
Lucemaire, 6 (45-44-57-34).
LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*)

RAS PAS (Pol., v.o.): Reflet Logos II,

(A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1º (40-

60-33) : Ciné Beamoure, 3- (42-71-52-38) : 14 Julitet Odéon, 8- (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8: (43-

26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2º (47-42- |

59-19-08) : UGC Normandia, 8- (45-63-16-18) : 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-64-50): 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15\* (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17\* (40-68-00-18) ; v.f. ; Rex, 2\* (42-38-83-93) ; UGC Montpamassa, 6-(45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) : Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : Gaumont Convention, 15- (48-

MDNEY. Film franco-halo-canadian de Staven H. Stern, v.o. : Forum Orient Express, 1: (42-33-Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 9 (45-52-41-46); Parthé Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82); v.f.: UGC Mompanasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Dpéra, 9 (47-42-55-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-50); Espresse 12 (47-07-01-50); Espresse 12 (47-07-01-50); Espresse 12 (47-07-01-50); Espresse 12 (47-07-01-50); Espresse 13 (47-07-01-50); Espresse 13 (47-07-01-50); Espresse 13 (47-07-01-50); Espresse 13 (47-07-01-50); Espresse 14 (47-07 01-59); Feuvette, 13: (47-07-55-88); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18-

(45-22-47-94).

LA PAGAILLE. Film français de Pescai Thomas: Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille. 8° (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); George V, 8° (45-62-41-46); Petté Français, 8° (47-70-33-86); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); La Bastille, 11° (43-07-48-80); Les Nation, 12° (43-(45-22-47-94). 9. (47-42-56-31): La Bastille, 11. (43-07-48-80): Les Nation, 12. (43-43-04-67): Feuverte, 13. (47-07-55-88): Gaumont Alésia, 14. (43-27-84-50): Les Montparnos, 14. (43-27-52-37): Sept Parnassiene, 14. (43-20-32-20): Gaumont Convention, 15. (48-28-42-27): Pathé Wepler II, 18. (45-22-47-94).

LES SECRETS PROFESSION NELS DU DOCTEUR APFEL-GLUCK. Film français d'Hervé Palud, Atesandro Capona, Mathias Ledoux, Stéphane Clavier, Thierry Lhermitte: Forum Horizon, 1: (45-Litermitte: Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Rex, 2° (42-38-83-93); Pethé Hautefeuille, 6° (48-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-56-92-82); UGC Normandie, 9° (45-63-16-16); Pathé Français, 8° (47-70-33-88); UGC Lyon Reselle 8• (45-63-16-16); Pathé Français, 8• (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); Fauvette, 13• (47-07-55-86); Gaumont Pamasae, 14• (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50); Pathé Mortpamasse, 14• (43-20-12-06); Gaumont Convention, 16• (48-26-42-27); Pethé Clichy, 18• (45-22-46-01); La Gambetta, 20• (48-36-10-96).

LE TRÉSOR DES ILES 48-36-10-961. CHIENNES. Film français de F.-J.
Ossang: Ciné Beaubourg, 3 (42-7152-38); 14 Juillet Parmasse, 8 (43-26-58-00) ; Escurial, 13. (47-07-28-04).

28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-

46-01). SOGNI D'ORO (It., v.o.) : Latina, 4-(42-78-47-86) : La Saint-Germain-des-Prés, Selle G. de Besuregard, 6- (42-22-SOUVENIRS OF LA MAISON 67-23).

JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86); Lucertaire, 6- (45-44-57-34). LE SYNOROME ASTHÉNIQUE (Sov., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Panthéon, 5- (43-54-

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; La Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55).

LE TRIOMPHE DE BASAR (Fr.-Can.): Pethé Impérial, 2: (47-42-72-52): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8: (43-59-31-97); George V, 8: (45-62-41-46) : La Bastille, 11- (43-07-48-60) : Fauvette, 13- (47-07-55-88) : Les Montpernos, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34).

URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-82-LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Auditorium du Louvre, 1 (40-20-52-29). WE THE LIVING (it... v.o.) :

L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). LES SÉANCES SPÉCIALES

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORI-TURI (Fr.) : Escuriei, 13- (47-07-28-04)

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (46-06-51-33) 21 h 40.

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 16 h 20. BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 14 h. BLANCHE NEIGE ET LE CHATEAU HANTE (A., v.f.) : Le Berry Zebre, 11 (43-67-51-55) 16 h.

BLUE VELVET (\*) (A., v.o.) : CinéPlanète megique, 3: (42-76-00-16)

CHARLOTTE FOR EVER (\*) (Fr.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h. CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 16 h 45. LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA

FEMME ET SON AMANT (\*) (Fr. Brit. v.o.) Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 17 h 45. LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLE-

RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34). LE DECALOGUE 6, TU NE MENTI-

### THÉATRES

# SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

L'ÉTOURDI. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-99) (dim. solr, tun.], 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (17). IL PLEUT DU VERMICELLE AU-OESSUS DE 400 MÈTREB. Aktéon-Théatre (43-36-74-52) (dim., lun.), 20 h 30 (17).

LA PASSIDN SELON GEORGES BATAILLE Azalante (46-06-11-90) (dim. soir, mar.), 20 h 30 ; dim.

AKTÉON-THEATRE (43-38-74-62).

l pleut du vermicelle au dessus de 400 netres : 20 h 30. On n'en meurt pas : 21 h 45.

AMANDIERS DE PARIS (43-68-42-17). Roméo et Juliette : 20 h 30, dm. 15 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daisy : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ATALANTE (46-06-11-90). Le Pas-ction selon Georges Setaille : 20 h 30, dim. 17 h. ATHÉNÉE-LOUIS JDUVET (47-42-67-27). Marina Tayatagus : igrilicas tar-

ATHÉNÉE-LOUIB JDUVET (47-42-67-27). Marina Tsvetsava: indices terrestres: 16 h. Salle C. Bérard. Les apparences sont trompeuses: 20 h 30, mar. 16 h 30. Salle Louis Jouvet. Phèdre: 20 h 30.

8 ATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53).
Exercices de style: 19 h, dim. 15 h 30. Le Prince du pavé: 20 h 30, dim. 17 h. 6ERRY (43-57-51-55). Bohámian à le fols: 22 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Bohémien à la fois : 22 h 30.
BOUFFES DU NDRD (46-07-34-50).
On purge bébé : 18 h et 20 h 30.
BDUFFES PARISIENS (42-96-80-24). La Fecturs : 17 h 30 at 20 h 45, dim. 15 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-79-52-51).
Ca soir, c'ast granis : 20 h 30. Festival des commerquables : 22 h.
CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-26-97-04).
Rapsodog : 20 h 30.
CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS

Rapsodog: 20 h 30.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS
(46-06-39-74). La Marchand de
Verise: 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA
TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle 1.

Andromaqua: 20 h 30, dim. (demière)
16 h.

CARTDUCHERIE THEATRE DU CARTDUCHERIE THEATRE DU
90LEIL (43-74-24-06). Iphigénie à
Aulis, sam., 15 h 30, Iphigénie, autore
d'Agamemnon, dim. 13 h.; Les Choéphores: sam. 16 h 30,
CARTOUCHERIE THÉATRE OE
L'AQUARIUM (43-74-99-51). La Peau
et les Os: 20 h 30, dim. 16 h.
CAVEAU OE LA RÉPUBLIQUE (4276-44-45). La fond de l'eir effraie:

78-44-45). Le fond de l'eir effraie : 21 h. dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU

(42-74-42-19). Parloir romend : 20 h 30, dim. 16 h. CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Oncle Vanis: 20 h 30, dim. 17 h 30, CITE INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-69), Grande salle, Adonis : 20 h 30, La Gelerie, L'inconnue de Calais : 20 h 30, La Resserre. Jacques le Fateliste et son maître :

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Maison de poupée : 20 h 30, dm. 15 h 30. dim. 15 h 30. COMÉDIE OE PARIS (42-81-00-11). Droie de goûterl : 19 h et 21 h 30, dim.

COMÉDIE OES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Chevallier-Laspeles : 18 h et 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-2122-22), Les Folies de l'amour : 20 h 30,
dm. 15 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-

COMECIE-PHANYALSE

00-15). Sale Richaleu. La Malade imaginaire: 20 h 30. Dim. Père: 14 h.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE
SAINT-EU6TACHE) (47-00-18-31).
Raheb: 18 h 30, dim. 15 h. Le
Taruffe: 20 h 30, dim. 17 h.
DAUNOU (42-81-89-14). Bon week-

DAUNOU (42-61-69-14). Bon weekend Monsleur Bennett : 21 h, dim. 15 h 30.

Abbesses. «L'Opéra Garnier«, 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

pete, boulevera IV. de Langlade). Expoeltion: «Le trésor de Saint-Denis «. 14 h 15, 2, place du Palais-Royal (M= Cazes). Hoyal (N= Cazas).

Exposition: «Le trésor de SaintDenis au Louvre «, 14 h 15, 2, piace
du Palaia-Royal, devant le Louvre des

Anaqueiree.

«Les appertements royaux du Louvre et la vie quotidienne de la cour s.
14 h 30, 2, place du Pelais-Royal,
devant le Louvre des Antiquaires
(Commissance de Paris).

e Les selons Napoléon III de le maison Opére (hôtel Sourlon-de-Rouvre)s, carte d'identité, inscription au 42-26-60-52, 14 h 30, 5, rue du Docteur-Lanceresu (D. Bouchard). «Las jardins de Belleville à Ménil-montant «, 14 h 30, métro Pyrénées (C. Merie).

«L'hôtel de Lauzun s. 14 h 30. métro Pont-Merie (P.-Y. Jasier). metro rom-ware (r.-y. Jaset).
« Promenede de le plece des Vosges à la maison de Jecques Cœur «, 14 h 30, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

LA SOCIÉTÉ DE CHASSE. Atefier (45-06-49-24) (dim.) 21 h (22). ARCHITRUC. Arcana (43-36-19-70) (dim. soir, jeu.), 20 h 30;

dim., 17 h (22). CCEUR A. DEUX. Le Funambula-Théâtre-Restaurent 142-23-88-83) (dim. soir, km.), 20 h 30; dim, 16 h LA NUIT DE L'IGUANE. WYS-SUI-Seine (Théâtra) 46-72-37-43 (dim. soir, tun.), 20 h 30 ; dim., 15 h 30

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Cinq pas dans le tandressa : 21 h. dim. (demière) 17 h. DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h. dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Feux-Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadres : 22 h.

22 h. EDDUARD-VII SACHA GUITRY 147-42-59-92). Même heure l'année prochaine : 20 h 45, dim. 15 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Don Quichotte : 20 h 30, dlm. 16 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). La Jeu de l'amour et du hasard : 16 h 45, dim. 17 h 30, La Mouetta : 20 h 45, dim. 18 h 30.Dim. Seudelaira :

15 h 30.
ESSAION DE PARIB (42-78-46-42).
Abîmes : 16 h. Saile II. Leile et le Comeur : 20 h 30. dim. 16 h.
FDNDATION DEUTSCH-DE-LAMEURTHE (45-65-38-45). Piment cannibale : 20 h 30.
FDNDATION LUCIEN PAYE (42-65-26-37). Trois courtes de sano et Cet

FONDATION LUCIEN PAYE (42-65-26-37). Trols goutted de sang et Cet animal éxrange en alternance : 20 h 30, dim. (demière) 17 h.
FONTAINE (48-74-74-40). La Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coffure pour dames : 20 h 45, dim. 15 h.

GARE DE LA MER (48-87-86-37). Orowning': 20 h 30. Home Free: 20 h 30. GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Déconnage immédiat : 16 h et 20 h 15. San Antonio : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-

27-88-61). La nuit remue : 19 h. Anne Paulta Talis : 20 h 30. George Dandin : 78-78). Le Tertuffe : 21 h. dim. 15 h 30. HALLE SAINT-PIERRE (42-56-

HALLE SAINT-PIERRE (42-56-74-12). Lee Origines de l'homme : 15 h. dim., mar. 15 h. HÉBERTOT (43-67-23-23). Le Contrebesse : 16 h c: 21 h. dim. 16 h. HÉSERTOT (PETIT THÉATRE) (44-70-90-04). Les Mémoires d'un fou : 16 h et 21 h. HOTEL LUTÉTIA (SALON TRIANON) (47-70-32-63). Hélène : 21 h.

NON) (47-70-32-53), Hélène : 21 h. HUCHETTE (43-26-36-96), La Cantetrice cheuve : 19 h 30, La Leçon : 20 h 30, La Seyme : L'ESPACE (42-45-13-20). Sans tire, les Muses mutines : 21 h. LA BRUYERE (48-74-76-98), Voltaire-Rousseau : 21 h. dim, 15 h. LA CIGALE (42-36-43-43). Holey

Money: 20 h, dim. 15 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11).
Comment séduire une femme : 20 h 30.
LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-86-83). Mademolselle Julie : 22 h, dim. (dernière) 15 h.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona
chérie : 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30.
L)ERRE-THÉATRE (45-68-66-83).
Confusions : 20 h 30, dim. 16 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-4457-34). Théâtre noir. Le Peut Prince ;

57-34). The are note. Le Peut Prince : 16 h 45. Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 h. Huis clos : d'une région du Nord ; 20 n. nues 21 h 30. Théâtre rouge. Duende 16 h 30. Somnolente Mésaventure 16 h 30. Somnolente Mésaventure 20 h. Une banale hietoire d'Anton Tchekhov : 21 h 45. MADELEINE (42-85-07-09). N'écoutez pas Mesdames : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

# PARIS EN VISITES

**LUNDI 22 AVRIL** 

« Lee appertemente du duc du Maine et du maréchal de La Meillerale à l'Arsonal. Le bibliothèque du comte d'Artols s. 14 h 30, sortie métro Sul-ly-Morland (I. Hauller). « Montmertre, cité d'ertistes, nuelles et jardins «, 11 heures, métro e L'église Saint-Germain-des-Prés et son quartier, entre cours et jar-din «, 14 h 30, devant (e portail de

e Une heure au Père-Lachaises, 11 heures et 15 heures, porte princi-pele, bouleverd Ménlimontent église (Arts et caetera). «Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosgess, 14 h 30, sortle métro Saint-Peul (Résurrection du passé). «Le Sainte-Chapelle, ses vitraux «,

prévoir des jumelles, 15 houres, 4, boulevard du Peleis (Tourisme

«L'île de le Cité, des origines de Peris eux traveux d'Hauacmenn «. 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Peris autre-

de la Sorbonne 3, 10 neures, place de la Sorbonne, devant l'entrée de la chapelle (Société historique et erchéologique des huitièma et dix-eeptième arrondissements). Exposition : «Le trésor de Saint-Denis au Louvre 4, 15 heures, métro Peleis-Royel, eortie plece Colette (Paris et son histoire). «Hietolra et fonctionnement de "Historia et ronctionnement de l'Hôtel des ventes «, 15 heures, sous le grande horloge, sortle du métro Richelleu-Drouot (Connaissance d'ici

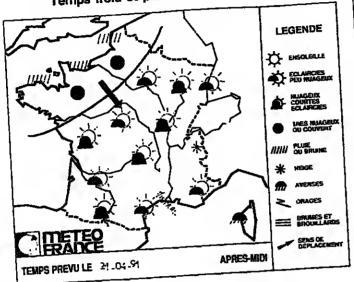
«Le Sorbonne», 16 heures, place

# CONFÉRENCES

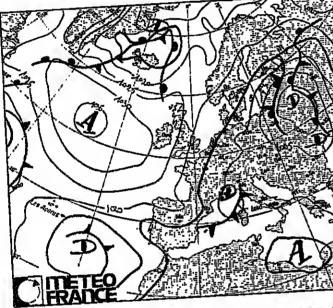
23, quei de Conti, 14 h 45 : «La presse mérite-t-elle d'avoir mauvaisa presse 7, par A. Fontaina (Académia des sciences morales et politiques).

# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 21 avril 1991 Temps froid et pluies sur la moitié nord.



SITUATION LE 20 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



Lundi : précipitations éparsee au eud, agité sur le nud. — Sur le pourtour méditerranéen, quelques éclaircies metinales, le clei ee couvrira rapidement. En fin de juurnée le mistral et la tramontane se mattront à souffler assez tramontane se mettront à souffler assez

Sur Aquitaine, Limousin, Messif cen-trel, Rhāne-Alpes et Midi-Pyrénéea, la grisaille et la phile (ou le neige en monragne à basse altitude) seront eu menu au lever du jour, ces précipitations s'atnueront en cours de metinée mais le

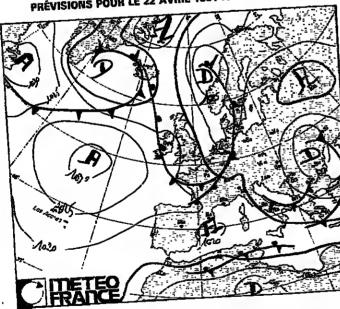
ciel restera chargé toute la journée. Partout eilleurs, plus au nord, furtives

éclaircies et nombreux passages nuegeux altemeront. De fréquentes averses se produiront près de le frontière belge, de laçon plus sporadique de la Norman-die eu Centre et à la Franche-Comté. Le vent de nord-ouest eoufflera fort sur les côtes de la Manche, un peu moins fort

Les températures metinales seront généralement comprises entre 0 ou 1 degré et 4 ou 5 degrés.

Les températures maximeles s'écheinnorant entre 9 ou 10 degrés aur le nard et le nard-ouest et 14 ou 15 degrés sur le sud-est.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxime - minima e	temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre	

F	RANCE		POULOUSE		0 C M	IXEMBOUR ADRID ARRAKECE IEXICO		2 D 2 D 4 D 6 B
BOURGES BREST — CAEN —	X 12 8 9 8 8 8	2 D   2 C	ÉTR. Alger Amsterda Athènes Bangkok	M 8 ·	7 N N N -2 D N 15 D N	IILAN IONTRÉAL IOSCOU IAIROBI INTWIDELHI		6 C 8 C 15 B
DIJON GRENOBI LALE	E 14	i ē l	BARCELON BELGRADE BERLIN SRUXELLE COPENHAC	E 18 9 3 S 7	3 D 2 O C C C D N	VEW-YORK. OSLO PALMA-DE-MA PÉKIN RIO-DE-JAND	— 12 4 - 17 22 20 - 29	6 N 5 D 9 N 8 D 25 D
LYON		4 D	DAKAR DJERBA EONGKON POPANRIIL	21 21 10 6 26 25	12 N	ROME SINGAPOUT STOCKHOL SYDNEY TOKYO	33 M_ 3 M_ 24 17	4 P 24 P -3 N 21 D 13 D
PAU PERPIGI RENNES	NAX t	3 D 6 C	Licotexti	38 20	26 D 11 C 1 N	TUNES	4 12	10 D 0 C 2 D 0 N
STRASE	B B	Ç	D cid	N crel	Ounde	Pluie	T tempête	neige

averse brume ciel degage numeux TU = tempe universel, c'est-à-dire pour le France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Ducument établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# TÉLÉVISION

# Samedi 20 avril

TF 1 20.45 Veriétés : Sébastien c'est fou l 22.40 Magazine : Ushuaïa. 23.40 Megazine : Formule sport.

0.35 Au trot. 0.40 Journal, Météo et Trafic infos.

20.45 Téléfilm : Pas un sou de plus, pes un sou de moins. 22.25 Magazine : Bouillon de culture. 0.00 Journal et Météo. 0.20 Série : Médecins de nuit. 1.10 Série : Le Saint.

2.00 Magnétosport : Rugby. FR 3 De 20.00 à 0.15 La SEPT 0.15 Série rose : La Dame galante.

0.45 Magazine : L'Heure du golf. CANAL PLUS

Le Dernier Crime d'Al Capone.

20.30 Téléfilm:

21.00 Les camps du silence. De Bernard Mangiante. 23.00 Soir 3. 23.20 Documentaire :

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dens notre supplément deté dimanche-lundi. Signification des symboles : De signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; on peut voir ; un Ne pas manquer ; un Chef-d'œuvre ou classique.

22.00 Les Nuls... l'émission. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Le Blob. ■ 0.30 Cinéma : Femmes eu bord de la crise de nerfs. ##

LA 5

20.50 Divertissement : Grain de folie. 22.15 Débat : A tort et à raison. 0.00 Journal de la nuit. 0.10 Magazine : Intégral (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : Les Magiciens du mercredi. 22.20 Téléfilm : Marquée à vie. 0.00 Six minutes d'informe-0.05 Musique : Rapline.

LA SEPT

Latin Jazz à New-York.

# Dimanche 21 avril

LA

TF 1 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.). 15.10 Série : Agence tous risques (rediff.).

16.00 Divertissement : Vidéo 15.35 Disney Perade.

18.00 Magazine : Téléfoot. 19.05 Magazine : 7 sur 7, Invité : Bernard Tepie, 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert. Cinéma : L'ouragan vient

de Navarone. Magazine : Ciné dimanche.

Cinéma : 22.55 L'Année sainte. o Journal et Météo.

0.55 Concert: Les Bis des Rencontres de piano.

13.25 Dimanche Mertin let à 15.50). 15.00 Série : Mac Gyver. 15.35 Téléfilm :

Le Rôte de sa vie. 17.40 Documentaire : L'Equipe Cousteau è la redécouverte du monde.

18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.45 Tétéfilm : Gorille poker 22.20 Magazine : Musiques eu cœur.

23.15 Journal et Météo. 23.35 Série : Les Grands Entretiene.

0.35 Série : Le Saint. FR 3

13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Magazine Sports 3 dimanche 17.30 Magazine : Montagne. 18.00 Amuse 3.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.05 Serie: Beritry run.
20.35 Jeu: Spécial Questions
pour un champion.
22.00 Magazine: Le Divan.
Invitée: Mane Seurat.

22.25 Journal et Météo. 22.45 Cinéma : Le Tentatrice. \*\*\* 0.25 Musique: Carnet de notes.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Le Procèe du démon. 15.35 Magazine : 24 heures. 16.40 Dessin animé : Les Simpson.

17.05 Les Nuls... l'émission 16.00 Cinéma : Benji la malice. 19.25 Flash d'informations.

19.30 Ca cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? 20.35 Magazine:
L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Veuve
mais pas trop... ww
22.20 Flash d'Informations.

22.25 L'Equipe du dimanche.

1.05 Cinéme : Mister Frost.

5 13.30 Série : L'Enfer du devoir. 14.30 Sport : Tennis. 16.25 Tiercé à Longchamp. 16.50 Documentaire : Le Grande Saga

17.20 Cirque. 16.25 Série : La Femille des 19.20 Contes à dormir debout.

19.50 Journal. 20.10 Megazine : Dimanche 20 h 10 Elkabbach.

20.45 Journal des courses. 20.50 Cinéma : Le Gerde du corps. 22.30 Magazine : Reporters.

23.30 Magazine : Top chrono. 0.10 Journal de la nuit. 0.20 Le Club du Télé-achat.

M 6

13.55 Série : Supercopter. 15.25 Variétés : Ouvert le dimanche. 16.45 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.

17.40 Série : L'Homme de fer. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub.

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Me sorcière bien-aimée.

20.30 Magazine : Sport 8 (et à 0.10). 20.35 Téléfilm : 2010, on a tué sur la Lune.

22.25 Capital. 22.35 Cinéma : Les Nuits chaudes de Cléopêtre.

0.05 Six minutes d'informations. LA SEPT

13.30 Histoire parallèle.

14.25 Feuilleton : Champagne Charlie. 16.00 Réflexions faites. 17.00 Documentaire : Benedita Da Silva ou les Sentiers de le favelle.

17.45 Images. 18.00 Concert : Solti, Baren-bolm et Schiff jouent

Mozart. 19.15 Documentaire L'Opéra du roi.

20.00 Documentaire : Acte d'emour. 20.30 Cinéma : Dona Flor et ses deux maris.

22.20 Court métrage : A Velha e flar. 22.30 Cinéme : Hôtel de France. 11 11 0.10 Courts métrages.

Du kındi su vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GLEERT DENCYAN EVEC ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde »

# CARNET DU Monde

Décès

M= Pierre Carton de Wiart, Réginald, Ynlande, Christine, Idlene, Paul, Claire, Etienne, Christine et Laurence, ses enfants, heaux-enfants, petits-enfants, et arrière-petit-enfant, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CARTON de WIART, né à Bruxelles le 19 novembre 1912,

survenu le 15 avrii 1991.

Le service religieux a eu lieu le 17 avril, dans l'intimité. Cet uvis tient lieu de faire-part.

Martine Bonadona-Constant son épouse, Xavier Constant,

son fils, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CONSTANS, survenu brutalemeat à l'âge de cin-quante-sept ans, à Paris, le 18 avril 1991.

Une cérémonie au milieu des tulipes aura lieu le mardi 23 avril, à 14 b 30, au funérarium de Vitry-sur-Seine, 49-51, quai Jules-Guesde.

- Le commandant Jacques-Yves Cousteau, Les administrateurs de la Fondation Et de The Cousteau Society,

Et les équipages de la Calypso et de l'Alcyone, out l'immense regret de faire part du

M. Jacques CONSTANS, vice-président pour la science, la technologie

et les affaires internat

survena brutalement, à Paris, le jeudi 18 avril 1991.

- M= Madeleine Moulin,

sa fille, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M= Germaine DEGROND,

député honoraire chevatier de la Légion d'honneur, médaille du combattant volontaire de la Résistance, croix du combattant,

survenu, le 18 avril 1991, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques civiles auront fieu au cimetière de Vernouillet (Yvelines), le 23 avril, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

132, rue de Marsinval, 78540 Vernouillet.

- Les familles Gaiffe, Scheur, Jacquin, Lodz, Tapseat, Lelièvre, Jumel, Sirgusy-Hanoock, ont le reistere de fried de la series de la ont la tristesse de faire part du décès de M. Jean GUILLAUME,

dit GAIFFE, survenu le 29 mars 1991, en son domi-cile, à Paris, à l'âge de quatre-viagt-

L'inhumation aura lieu le jeudi 25 evril, à 16 b 30, ea cimetière des Chaterets, place des Déportés, à Besan-çon, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lien de faire-part,

Caen. Aix-en-Proveace. Sainte-

Françoise Puts, son épouse, Antoine, Martin et Renaud,

Denise et André Puts, ses parents, Marcelle Constans, sa belle-mère, Clara Delcambre-Legros,

sa grand-mère, Gilbert et Jeanine Lemperiere, son beau-frère et sa belle-s r leurs filles, Nadège et Mathilde, Sa famille Et ses amis ont la grande tristesse de faire part du

> Jean-René PUTS, maître de conférences université de Caen,

le 17 evril 1991, dans sa quarante-troi-

Les obsèques civiles ont eu tieu le samedi 2D avril, à i 1 heures, au cime-tière Nord-Est, evenue Georges-Cle-menceau, à Caen. Cet avis tient lieu de faire-part.

II, rue de Lébisey, 14000 Caen. Hamcaa de la Torse, route Cezanne, 13100 Aix-en-Provence. Cap de Laine, 50480 Sainte-Mère-Eglise. Les Prairizles, 5, rue de le Hache, 14000 Caen.

Pompes functores Lemerre, Villers-Bocage. Tél.: 31-77-10-10.

vous prie d'avoir une pensée pour son

Louis REVON, at le 11 janvier 1898, eur en chef honoraire SNCF, if fut directeur de CSF-Thomson président-fondateur des CFDJ, résident-fondation d'hor ficier de la Légion d'hor Mérite national, Reconnaissance française, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, nédaille de la justice, le de l'éducation sur

Outre ses aix enfaats, il éleva joyeu-sement, uvec son épouse, trois « boat-people », et créa le premier foyer de semi-liberté pour délinquants.

Le 11 evril 1991, soa regard étonné, uis serein, a'est éteint paisiblement.

Il a laissé « Ses » mots : « En suivant lentement la route que l'achève, l'arrive maintenant au bout e mon chemin. Le solell fatigué par la durée du Le solell fatigué par la durée du nur estompe, en se courbant, l'ombre du grand sapin. >

e Car la joie, quand déjà la douleu est profonde, la joie est plus profonde que la peine. »

Therese Revon. 53, avenue du Maine, 75014 Paris.

M= Charles Zerah, son épouse, M. et M. Daniel Levy-Corcos

et leurs enfants, M. Dov Zérah, son fils, M= Nilda Zérah,

a neue-mue, Et ses penits-enfants, un l'immense douleur de faire part du

M. Charles ZÉRAH, survena à l'âge de soixante et onze ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Antony, le 19 avril 1991. Les prières d'usage oat eu tieu ce samedi 20 avril, à la synagogue de Fon-tenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes. e Les justes ret

147, avenue du Général-Leclere, 92340 Bourg-la-Reine.

1...

11 6

11 1 2 2

1.04 ... com

. .

er Trans in 1500

- 15 ....

🖢 Park of the Park

1.4 6.5

2125 1 d.C

to any part

The section

"" " see Juga

 $2 \cdot \xi \cdot \xi \cdot \pi_{1} \cdot \pi_{2} \cdot \pi_{3} \cdot F^{-1 \cdot 1}$ 

Commence to the same

Francisco Maria

Appendix 12 数量

7.5

Ang working water

41111

- 1, 1

states at the

。""<sup>我</sup>我们的一点是我

to the order of the

to long

. . . . .

1. 1. 1. 1. 1.27

11000

7 . -

-

- Remerciements - M. et Mes Louis MERMAZ,

adressent leurs remerciements à tontes celles et tous ceux qui les ont entourés lors de la mort de

Frédéric.

**Anniversaires** - A la douce mémoire de

Marie-Françoise, qui, le 21 avril 1990, nous quittait.

J. THIEULIN, 70, rue de Reims, 76000 Rouen. En souvenir de notre bien-nimé et

noubliable fils et frère François TRONIK, HEC 1981.

qui nous a quittés il y a quatre ans, le 22 nissan 5747 (21 avril 1987). Services religieux

- A la mémoire de M. Roger COHEN,

les offices religioux seront célébres à la synagogue, 28, rue Buffaut, le 20 et le 21 avril, à 18 h 30. Famille Cohen-Sala, 9, place des Ternes, 75017 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-muniques leur numéro de référence.

**CARNET DU MONDE** 

Renseignements: 40-65-29-94 ou 40-65-29-96 les avis perivient être însérés

LE JOUR MEME s'ils nous perviennent avant 9 h au siège du journal, 15, rue Faigulère, 75015 Paris Telex: 208 806 F Télécopieur : 45-88-77-13 Tarif de le ligne H.T.

Abonnés et actionnaires ...... 80 F munications diverses ..... 95 F

an a land girkhamf - 40 CO. 10 G. 10 P. 10 C. The second was the second Le services

1 4 The \*\*\*

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

There is a William to the said of the

Service Towns

The second secon

STATE AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF

The state of the s

Sugar age of make and the same

And the second

town military and

dayler profes

Contract Contract of

A part of the second of the se

The San Comment

The second second

Section 7 mg

a management of the second

And the second second

The same of the same of

. They was a second

Compression and

The second of th

The state of the s

Agric Section 15 47

The state of

grant and the second

---

chiefe to a land.

Water -

with a production of the last

---

the life and a solution

# ÉCONOMIE

BILLET

## Pause dans les budgets locaux

Le poids des collectivités locales dans l'économie nationale a pris une telle importance et l'imbrication entre les budgets des régions, départements et communes et celui de l'Etat est à ce point serrée que le ralentissement observé de la croissance du paye et le recherche à tout prix d'économiee par le gouvernement vont inévitablement peser sur le conjoncture financière locale. Même si les maires ou présidents de régions réagissent avec un certain décalage par rapport à la conjoncture nationale, il faut s'attendre à une pause dans les budgets locaux en 1991 et surtout en 1992.

. . .

12

le e

The state of the

Selon les prévisione du Credit local de Franca (CLF), qui joue un peu un rôle d'« INSEE des finances locales », les budgete (qui frisent les 700 milliards de francs) devraient encore croître allègrement de 3,2 % en volume cette année (deux fois plus que la moyenne nationale), mais les bases de taxe professionnelle (qui rapporte l'essentiel des 'impôts locaux) n'augmenteront que de 8 %, soit deux points de moins qu'en 1990, Si les dépenses d'équipement des communes et des départements semblent s'infléchir, les régions en revanche tirent la machine économique. De 1988 à 1991, elles auront consacré à l'enseignement quelque 45 milliards, dont 70 % en investissements. Et M. Charles Millon (Rhône-Alpes) propose d'aller encore plus loin.

l'étude et « rien n'est encore Banquier mais aussi conseiller décide». Cet appel eu crédit interdes collectivités locales, le CLF vieot au momeot où de nouvelles iodicatioos catastrophiques sur le met en garde, même si en situation de l'économie soviétique France on est loin du déficit oot été publiées à Moscou, venendémique qui caractérise les dredi 19 avril. collectivités de Belgique ou le surendettement massif en Italie. Selon M. Pierre Richard, président du CLF, la situation financière globale des régions, départements et communes de moins de 10 000 habitants, est bonne, et l'endettement par revanche, pour les métropoles de plus de 300 000 habitants qui ont, de plus, créé des quantité de sociétés ou organismes périphériques voire obscurs en termes de comptabilité, - la situation peut susciter ici ou là des inquiétudes. La marge de manœuvre des élus locaux est donc eppelée à se réduire, d'eutant que les frais financiers relatifs aux remboursements d'emprunt se sont sensiblement aggrevés en dix ans. Fortement sollicités, les contribuables locaux seront les derniers à se plaindre de cette

.....

FRANÇOIS GROSRICHARD | Itelions, notem//iell de

Menacant de démissionner

# Le gouvernement yougoslave dévalue le dinar et propose de réduire les dépenses publiques

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Merkovic, a présenté, vandredi 19 avril, devent les deux chambres du Parlement fédèral, un exposé analysant les causee de la criee et proposent un plen d'ection pour permettre eu peys de pourauivre les réformes entreprises per son gouvernement le 18 décembre 1989. Une dévaluation de 31 % du cours du dinar face eu mark et une forte contrection des dépenses publiques ont été annoncées. Si le Perlement fédéral n'epprouve pss le semaine procheine ces propositions, le gouvernement Markovic e laissé entendre qu'il pourrait démissionner.

BELGRADE

de notre correspondante Dans son analyse des causes de la crise yougoslave, M. Ante Markovic crise yougoslave, M. Ante Markovic a rappelé que la réforme du gouver-nement fédéral avait fait ses preuves et obtenu des résultats très encoura-geants pendant le premier semestre 1990. Depuis lors, le processus de réforme e été interrompu sous la pression politique. Les autorités locales ont provoqué, dans uo premier temps, une augmentation des dépenses publiques et des salaires, afio de renforcer leur position en essayant à tout prix de tenir leurs promesses électorales. Ensuite, elles Nouvelle dégradation de l'économie soviétique

L'Uoioo soviétique réclame sux

Etets-Uois 1,5 milliord de dollars (8,25 milliords de francs) en garao-

tie de crédit esso de soancer des

achets de produits agricoles améri-

cains. Uoe telle demande, reodue

publique par un baut responsable

idu département américein de

l'egriculture, est actuellement à

Le FMI accorde

un financement

de 2,5 milliards de dollars

à la Pologne

ont littéralement saboté les réformes en émeitant de la monnaie, en ne payant pas leurs contributions à la lédération, en créant des taxes locales et en ignorant les taxes finé. locales et en ignorant les taxes fédérales. M. Markovie accuse les Républiques d'evoir conduit le pays à d'anarchie juridique et au chaos éco-

Les nouvelles mesures proposées doivent assurer le fonctionnement normal du marebé et établir un contrôle de la dépense publique dans le cadre d'une politique anti-iofiationoiste. Le gouvernement insiste également sur la restructuration de l'économie et la transformation de la propriété sociale. Il rappelle qu'il s'oppose à l'étatisation du secteur social suppose a l'étatisation du secteur social suggérée par la Croatie et la Serbie. Il préconise sa « recapitalisation » par vente d'actions internes afin d'aboutir ensuite à «un système compatible à l'Europe ».

M. Markovic a fait une concession immédiate à ses opposants en décrétant une dévaluation de 31 % de la monnaie nationale. La parité de la monnaie nationale. La parité de la monnaie yougoslave avec le deut-schemark – fixe depuis l'introduction des réformes Markovic en décembre 1989 – sera portée de 9 dinars pour l deutschemark à 13 dinars. M. Markovic e, de plus, ennoncé que les departement a pourraient à nouveau disépargnants pourraient à nouveau dis-poser libremeot de leurs comptes en devises, bloqués depuis janvier 1991 compte tenu du manque de liquidités

Les Républiques, qui affrontent de graves problèmes écocomiques, evaient fait pressioo sur le gouverne

Seloo l'egence TASS, le produit

ostional brut do pays a reculé de 8 % su premier trimestre par rap

port à la même période de l'en der-

nier, la productioo agricole ayant

baissé de 13 % en un an. Selon le

bureeu des statistiques, «la chute

de la production est liée avant tout

au mauvais approvisionnement en

tessources du secteur agricole, à la

dégradation des relations économi-

ques et à l'interruption de la pro-

duction dans les entreprises, par

manque de matières premières et

L'URSS demande aux Etats-Unis

de financer de nouveaux achats agricoles

ment fédéral pour dévaluer le dinar, comptant ainsi augmenter les exportatioos et stimuler la productioo industrielle, en forie baisse depuis le début de l'année. Toutefois, l'effet de la dévaluation risque, comme en janvier 1991, d'etre rapidement annule par uce nouvelle augmentation des prix et des salaires. Vendredi 19 avril, avant l'annonce officielle du oouveau cours du dinar, les étiquettes valsaieot déjà dans certains magasins de la capitale.

Enfin, M. Markovic a demande au Parlement fédéral de voter un budget réduit de la fédération, d'un montant de 138 milliards de dinars (35 milde 138 miniaros de dinais (3 mini-liards de francs), le gouvernemeot fé-jéral s'engageant à réduire de 40 % (en valeur réelle par rapport à 1990) les dépenses de l'administration fédérale. L'armée nationale yougoslave disposera de 68 milliards de dinars (17,7 millierds de francs), ce qui l'obligera à réduire les salaires et les retraites, a ajouté M. Markovic.

Le premier ministre a rappelé que ses reformes économiques avaient obtenu le soutien de l'Occideot et des milieux financiers internationsux et qu'il serait dommege de laisser passer une telle chance d'intégration à l'Europe. Seloo lui, 5 milliards de dollars d'aide fioancière extérieure sont d'ailleurs à la cle. Il met en fait le Parlement devant une décision cruciale qui, pour lui, se résume eo ces termes : la réforme écocomique son gouvernement ou le risque imminent de la désintégration du FLORENCE HARTMANN pays\_

Un déficit cumulé déjà supérieur à 110 millions de francs

# La ville de Grenoble devra combler le déficit de l'office d'HLM

a L'Office public d'eménagement, logement, espace (OPALE) de Grenoble se trouve dans la situation d'un organisme en cassation de paiement», ont annoncé le 17 evril aux membres du conseil d'edministration de l'OPALE les responeables de l'Union nationale des HLM. Le gestion pessée de l'Office public d'HLM de le ville empoisonne depuis des mois le vie de le capitale des Alpee. Cet organieme, qui gère plus de 8 500 logements, principalement dens l'egglomération grenobloise, e eccumulé ces dernières ennées un déficit record, évalue à 110 millions de francs, qui continuera à e'accroître jusqu'en 1994 pour atteindre 170 millions.

GRENOBLE

de notre correspondant

Chargés d'examiner les comptes de eet organisme contrôlé par la ville de Grenoble, les responsables de l'Unioo nationale des HLM oot de l'Unioo nationale des HLM ooi mis au jour une série rare de fautes de gestion. Ainsi l'OPALE, pour des raisons encore aujourd'bui confuses, a contracté 30 millions de francs d'empruots en deutschemarks, qui se sont révélés très pénalisants pour ses finances. Le taux de recouvrement des loyers de cet organisme de HLM est actuellement de 80 %, très us de la moyenne nationale au-dessous de la moyenne nationale (95 %). L'office e eussi mené, ces

dernières années, une politique de rébabilitation couteuse de son parc

immobilier. Un rapport réalisé par le conseil général des ponts et chaussées à la demande du ministère du logement evait dejà mis en évidence, au début de 1990, des pratiques très dou-teuses entre l'OPALE et un certaio nombre de bureaux d'études proches du RPR (le Monde du 22 mai 1990) : des contrats furent « suréva lués », d'autres » payès deux fois » et des factures furent « probablement gonflèes », seloo la missioo d'inspectioo. Les dépenses supplémentaires avaient été évaluées à 16,9 millions de francs. «L'ensemble des faits évo-qués ou même simplement certains d'entre eux justifieraient l'ouverture d'une information judiciaire » avaient conclu les rapporteurs.

#### Equilibre artificiel

Le parquet de Grenoble avait déposé une requête auprès de la chambre erimioelle de la Cour de chambre erimioelle de la Cour de cassation, où figurait sussi le nom du maire de Greooble, M. Alain Carignoo, qui s'était impliqué persoocellement dans le règlement de certains problémes traités par l'office; meis la procédure engagée n'eut nas de suite pour ce dernier. n'eut pas de suite pour ce dernier.

Le rapport de l'Union nationale des HLM constate que jusqu'en 1989 – date des élections municipales de l'Ora de pales - les bilans de l'OPALE furent présectés artificiellement en équilibre, et que des embauches de compleisance se sont multipliées dans cet organisme à partir de 1985, alors que les activités de construction diminuaient fortemeot. Finalemeot. l'OPALE n'était pas gouverné. même si M. Carignon, qui o'est ni président de cet organisme ni admiprésident de cet organisme ni admi-oistrateur, iotervenait parfois dans la gestion de la « maison» pour don-ner un coup de pouce en faveur de tel ou tel cootrat ou exprimait, à tra-vers de courtes notes manuscrites, ses préférences dans la conduite des ses préférences dans la conduite des affaires de l'office.

Pour sortir de l'impasse daos laquelle se trouve aujourd'bui ce dernier, la ville de Grenoble et le département de l'isère devroot très vite trouver 112,5 millions de francs : l'Etat, à travers la Caisse de garantie du logement social, prendra à sa charge 37,5 milliards, à coodition cependant que les collectivités locales s'engagent à rendre beaucoup plus saine et plus transparente la gestion de l'OPALE.

CLAUDE FRANCILLON

Avant la grève des assurances du 30 mai

# L'opération « banques mortes » a été largement suivie

suivie, le 19 evril. Selon l'AFB (Association française des banques), la participation aurait oscillé aux alentours de 40 %, avec de fortes différences seloo les régions.

Les organisations syndicales, quant à elles, évaluent leur score entre 60 % et 80 % et estiment que leur mot d'ordre a davantage connu de succès en province. Le SNB-CGC (Syndicat national des banques) estime que plus des trois quarts des guichets ont été dans l'incapacité de fonctionner et

Décidée par tous les syndicats
(CFDT, CGT, FO, SNB-CGC,
(CFTC), l'opération «banques
mortes» e semble-t-il été largement
mortes» e semble-t-il été largement
mortes» e semble-t-il été largement collective nationale, applicable dans 400 établissements, qui emploient 250 000 salaries. Au même moment, dans le secteur

professionnel voisin des assurances, les cinq organisations syndicales viennent d'appeler à des arrêts de travail pour le 30 mai. Là aussi, ils protestent cootre la dénonciation, le 15 avril, de la convention collective par la Fédération française des socié-tés d'assurances (FFSA).

### REPÈRES

### CHÔMAGE

Augmentation en février dans la CEE

Selon Eurostat, l'office statistique de la CEE, le chômage e aug-menté en février dens les douze pays de le Communeuté, pour le première fois depuis einc taux de demendeurs d'emploi per repport à le populetion ective est passé de 8,4 % à 8,5 % en un an La Grende-Bretagne est particulièrement touchée per cette évolution, avec une heusse ennuelle de 1B %, son taux de chômage e élevant à 7,5 %, contre 6,3 février 1990. La France, le Belgique, le Denemerk et l'Irlende ont connu des eugmentations de 4 %. En revanche, l'Italie, le Portugal et l'Espegne ont enregistré une beisse de 4 %. Dens l'encienne RFA, la diminution e été de 13 %, meis l'encienne RDA e vu son nombre de chômeurs quadrupler en huit mois, de 142 000 à 787 000.

### PRIX

Les producteurs de lait dénoncent une

## « situation dramatique »

La Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) eetime que le gouvernement cautionne une situation aux conséquences dremetiquaa pour les producteurs en « tolérant les manœuvres insidieuses » de le Commission des communeutés européennee, indique la FNPL dans un communiqué publie le 19 evril.

La FNPL ettire eusei l'ettention des pouvoirs publics sur leurs responaabilités e en ne mettant pas un terme aux pressions du sectew de la grande distribution sur les paix des produits laitiers ».

### EN BREF

de matériels ». - (AFP.)

Crédit lyoonais : bénéfice net en haasse de 18,5 %. - Le Crédit lyonnais e enregistré en 1990 un béoéfice net coosolidé (pert du groupe) de 3,7 milliards de fracs, cootre 3,1 miliards de francs en 1989, eo progression de 18,5 %. Bien que le Crédit lyoonais n'ait Le Fonds monétaire internatiopas divulgué ses résultats à pér nal (FMI) e anooncé jeudi 18 avril tre constant, le bilan consolidé proevoir accordé à le Pologne une aide finencière de 2,5 milliards de gresse de 20 % à 1 463 millierds de francs, contre 1 221 milliards de dollers (14 milliards de francs francs l'an passe. Le produit global enviroo) écheloonable sur trois d'exploitation s'est établi à ans. Cet epport vise à soutenir les 40,8 milliards de francs, cootre réformes économiques entreprises 35.2 millierds de francs en 1989 par Varsovie et à eider le pays à (+ 16 %). Les frais géoéraux ont progressé de 16 % à 29,2 milliards de francs (contre 25,1 milliards en régler se facture énergétique. Le gouvernement de M. Jen Krzysztof Bieleeki s'est pour sa 1989), dégascant une bausse de part engagé à limiter le déficit bud-gétaire et à mener uoe politique 15 % du résultat brut d'exploitation à 11,66 milliards de francs contre 10,15 milliards de fraocs monétaire très striete. Cet accord l'en passé. La faible dotation des pessé avec le FM1 intervient un provisions pour risques pays explimois après l'annonce par les créanque pour partie la progression des eiers officiels de Varsovie d'uoe résultats par rapport eux coneurréduction de 50 % de le dette publique, nne décision qui provoents. que encore de nombreuses protes-

 Le CIC annonce des résultats en baisse de 20 %. - Le Compagoie financière de CIC et de l'Union européenne (filiale bancaire à 56 % 'du GAN) a anooncé un résultat net (part du groupe) de 811 millions de francs, en retrait de 20 % par rapport à 1989. « Ce résultat était attendu et n'est pas décourageant ». a decleré le directeur géoéral du groupe CIC, M. Gilles Guitton, soulignant que l'importent effort de réorganisation du groupe et le constitution de très importantes provisions ont profoodément pesé sur les résultats fineux.

GAN : résultat net consolidé en baisse de 4,5 % en 1990. - Le GAN (Groupe des assurances oationales) a dégagé en 1990 un résultat oet eoosolide (part du groupe) en baisse de 4,5 %, à 2,4 milliards de fraocs eootre 2,5 milliards de francs en 1989. Les résultats ont été boos pour les sociétés fraocaises, mais mauvais pour les filiales étrangères. Sur les 447 millions de francs de pertes à l'étran-

ger (+ 185 MF en 1989), la filiale britaooique Minster en aecapare près des deux tiers eo raisoo ootammeot des aléas climatiques et de la catastrophe en 1988 de la plate-forme pétrolière Piper Alpha. Le résultat oet se répartit entre un total de 1,9 milliard de fraocs généré par les activités assuraoces du groupe (1,781 milliard en 1989) et 500 millions dus à l'activité bancaire et financière (687 millions en

a Thomson-CSF prévnit pour cette année des résultats eo bausse. - En présentant ses résultats de 1990 (2,2 milliards de francs de bénéfices nets), M. Alain Gomez, PDG de Thomson, a annonce qu'il s'ettendait à une emélioration pour 1991 malgré un ebiffre d'affaires en réduction attendue de 5 % à 8 %. Cette hausse proviendra de « l'allègement des charges de restructuration comptabilisées pour l'essentiel en 1990 ». Ces charges ont été de 1,1 milliard de fraocs роцг 1990.

u Air Mertinique et Alr Guadeloupe s'associent avec Minerve pour one desserte des Antilles. deux compegnies locales Air Martinique (controlée par le département et la région) et Air Guadeloupe (qui va accroître son capital détenu par le département et Air France) vont assurer trois aller-retour de Paris vers la Mertinique et euteni vers la Guadeloupe à partir du 7 juin. en louant à Minerve (dont le Club Méditerranée possede 50 %) un DC10-30 avec ses équipages techniques. Les tarifs seraient comparables à ceux d'Acromaritime, filiale d'Air France. Les trois partenaires ont aussi conelu un accord commercial. Ils esperent transporter 120 000 passagers en année pleine, assurant ainsi 10 % du tralic entre les Antilles et la métropole et ont prèvu de partager les bénéfices.

D La CGT et FO font froot common ebez GDF. - Les organisations syndicales oot vigoureuse-

ment reagi, vendredi 19 avril, à l'adoption par l'Assemblée natio-nale d'un amendement qui pourrait remettre en cause le monopole de Gaz de France dans la distribu-tion de gaz natuel (le Monde du 20 avril). Fait rarissime, les fédérations CGT et FO des industries électrique et gaziére ont publié un commuoiqué commuo pour défendre le service public. Elles appellent eosemble à une jounée nation nale d'action le 25 avril, « marquée par des arrêts de travail. pourront s'accompagner de baisses charge dans les unités de production ».

u Une table roude pour les mineors de Carmaux. - Pendant laréunico du comité d'établissement de la mine de la «Grande découverte » à Carmaux (Tarn), le 19 avril, quelque 300 mineurs ont occupé les loceux. Les mairies du bassin houiller et des communes voisines sont restées fermées. Un plan prévoyant 344 suppressions d'emplois et une réduction de la production, ramenée de 400 000 à 200 000 tonnes per an avec un effectif de 285 personnes, devait être annonce. Dans la soirée, les manifestants oot obtenu de la direction de Cherbonnages de France un accord de principe pour le tenue d'une table ronde

o M. Micbel Leclerc emdarané. Miebel Leelere, frère de M. Edouerd Leelere, s été condamné vendredi 19 avril à uo an de prison per le tribunal de Nenterre pour « infraction à la législetion de gérer, banqueroute et détournement». De 1982 à 1986, il eveit dirigé quatorze sociétés, pour la plupert de distribution d'esseoce, elors qu'il avait été condamné le 6 juillet 1982 par arrêt cootredictoire de le cour d'appel de Paris à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 francs d'amende pour eseroquerie et abus de biens socieux, ce qui lui ioterdisait de diriger toute société, eo vertu des arrieles 6, 7 et 8 de le loi du 8 août 1935.

# de raconquête face à la supré-

Les dirigeants des cinq grands groupes électroniques européens se sont réunis à Paris L'événement a été tenu secret. Il n'en illustre pae moins

La définition d'une stratégie de reconquête du secteur

le rôle plus actif qu'entend jouer la Commission de Bruxellas face eux défaillances de l'induetrie électronique européenne. Les dirigeants de Bull, Siemens, Thomson, Olivetti et Philips se sont en effet réunis vendradi 19 evril à Paris soue lee auspices du patron de l'exécutif européen, M. Jacques Delors.

metie nippone et américaire dens le secteur. Le vice-président da la Commission chargé de la recherche et de le technologie, M. Filipo-Merie Pendolfi, aurait participé à ces entretiens.

tetions, notemment de le pert du

A Bruxelies, on se morntre tràs discrat sur cette initietive : le principe même de le réunion - officiellement démentie par Bruxellee - e fire per feire l'objet sur la définition d'une stratégie d'une confirmation officieuse.

# Dernières gelées printanières?

INDICE CAC 40

Les Saints de glece eureient-ils pris de l'avence sur le celendrier? Les nouvolles gelées survenues ces derniers jours Rue Vivienne don-

nent en tout ces reison eux pertisene de la prudence fece eux espoire d'une reprise de l'expansion toujours en devenir Avent que le froid frappe è

nouveau, cette semeine s'éteit ouverte sur une note mi-figue miraisin. Lundi, d'ebord presque immobile (+ 0,07 %), le Bourse eveit bien tenté de se redresser durant la séance (+ 0,58 %). Mais, visiblement en petite forme, elle avait ensuite jugé bon de ne pas insister (+ 0,05 %). Mieux valait. Le lendemain, elle se mit à grelotter (- 1,07 %). Mercredi, dopée par New-York, le place parisienne se ressaisissalt (+ 1,47 %). Peine perdue. Vingt-quatre heures plus tard, reprise par le froid, elle se remit à claquer des dents. Le température ne fut pas plus clémente à la veille du week-end, et, en clôture, l'indice CAC 40 s'établissait à 1,36 % au-dessous de son niveau précédent. Bref, pour la deuxième fois de suite, le semaine s'est Bchevée sur une baisse, de 1,66 % cette fois-ci.

Inquiétant? Apparemment, pes vraiment. Pris en bloc, les chiffres, en tout cas, ne le sont déjà pas. Six semeines se sont écou-

lées depuis l'errêt d'une des plus longues périodes de heusse que le Bourse ait connues (entre les 16 jenvier et B mers). Et depuis, melgré leurs divegetione, les valeurs françaisee n'ont qu'assez peu entamé (2 % seulement) leur evence (+ 25,4 % eu B mars). La marge de coneolidation reste donc importente. Deuxième constetetion : la beisse de le semeine écoulée e été en bonne pertie due au facteur technique. La liquidetion générele d'evril aura lieu lundi 22 avril. La proximité d'une telle échéence entreîne toujours des ventes bénéficieires, eurtout quend cette liquidation eet gegnante. Et celle-cl l'eet encore un peu (+ 2.6 %), pour le troisième fois

Troisième élément d'eppréciation : l'espoir toujours tenace d'une reprise de l'expension. Il a été fort melmené ces derniers jours, eussi bien par l'INSEE que per l'institut de prévisions économiquee et financières pour le développement des entreprises (IPECODE), qui ne décèlent, ni l'un ni l'autre, le moindre signe annoncleteur d'emélloretion, mais discernent, checun de leur côté, du chômege en plus, des difficultés budgétaires et peu de croissance pour 1991 (1,5 % le premier, 1,6 % le second), beaucoup moins que n'en avait prévu le ministère des finances (2 %). Les experts du FMI s'en sont mêlés en révisant à la beisse leurs prévisions de croissence

pour les peys du groupe des sept (1,4 % en moyenne seulement, contre 2.8 % pour 1990). Meis rien n'y fait. Prudents certes, investisseurs et profeesionnels reetent essez optimistes. Le chroniqueur de le société de Bourse Didier Philippe partege cette relative confiance, estimant que le configuration monétaire ectuelle « devrait autoriser un supplément de hausse des ections de l'ordre de 10 % ».

#### Peugeot qui rit, Michelin qui pleure

Il est vrai que les bouillonnements prometieurs enregistrés depuis quelques joure à Well Street, où le « Dow » vient de franchir, pour la première fois de son histoire, le barre des 3 000 points, sont venus è point nommé renforcer un sentiment redevenu confus et décelé per rapport à la réalité. Les analystes américains prêtent à le grende Bourse new-yorkaise une capa-cité immédiate de heusse de 5 % à 10 %, « Well Street, dit-on, ne se trompe jamais. » Quand, en eoût 1982, le marché eméricain s'était embrasé, la récession battait son pleln, et personne n'y evelt cru. Trois mois plus terd, commençait une des plus Iongues périodes d'expension de l'histoire des Etats-Unis.

Michelin e encore défrayé la chronique. Le premier manufecturier du monde e publié ses résultats pour 1990. Déses-treux | Le déficit consolidé frôle

Valeurs diverses

FuroDisney

Havas ..

Europe I (i).

roupe Cité ...

nes Chatillon ...

(11 Coupon 14 F.

les 5,3 millierds de frencs, dont 3,5 millierde environ proviennent dee frais de restructuration et du coût des quatre mille neuf cents suppressione d'emplois. A cet égerd, il n'est pes inintéressent de noter que Bibendum en est è son cinquième plan social depuis 1983 et que, en l'espace de huit ans, il a supprimé seize mille emplois. Un quesi-record. «Ce n'eet plus de le compression, mais une vraie liquidation », assuraient férocement des boursiers. Et d'ajouter : « Michelin ne sait-il rien feire d'eutre pour redresser la barre? » On peut se le demender. Les problèmes posés par les surcapacitée mondieles et par la guerre des prix ne datent pas d'eujourd'hui. En revenche, l'alourdissement du poide de le dette (40 % du chiffre d'affaires) eccrédite l'idée que Michelin a peut-être eu les yeux plus gros que le ventre en rechetant Uniroyel Goodrich. De toute façon, les stretèges clermontois aurelent dû s'apercevoir que le pneu s'était banelisé pour devenir presque une « commodité » (une matière première). Si Michelin est à la peine, Peugeot est à l'honneur evec des résultats superbes (9,5 milliards de francs), comparés à ceux de ses concurrents. Meis, evec le menace jeponeise, M. Jecques

Calvet, son président, est inquiet ANDRÉ DESSOT

19-4-91

109,05 122,30 t01,10 109,75 100,25 102,40

3 950 99,71 99,60 99,60 99,75

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Diff.

0,04 0,10 0,10 0,20 inch

+ 0,15 + 40 + 0,01 - 0,02

Haisse K

Valeurs à revenu fixe

pour l'avenir.

PME 10.6 % 1976... 8.80 % 1977 ..... 10 % 1978 ..... 9.80 % 1978 ....

9 % 1979.... 10,80 % 1979... CNE 3 %.....

CNB bq. 5 000 F.

CNB Panbas 5 000 E

CNB Sucz 5 000 F.

Total (Fee Pet.)...

Auxil. Entrep.

Diff.

+ 11

1,70

23 20

533 - 20 323 - 5,90 365 - 5,90 134,80 + 3,30 542 - B 454,30 - 13,70 841 + 14

19-4-91

487

356,50 118,50

125 47,10

533

265 726

### **NEW-YORK**

# Record battu, mais...

NOICE DOW JONES s'inscrira dans les annales de Wall Street. Pour le première fois de l'bis-153 % loirc, le célébre indice Dow Jones

est on offet parvenu à franchir la barre des 3 000 poiots cl à se maiotenir au-dessus jusqu's le clôture. Las! Cet effort n'a pas été récompcosé et. sur des ventes bénéficieires, le Bourse ncw-yorksisc s'csi nettement alourdic à le veille du week-cod, Le record e été battu, mais il reste encore à le concrétiser. La scrieine ne s'en achève pas moins sur une beusse de 1,53 %.

Co n'est rien de dire que lo senliment est haussier a New-York. mais sur fond de confusion. Il s'établi1 enlièrement sur l'idée que la reprise économique est, sinon immincote, du moins très procbe et que le FED abaissera sa garde sur les teux pour la favoriser. Les mauveises statistiques sur la production industriclle et les mises en chantier de logement pour fevrier ont contribue è la renforcer. Mais, presque simulta-nement, l'annonce d'une régression du chômage et d'une contraction du déficit commercial ont peru témoigor que l'économie américaine sysit touche le fond ci qu'uoc détente des taux ne devensit ainsi plus nécessaire. Du moins si l'on en croit le Washington Post. M. Micbael Boskin, chef des conseillers éco-

nomiques de la Maison Blanche. continue de croire à un assouplissement du crédit. De quoi brouiller l'esprit des investissenrs, qui. par prudence, ont pris quelque distance avec le marché. Selon les analystes, la controverse ne devrait rependant pas empecher le merché de remonter de 5 % à 10 % dans les deux à trois mois à venir. « Remind you august 1982 », dil-on eutour du Big Board, fsisaot ellusion à unc hausse incompréhensible à l'époque en pleioe récession. Trois mois plus tard, les Etats-Unis entraient deos le plus long cycle d'expansion de son bistoire. Indice Dow Jones du 19 avril : 2 965,59 (c. 2 920,79)

965,39 (C. 2 920,777				
	Cours 12 avril	Cours 19 avril		
Alcoa ATT Baceing Chase Man. Bank Da Pont de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger UAL Corp. (ex-Allega Union Carbide USX Westlighouse Xerox Corp	62 1/4 35 1/4 47 17 5/8 38 1/2 41 1/2 59 3/4 31 1/2 73 22 7/8 108 3/8 57 1/4 66 5/8 59 68 1/8 59 153 1/2 17 1/8 17 1/8	55 5/8 62 3/4 67 5/8 158 1/4 17 3/4 33 1/4		

### TOKYO

# «Wait and see»

Operations de rouline. La plece de. Tokyo o'a pes encore réussi cette semaine à sortir de l'indécision, qui la

merque depuis quelque temps. Bien rodé, le scénario n'a pas failli cette fois-ci cncore. Regagnsnt le terrain perdu en début de mois, l'indice Nikkei s'est rapproché de la barre des 27 000 points jusqu'à la frolcr pour eussitôt décrocher. Bref, lout est à recommencer. « Ce petit jeu durera tant que la Banque du Japon n'aura pas ahaissé ses taux d'intérêt », svertil la maison de titres Yamaïichi.

L'ouverture lundi s'était pourtant bien passée. Au cours du faux G-7 de Londres, le secrétaire américain eu Trésor, M. Nicbolas Brady, el le mioistre des finances japonais, M. Ryutero Hashimolo, veoeient de tomber d'accord pour mette en event le desear de calenveoeient de tomoer d'accord pour mettre en evant le danger de ralen-tissement général de l'activité éco-oomique. Et les opérateurs de voir dans cette déclaration le signe pré-curseur d'une détente monétaire. Même son de cloche mardi, puis

Irrégulier

- 0,20 %

La tendance a été très irrégulière cette semaine au Loodoo Stock Exchange, qui e fioalemeoi ter-

miné le parcours sur un peu d'ef-

frilemeot. La bausse du chômage,

la plus forte depuis viogt ans, la montée plus importante que pré-

vue des prix de gros : eutzni de facteurs qui ont créé un climat d'indécision. Comme les antres

pleces, Londres e oéanmoins pro-

fité de « l'effet Wall Street ». Le

maintien des taux allemands et le

bonne performance d'ICI ont éga-

lement contenu les humeurs bais-

**LONDRES** 

mercredi, où sur fond atone avec des volumes faibles, le Nikkei s'est mis à grimper, « Pas trop mal », jugeait un professionnel. Puis le vent a tourné et plus rient n'est par-venu à rendre le sourire au Kabu-tache Ni le ressage de Wall Street to-cho. Ni le passage de Wall Street eu-dessus des 3 000 poiots, oi la publication d'une progressioo insi-gnifiante de la masse monétaire. Raisoo de cette bumeur résolument meussade : pour partie l'échec de la visite bistorique de Mikhail Gorbatchev a Tokyo, surtout l'affaiblissement du yen face

Indices du 19 evril : Nikkei 26 541,97 (c. 26 582,50); Topix, 1 998,07 (c. 2 004,56). . BRUNO BIROLLI

200

医水面水黄蜂

	Cours [2 avril	Cours 19 avril
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp.	824 1 130 1 580 2 680 1 440 1 740 803 6 570 1 830	810 1 110 1 610 2 640 1 420 1 730 783 6 610 1 850
Towers Meters	1 1 034	1 6 90

### Banques, assurances, societes d'investissement

	19-4-91	Diff.
AGF	530 1 121 130,10 495 646 1 085 360 726 268,50 1 649 1 856 N.C. 782 93,56 1 649 1 856 N.C. 782 93,56 1 649	- 12 - 30 - 8,90 - 4 inch. - 2,3 + 3,50 - 61 - 6,80 - 24 - 29 - 20 - 12 + 7,10 - 14 - 21,50 + 10
Suez (Co fin.)		0 - 12,60
UAP	501	+ 5,20
UCB	160_	1+ 3,24

Alimentation				
	19-4-91	Ditt.		
Bèghin-Say	1 250 3 993 777 285 1 200 2 045 1 409	- 8 + 10 + 3 - 4t - 5,10 - 105 - 4 + 87 - 18 - 1 - 42 + 24 + 2 + 2 - 45 - 100		

### Anite chimiques

Produits chimiques				
	19-4-91	Diff.		
lost. Méricux Labo Roger Bellon Roussel-Uctaf Synthélabo BA5F Bayer Hoechst Imp. Chemical Norsk Hydro	777 842 940 873 113,50	- 50 - 40 + 2 + 2 + 40 + 22 + 38 + 4,50 + 3		

### Pétroles

BP-France 120,50 - 2 ELF-Aquitaine 662 - 26 Primagaz 440 + 15 Sogerap 730 + 17 Total 730 + 17 Expon(1) 345,20 + 45,2	_ <del></del>			
ELF-Aquitaine 335,40 - 9,50 ELS0 440 + 15 Primagaz 440 + 17 Total 730 + 17 Total 345,20 + 15,2		19-4-91	Diff	
Petrolina	ELF-Aquilaine  Esso  Primagaz  Sogerap  Total  Exxo (1)	335,40 662 440 417,90 730 345,20	- 26 + 15 - 15 + 15 + 15	5 2,1 7 5,2(

PUBLICITÉ FINANCIÈRE 45-55-91-82, poste 4330

### Metallurgie, construction mécanique

	_		
	19-4-91	Diff.	
Alspi Dassauli-Avration. De Dietrich Fives-Lille Penhoët Peugeot SAGEM Strafor, Facom Valiourec	439	- 14.90 + 9 - 114 - 12.9 - 29 - 11 + 42 - 31 - 11 - 15	
Mines, caoutchouc			
	1 10 4 01	Diff	

	19-4-91	-	Diff.
Géophysique	695 312,30 101,80 86 54,05 1,74	E	25 7,1 6,9 1 1 0,0

## (11 Coupon de 1,35 F.

Batiment, uz	tvaux p	ши
	19-4-91	Diff.
Auxil. d'enir	1 113	+ 18.90 - 3,90 - 35

	19-4-91	Diff.
Auxil. d'entr	113	+ 41 - 10 - 5,30 + 18,90 - 3,90 - 35 - 17,40 - 10

### Mines d'or, diamants

194.91   Diff.   174   337		hlics	MITTIES IN OIL		_
1   156	nent, travaux	puvucs		19-4-91	Diff.
	Fenir	+ 41 - 10 0 - 5,30 + 18,90 0 - 3,90 - 35 0 - 17,40 - 10	Amgold	337 61 138,40 57,20 19,85 25,65 15,75 38 15	+ 3 - 1,20 + 7 + 0,30 + 0,60 - 3,70 isch. + 15

MATIF Notionnel 10 %. -- Cotation en pourcentage du 19 avril 1991 re de contrats : 80 900

Mounte de com				
		ÉCHÉ	NCES	
COUR5	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91	
	106,58	106,56	106,52	
Premier	106,70	106,64	106,52	
+ haul	106,40	106,46	106,52	
+ bas	106,40	106,50	106,52	
Dernier	106,40	106,38	106,34	
Compensation	100,40	l		

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeudi

`	.0010 4-		17 4 61	18-4-91
12.4-91	15-4-91	<u> 164-91</u>	17-4-91	
	2 446 741	3 310 332	3 653 522	3 190 009
9 925 215	7 597 903	8 157 272 113 941	6 701 003 155 361	5 256 361 168 981
317 229_	282 403	11 (00 273	10 509 886	8 615 351
13 006 859	1 10 327 129	FF. hase 10	0, 28 décem	bre 1990)
2 Onoun	JEMS (True	1 1100	l 119.2	118,6
118,9	1 119,1	1 11010	1 113,2	1 113,5
Ftrangères . 112,1 112,6 1 112,7				
INDI	CES CAC	du lundi sa v	T	19-4-91
1 12401	16.4.01	17-4-94	184-91	[9-4-71
12-4-91	10-17-		981)	
	4971	1 485.7	407,1	483,13
i (b	ase 1 000, 3	décembre 1	(987)   1 815,74	1 791,12
1 822 35	1 1 802.91	1 1 825,43		
	12-4-91 2 764 415 9 925 215 317 229 13 006 859 S QUOTID 118,9 112,1 INDI 15-4-91 (b	2 764 415 2 446 741 9 925 215 7 597 903 282 485 13 006 859 10 327 129 S QUOTIDIENS (INS) 118,9 119,1 112,1 112,6 INDICES CAC (15.4-91 (base 100, 31 487,8 487,1 (base 1 000, 3)	12-4-91	12-4-91

# VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

IKALIEES AU DIN ( )	ł
Nbru de titres cap. (F) Nouv. Galer 1 545 391 1 334 778 865 Akcatel Alsth 1 403 070 837 222 688 Paribas Act. A. 1 547 809 706 733 856 Ciments franc. 1 376 837 600 717 818 Total (F. pētr.). 647 073 464 047 91.3 Occident. (Gic) 512 740 406 718 834 AGF 730 629 397 778 066 730 629 397 778 067 Eaux (Gen.) 147 685 374 217 467 Eaux (Gen.) 648 524 354 471 427 BSN 413 796 349 529 59 Elf Aquit. 992 067 340 257 58 LVMH MH. 89 808 334 299 54 Suez Comp. 891 022 319 984 39 Cap Ge. Sogeti 751 223 319 983 63  (*) Du veudredi 12 avril 1991 au jeud	7 2681

# MARCHÉ I IRRE DE L'OR

MARCHE LIB	VE DE	<u>- VII</u>	ı
	Cours 12-4-91	Cours 19-4-91	
Or fin (die en bern)  fath en laged  Price française (20 fc.)  Price strançaise (10 fc.)  Price strançaise (20 fc.)  Price strançaise (20 fc.)  Price strançaise (20 fc.)  Price strancaise (20 fc.)  Price strancaise (20 fc.)  Sovereite  Sovereite  Densi-sovereite  Price de 20 dellers  5 dellars  5 dellars  - 5 dellars  - 10 dellars  - 20 marks  - 10 ffuries  - 5 scollers  - 5 scollers  - 5 scollers  - 5 scollers	390 410 383 378 375 477 496 389 2 960 1 060 2 480 391	60 250 250 380 404 985 387 387 484 480 390 1 065 677,95 2 475 397	

### sières des opérateurs. Indices «FT» du 19 avril : 100 veleurs, 2 520,1 (c. 2 526,1); 30 valeurs, 1 980,1 (c. 1 997,5); mines d'or, 140,2 (c. 141); Fonds

ão	d'Etat, 84,84 (c.	85,35 <u>)</u> .	
04     85     87		Cours 12 gvril	Cours 19 avr
80 84 89 990 990 965 77,50 485 475 397 267	Bowater BP. Charter Courtaulds De Beers Glazo GUS ICI Reuters Shell Unilever Vickers	15,30 10,45 8,68 4,97 7,62	6,42 3,47 4,83 3,81 13,31 10,84 15,30 11,67 8,77 5,11 7,66 2,2

### **FRANCFORT** Grâce à Wall Street

+ 1.02 % Le marché allemand s'est nettement raffermi cette semaine. Mais l'indice DAX, eprès avoir atteiot le 17 avril son plus niveau de l'anoée,

a du rendre la main, n'en conservant pas moins un gain de 1,02 %. Favorisée par les bouillonnemeots de Wall Street, la vaguc d'ecbats e été alimentée tant par des ordres d'origine allemande que d'origine étrangère. Les opérations de liquidation ont oéanmoioe incité les investisseurs à prendre une partie de leurs bénéfices. Seule ombre au tableau ces deraiers jours : l'incertitude sur les élections régionales de Rhénanie-Palatinat, le fief du chancelier Kohl, considérées comme uo véritable

Indices du 19 avril : DAX, 1 597,37 (c.1 583,14); Commerz-bank, 1 923,30 (c. 1 902,40),

Option 1 723,50 (0	Cours du 12 avril	
AEG	638,50 248,70 582 288,90	204.80 250.80 280,50 260,50 641,50 260,30 616 284 593,50

# L'Espagne à la place de la France?

L'Espagne s'aipprête à émettre son secondé empreunt on écus. Confiée à une des gandes banques de ce pays, la Banesto, la transaction sera importante, d'une taille pouvant alles jasqu'à l'miliard. On lui présit généralement un fort bon accuen. Sa durée, espère-t-on, devrait être mèyenne, de l'ordre de six à huit ans. Si tel était le cas, elle ne tarderait nas à prendre la Land Market of Sales 14 elle ne tarderait pas à prendre la place laissée vacante par le Trésor français, qui, quant à lui, incite les détenieurs de ses obligations de six ans à s'en défaire pour les échanger contre de nauvelles, beaucoup plus iongues, qui seront remboursées dans onze ans. Un des principaux avantages que Paris peut tirer de son nffre d'échange est d'ardre technique, celui d'étayer san prupre marché à terme, le Matif, face à celui de Londres. La concurrence entre les principales places financières de notre continent est très vive, et les autorités ne ménagent aucun effort pour promouvoir le rôle de leur. capitale.

Antre grand paya européen à retenir l'attentinn ces derniers jours sur le marché international des capitanz, l'Italie n'a finalement que peu souffert de la sévérité d'un des principaux établissements d'évaluation de crédit: Moody's vient de laisser entendre qu'il pourrait nbaisser la note qu'il donne à la dette italienne. Jusqu'à présent il lui accordait son prestigieux « AAA », qu'il réserve aux meilleurs des emprimteurs. L'ampleur de l'endettement du secteur public transafpin, qui dépasse le produit national brut, l'incite à changer d'avis --

N. P. ISA.

No. Mary 2

M- - IN THE

W. W. 1. T.

the property than

THE PLANE

1 1 TO 1 TO 1

11 27 10 10

\*\*\*\*\*

N 4.

STATE OF

100

#### L'Afrique do Sud emprante en dollars

L'Italie a, comme la France, un grand emprunt en écus qui viendra à échéance en l'an 2000 et avant que Moody's n'ait fait part de sa menace, jeudi 18 avril, le premier rapportais dix points de hase (ou centièmes de point de point que les de les courses de la point que les de les courses de la point que les de les courses de la velle du weekend, l'écart s'erat crissé à deuxe points les tières italiers modouze points, les titres italiens pro-curant un rendement de 9,14 % et les français de 9,02 %. La difféa un an à la sortie de ces deux

Depuis que l'an dernier les Duuze ont décidé à Luxembnurg de lever une partie des sanctions an vigueur contre le régime de Pretoria, la perspective d'un retour de l'Afrique du Sud sur l'euromarché semble se préciser. Ce pays n'a plus offert d'obligations internationales en snuscription publique depuis 1985, Jusqu'un milien d'avril, seules quelques rares transactions privées ont vu le jour, principalement en francs suisses et en dentschemarks, comme celle émise en mars par Eskum, la société nationale d'électricité de ce pays (le Monde duté 17-18 mars) on même en livres sterling. Il est difficile de se faire une idée exacte de la situation, car il ne transpire que fort peu de ces affaires. Mais, des indications dont un dispose, il ressort que, dans l'ensemble, ces six dernières années, leur volume est demeuré très faible, et qu'il ne s'est agi que de prolongation d'em-prunts venant à échéance.

Ce qui distingue la plus récente transaction de ce genre, lancée jeudi 18 avril, c'est qu'elle est libellée en dollars des Eusts-Unis, la devise reine de l'enromarcht. Certains spécialistes y voient une sorte de désenciavement qui préfigurerait une réouverture totale aux signatures aud-africaines. D'antres se montrent beancoup. plus prudents dans leur interprétation. Pour enx, le choix de la monnele américaine s'imposait car la nanvelle apération a pour but de remplacer partiellement une ouro-émission de la République sudafricaise de 75 millions de dollars, montée en 1985 par le truchement de la Commerzbank et que Preto-riz doit rembourser le 30 avril de cette année. Les nouveaux titresémis au pair rapporteront 10 %. l'an durant trois ans, dit-on outre-Rhin. La question demeure copendant très délicare et à Francfort, officiellement, uni se veut confir-mer l'existence de cette emission privee. L'apposition taujaurs manifestée à la levée des sanctions africain, pese d'un poids trop lourd

rence demeure insérieure à celle de pour que dans les milieux sunan-quinze points de base mesurée il y ciers on se décide à parler nuverciers on se décide à parler nuver-tement de la dette sud-africaine.

#### Emission record d'une société européenne

Dans le compartiment des emprants liés à des actions, l'opération la plus en vue de ces derniers jours a pour émerteur une entreprise de la société pharma-eeutique Roche. La transaction retient l'attention pour un grand nombre de raisons. Son montant de 1 milliard de dollars est gigantesque. C'est vraisemblahlement la plus volumineuse de sa catégorie jamais lancée pour le compte d'un groupe industriel eurapéen. La signature, particulièrement appré-ciée, est des plus rares. Roche n'avait jamais auparavant sollicité l'euromarché. La construction est d'un type nouveau. Les obligations d'une durée de dix ans sont accompagnées de warrants qui, à nne date précise d'un peu plus de trois ans, assureront à leurs détenteurs un revenu. Ce revenu dépendra certes du cours de l'action au porteur, Roche holding, nu mament de l'exercice, mais contraîrement aux warrants babituels, qui sont des bans d'acquisitina d'actions, un rendement minimum est

garanti. Le tant se présente de la façon suivante. Chaque ubligation de 10 000 dullars est munie de 73 warrants qui sont immédiare-ment détachables. L'investisseur qui, co mai 1994, présentera 100 de ces warrants, recevra au mains 7 000 francs suisses, même si le cours de l'actinn était inférieur à ce prix. An cas où dans trois ans il aurail valu davantage, le rapport sersit plus élevé, mais il ne dépasserait pas 10 000 francs suisses. Roche pourrait alors, à son choix soit fournir une action en échange de 100 warrants, soit s'acquitter du montant en espèces. Les nhigetions seront rémunérées au taux de 3,50 % l'an insqu'en 2001. L'aporation était placée sous la direction de la Société de banque suisse. Elle a suscité un vir intérêt auprès des investissents institutionnels.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

# Brusque flambée du dollar

quatre heures pour la devise américaine, entre jeudi 18 avril dans l'après-midi et vendredi 19 avril en fin de journée! Cette hausse s'est exercée, essenticilement, vis-à-vis des monnaies européennes et, surtout, du nark allemand manifestement affaibli malgré les déclarations martiales des officiels allemands. A la veille du week-end, le dollar valait 1,7350 DM et 5,85 F, venant de 1,6750 DM et 5,65 F, battant son record (de l'année 1991), établi le 28 mars dernier à 1,7210 DM # 5,8160 F. Au moment où ce record était battu, une avatanche d'ordres d'achat a déferlé, provenant de vendeurs à découvert (short) qui rachetaient les dollars cédés auparavant, le rythme de la remontée s'accélérait sous l'effet des ordres-stop, qui sont exécutés automatiquement lorsque le cours d'une devise atteint un niveau fixé à l'invance, à la bausse ou à la baisse, pour limiter les pertes des opérateurs. En deux mois, le dollar vient de regamer ce qu'il avait perdu en un an.

Le «détonateur» du mouvement a été d'abord l'annonce, jeudi, d'une forte diminution du déficit commercial des Frats-Unis en février, ramené à 5.33 milliards de dollars, contre 7,2 milliards en janvier et une moyenne nensuelle de 8,4 milliards en 1990. Ce déficit est le plus bas enregistré depuis sept ans (septembre 1983)

Ensuite, la parution d'un article du Washington Past suivant lequel les membres de la commission de l'open market de la Réserve fédérale américaine (Fed), réunis le 26 mars, anraient décidé, à l'unanimité, de ne plus abaisser les taux d'intérêt à court terme. Le président de la Réserve, M. Alan Greenspan, aurait proposé qu'aucune diminution du taux d'intervention de la Fed, actuellement fixé à 6 %, n'ait lieu désormais que si vice-président, M. Helmut Schlesin-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 19 AVRIL 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précèdente.)

A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi 19 avril, 4,2302 F contre 4,1653 F le vendredi 12 avril.

Près de 4 % de hausse en vingt- l'activité économique fléchissait

L'attitude prétée par le journal aux responsables de la Fed est fort plausible, dans la mesure où, ces dernières semaines, de très vifs débats upposaient ces responsables sur l'opportunité d'une nouvelle détente du lover de l'argent, au moment même où la fin prochaine de la récession semble probable aux yeux de nombreux analystes outre-Atlantique. Dans ces conditions, le coup d'arrêt à la spéculation sur la baisse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unix entretenu depuis des semaines, et qui pesait sur les cours du dollar, a immédiatement provoqué l'envolée d'un billet vert déjà raffermi par l'amélioration de la balance commerciale. Enfin, sur un plan technique, le franchissement très aisé de ce fameux cours de 1,7210 DM a excité les opérateurs sur graphiques (chartists) qui not, tout de suite, fixé un nouveau chenal d'évolution pour le dollar, désormais de 1,70 DM-1,75 DM, el ourquoi pas 1,80 DM, contre 1,65

Si le dollar s'est montré ferme, le deutschemark est resté faible et ceci vică-vic de toutes les devises. Cette faiblesse, dont les causes sont bien connues (hansses salariales outre-Rhin et graves difficultés de la fusion économique RFA-RDA) ne pent que préoccuper les dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), dont les déclarations se multiplient, avec un thème quasiment unique : il faut que la mnunaie allemande reste forte pour contribuer à la lutte contre l'inflation en évitant une augmentation du coût des importations. C'était le sens des propos de M. Hans Tietmeyer, membre du directoire, en début de semaine, relayé, à la veille du week-end, par le

DM-1,70 DM précédemment.

ger, affirmant : « nous ne sommes pas satisfaits de la parité dollar-mark». La parade, évidemment, est le maintien de taux d'intérêt élevés outre-Rhin, avec une possibilité de relévement supplémentaire, qui devrait permettre au mark de se raffermir, comme ceia a été le cas à physicurs reprises dans le pessé, notamment à l'automne 1989. Cette fois-ci, néanmnins, la potion magique, et amère, pourrait ne plus être aussi efficace, les milieux financiers internationaux tenant le raisonnement suivant : « Plus la Bundesbank relève ses taux, moins on a consiance dans le mark (faut-il qu'elle ait peur pour prendre de telles mesures).» C'est bien ce qu'on observait autrefois, au début des années 1980, quand le franc était faible.

Dans cette affaire, la monnaie française ne peut que gagner, au sein du Système monétaire européen tout au moins, et surtout vis-à-vis du mark, dont le cours, en sin de seruaine, est retombé un peu au-dessous de 3.37 francs au plus bas depuis son cours pivot de 3,3538 francs, comme en septembre de l'année dernière. Ce recul, on le sait, reconstitue la marge de manœuvre de la Banque de France, qui pourrait, à nouveau, abaisser ses taux directeurs sans avnir à défendre le franc.

Toutefnis, des obstacles techniques se dressent toujours sur sa route. La grande vigueur de la peseta, dupée par des taux d'intérêt espagnols assassins, continue à pousser le franc en queue du SME, ce qui oblige les banques centrales des deux pays à intervenir. La Banque d'Espagne n maintenu ses taux d'intervention cette ne, décevant les espoirs.

FRANÇOIS RENARD



## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

FINANCIERE AGACHE

BÉRÉFICE NET CONSOLIDÉ DE 3,776 MILLIONS DE FRANCS EN 1990

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Jean Dromer a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires ennsolidé passe de 28,190 millions de francs à 29,076 millions de francs, soit une progression de 3,1 %. A taux de change identiques à ceux de 1989, le chiffre d'affaires aurait été de 31,188 millions de francs, en progression de 10,6 %.

Le chiffre d'affaires du secteur des produits de prestige (LVMH, Christian Dinr, Cétine, Christian Lacroix) passe de 20,916 millions de francs à 21,238 millions de francs, et le secteur Distribution (Chaforama et Bon Marché) a comm une croissance plus élevée (+7,8 %) avec un chiffre d'affaires passant de 7,274 millions de francs à 7,838 millions de francs.

La dépréciation du dollar et du yen et le crise du Golfe ont également pesé sur l'évolution du résultat, la dépréciation des devises n'ayant pu être que partiellement compensée par la politique de couverture de change.

Le résultat net avant éléments inhabituels et le résultat net s'établissent à 3,667 millions de francs et 3,776 millions de francs contre 3,745 millions de francs et 3,886 millions de francs respectivement en 1989. A devises constantes, le constantes, le constantes de francs respectivement en 1989. A devises constantes, le constantes de résultat net aurait été de 21,1 %, ce qui reflète la performance économique réelle du groupe. En raison de l'effet devises et des charges financières liées aux investissements, la part du groupe passe de 403 millions de francs.

Il sera propose à l'assemblée générale qui se tiendre le 28 juin prochain à 11 beures à l'abrel Nikko le versement d'un dividende de 10 francs par action (plus avoir fiscal de 5 francs) au titre de l'exercice 1990.

# Mais qui a peur de la Bundesbank?

La subite remonice des rendements des emprunts d'Erat alle-mands, passés de 8,26 % à 8,40 % pour le bund 10 ans à la suite des pour le duit des dirigeants de la propos musclés des dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne (Bandesbank), a jeté un petit froid en France où les cours de l'échéance juin du MATIF, partis ponr la gloire à plus de 107, ont retrogradé vendredi à 106,40 ce qui équivaut à un rendement de 8,90 % pour l'OAT française à 10 ans, l'écart entre Paris et Francfort continuant à se réduire lentement (0,50 point contre 0,55 point la semaine dernière). A un moment, l'OAT 10 ans cotait 8,79 %, ce qui commençait à devenir intéressant.

Tout le problème, mainlenant, est de savoir comment les marchés enropéens réagiront à un nouvean durcissement de la politique unuotaire allemande an cas où le mark continuerait à fléchir, ce qui n'est nullement exclu. A la veille du week-end, M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, a

affirmé que l'environnement inflationniste en Allemagne s'étail cupations du gouvernement franrécemment aggravé, les augmenta-tions de salaires contribuant à alimenter les pressions inflationnistes : en consequence, la banque centrale continuera de « tenir les rênes serrées», ce qui servira égale-ment à raffermir le cours du mark, a-t-il prévenu (en fait, tout est lié).

L'avertissement est donc clair, et il est vraisemblable que le taux des pensions de la Bundesbank puisse être relevé un juur ou l'autre. La Banque de France n'aurait aucut raison de suivre, si elle n'a pas besoin de défendre le franc, comme l'évolution des parités de changes semble l'annoncer. Elle serait même en mesure de se déconnecter complètement, en abaissant son taux directeur en dessous de 9 %, partant da prin-cipe que la France, dont l'activité économique se raientit, a un besoin urgent de réduire le coût du credit pour ses entreprises, viotimes de taux d'intérêt réels abso-

lument assessins. En fait, les précocais sont totalement opposées à celles du gunvernement allemand, puisqu'à Paris on n'éprouve nul souci de calmer la surchauffe ni de brider une inflation renaissante. La adéconnection » est donc indispensable, et l'heure est peut-être venue de la réaliser, pour la première fais depuis vingt ans.

### Restructurations d'emprunts

Sur le marché obligataire de Paris, la hausse initiale du MATIF a facilité le placement du milliard de francs demandé par Aéroports de Paris à 9,27 %, le repli de ce même MATIF contrariant un peu celui des Charbonnages de France (1,5 milliard à 9,20 % nominal, 9,17 % reel), l'écart de 0,55 point nvec l'OAT, fixé par le syndicat placeur (BNP chef de file) étant jugé un pen maigre pour les

Les apérations de restructuration des emprunts se ponrauivent à cadence accelérée, leur inbjectif étant de constituer des « gisements » d'un mantant et d'une palette suffisants pour leur assurer une liquidité satisfaisante et faciliter leur placement, en France ou à l'étranger. Ces derniers mois, on a Crédit funcier et EDF lancer des niffres d'échange pour regronper des «lignes» trop dispersées. Cette fois-ci, le Trésor a confié au Crédit commercial de France et nu Crédit lynnuais le management d'une affre d'échange d'un emprunt de 1,9 milliard d'écus (12 milliards de francs) 8,50 % 1997 coutre une nouvelle snuche (à créer) 8,50 % 2002. L'objectif du Tresor est d'alinnger l'échéance et surtaut de mettre en ligne les coupons afferts, la sortie da 8,30 1997 hore du gisement du MATIF ne laissant que le 10 % 2001 dunt le taux nominal est trop élevé na regard des 9 % pratiques actuellement sur l'écu. Ce même emprunt 8,50 % 1997 est détenn par les particuliers à hauteur de 400 millinns d'écus et par les institutionnels à hauteur de 1,5 milliard d'écus, dant les trois quarts à l'étranger.

### **MATIÈRES PREMIÈRES**

# La banane face au cyclone du grand marché

Peu de gens savent que la signature du traité de Rome en 1957 fut retardée de quatre jours par un différend avec l'Allemagne sur le « protocole bananes. A quelques encablures du marché unique européen, ce fruit risque encore de faire des siennes, tant les producteurs des départements d'outre-mer (Martinique et Guadeloune) craignent pour leur survic.

Introduite su dix-huitième siècle par Colbert, imposée par le Code Nnir de l'esclavage (à raison de 25 arpents par tête), la culture de la banane dans les Antilles françaises a connu son essor dans les années 30, le souvernement souhaitant assurer l'appravisinanement total de la métropole et créer une flotte bananière. Depuis un arbitrage de 1962, le marché français (de l'ardre de 400 000 tonnes par an) est partagé à raison de 2/3 pour les DOM et de 1/3 pour les

PRODUITS	COURS DU 19-4
Coivre h. g. (Loubes)	1 430 (+ 54)
Trais mois	Livres/tense
Abrasiniwas (Landes)	t 427 (- 5)
Trais mois	Dollarstonne
Nichel (Lestre)	9 tii3 (+ 52)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Pais)	263,6 (- )
Acti	Dollars/tonne
Cuff Leakest	575 (- 3)
Mai	Livres/tonne
Cacao (New York)	t 648 (+ 47)
Mai	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	278,75 (~ 9,50)
Mai	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	256,75 (+ 2)
Mai	Cente/boissess
Saja (Chicago)	173,80 (+ 3,10)
Mai	Dollars/L courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Mais, fin 1990, le Cameroun a la ment dépassé son quiua de 9 000 tonnes, exportant à très bas prix et provoquant pour les planteurs antildes pertes estimées à plus de 100 millions de francs. Cet épisode intervient dans un contexte tendu, l'ouverture européenne supposant l'importation prochaine des bananes de toutes origines sans taxe ni prélè-

Une telle menace inquiète les producteurs de la Communauté, en par-ticulier ceux des Antilles qui souffrent d'un écart de compétitivité face aux concurrents latino-americains, pour des raisans principalement «sociales». En Martinique et en Gua-deloupe, le salaire journalier atteint 320 francs. Dans la région camibe et en Amérique latine, il varie entre 30 et 80 francs. Au Honduras, un carton de 20 kilos de fruits se vend 1 dollar, soit 5.5 francs. Le même prix exacte-ment qu'un kilo de bananes des Antiles arendu le Havre»...

Les DOM français ne sont pas le

seuls touchés par les risques de la libéralisation au sein de la Communauté. Les productions curopéennes eprésentent en effet 25 % du marché des Douze. Aux bananes « françaises» de Guadelnupe et de Martinique s'ajoutent la production espagnole des Canaries (350 000 à 400 000 tonnes), celle de Madère (Pnrtugal) pour 40 000 tonnes et celle de la Crète (Grece) pour 12 000 tonnes. Quant aux pays ACP fournisseurs tradition-nels de la CEE (avec une part de marché de 25 %), il s'agit des producteurs francophones (Côte-d'Ivoire et Cameroun) et anglophones : les lies sous le Vent (Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), le Bélize et le Suri-nam. Sans oublier la Somalie au titre des ACP italiens... Quant aux pays tiers exportant vers la Communauté, qui détiennent 50 % du marché, ce sont principalement l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et la Coloni-

Soutenus par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, les profes-

sionnels des Antilles la CEE l'instauration d'un régime particulier pour la banane européenne après 1993 : une taxation spéciale qui frapperait les fruits d'Amérique larine au-delà du droit de douane normal en

vigueur de 20 %. Ce prélèvement à l'entrée serait ensuite ristourné aux pays exportateurs concernés, afin de les appnyer dans leur recherche de nnuveaux marchés ou dans le developpement de leurs cultures vivrières. Président de la Sicabam (2), M. Yves Hayot voit dans cette proposition une double vertu morale et économique : elle permet aux planteurs latino-amé-ricains de récupérer un pouvnir d'achat jusqu'ici « confisque » par les multinationales banonières; elle assure la pérennité des plantations européennes - Antillaises principalement – par le jeu de la préférence communautaire, sans les exempter d'un effort de modernisation et d'homogénéisation des qualités. Dans les DOM français, cette activité occupe 2 500 producteurs, représente 30 000 emplois directs et indirects, soit 25 % des actifs. Zones de cyclones et d'ouragans (le prénommé Gilbert, en 1988, jeta à terre 40 000 innnes de bananes en Guadeloupe), ces régiuns sont aussi limitées dans l'espace : les plus vastes plantations couvrent une centaine d'hectares. Rien de commun avec les bananeraies de 10 000 hectares d'un seul tenant du Guatemala, qui permettent des traitements aériens ou l'aménagement de ports privés nan soumis au contrôle des dockers. Le cyclone du grand marché unique menace ce fruit très populaire consommé en Europe comme dessert. ERIC FOTTORINO

(1) Sur le marché de la banane, on peut lire dans la collection « Cyclope » l'ouvrage de Bénédicte Chatel les Bananes, paru ce mois-ci chez Economica (58 francs). La banane y est présentée comme « l'un des produits les plus remarquables du comi

# L'OTAN envisage de « quadriller » le ciel européen La direction générale de l'eviation civile e région parisienne, par la tour de contrôle de l'aéro-

ouvert una enquête sur l'origine d'un incident, survenu vendredi 19 avril, lorsqu'un Airbus de le compagnie Air Inter, en provenance de Merseille avec cent quarente passagers à bord, e été frôlé par deux Mirage-F1, de la bese de Reims. L'Alrbus, qui volait à quelque 300 mètres d'eltitude, venait d'être autorisé à se poser eur le piste d'Orly, en

septembre, « entre les anciens enne-BRUXELLES de natre correspondant

Le CEAC (Comité de coordinetion de l'espace aérien européen), créé en 1955 dans le cadre de POTAN pour concilier les exigences relatives aux especes gences relatives and especies aériens civil et militaire, seule instence internationale de cette nature, a été réactivé pour feire face à l'accroissement général du trafic civil et nux nouveaux problémes posés par l'augmentation des vols entre l'Europe de l'Ouest et une Europe de l'Est sortie de son olement mais fort en retard dans le dumaine de la sécurité.

Une rencontre à ce sujet aura lieu prochainement, sans doute en

# LESSENTIEL

DATES

ÉTRANGER

URSS : les républiques

face à l'Union Le plan anti-crise du gnuverneen Corée du Sud

Le président soviétique a été mieux accueilli qu'au Japon..... 5 Le Québec en quête

de souveraineté La visite de M. Jacques Perizeau en France .....

### POLITIQUE

La réforme hospitalière M. Durieux cherche à obtenir ince des centristes..... 7 Livres politiques

«Les jeux du destin et de l'Histoire », par André Laurens ......

### HEURES LOCALES

a Parin gelère pour les hendicapés à La longue histoire du POS de Strasbourg à Le supermarché des enllectivités locales 1 Le Centre à la recherche d'un Montpellier, technopole 10 à 13

### SOCIÉTÉ

Congrès du SNES Une mise en garde à M. Jospin avant la réforme des lycées... M. Le Pen au tribunal La président du Front national et les « internetionales » .....

### CULTURE

« Coluche », par Boggio Onminique Walton, ancialague rend compte de la bingrephie consacrée à Coluche...

### ÉCONOMIE

Lourd déficit à l'office HLM de Grenoble La ville et le département devront

intervenir ..... La Yougoslavie dévalue Le gouvernement Markovic propose un plan au Parlement fédéral

Flambée du dollar Le billet vert a atteint 5,85 F à New-York..

## Services

Abonnements Marchés financiers ..... Météorologie Mots croisés.. 18 Télévisinn. 17 Spectacles..

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 nvril 1991 a été tiré à 509 969 exemplaires. port. Seinn des térmoins, les deux Mirage-F1 sont peasés soue le nez da l'Airbus. Ni le contrôle aérien réginnal de Brétigny-sur-Orge ni la tour de contrôle de l'aéroport n'evaient été prévenus de cette intrusion qu'ils n'ont pas détectée suffisamment è tempe, bien qu'il semble que les deux Mirage aient fait deux passages dans le ciel d'Orly.

mis de la guerre froide, dans le pro-longement de la déclaration de Londres sur la coopération avec l'Est », a annoncé, vendredi 19 avril à Bruxelles, un haut fonc-

tionnaire de l'organisation. Il s'agit d'éviter des incidents tels que l'entrée, il y e quelques années, d'un Mig-23 soviétique sans pilote dans l'espace aérien necidental, mais surtout d'aider des peys comme la Pologne et la Hongrie à abandonner les mauvaises babitudes de la guerre froide, pendant laquelle les milltaires avaient la priorité, pour s'adapter à l'essor du trafie civil.

#### « Des boucs émissaires tout désignés »

« Leurs systèmes sont tout à fait dépassés, l'Allemagne réunifiée en fait l'amère expérience », a dit le responsable de l'OTAN, insistant notamment sur la nécessité de ren-dre compatibles les matériels de l'Est et ceux de l'Ouest, en matière de radars, de bandes de fréquences et de procédés d'identification des anpareils.

Les nnuveaux abjectifs du CEAC concernent aussi la coopération avec les civils occidentaux. Un seul accident par interférence des trafics militaire et civil a eu lieu dans l'espace aérien européen depuis la création de l'OTAN, ce fut en 1958 en Italie el pas du fail de l'armée.

Bouygues

et les Galeries Lafayette

associés dans un vaste

projet immobilier à Berlin

Le groupe de bâtiment et tra-

d'offres et d'un concours d'archi-

tecture, pour un vaste projet de rénovation. Il s'agit de rebâtir une

partie de la Friedrichstrasse,

proche de l'ancien mur, avant

guerre principale artère des affaires

et du commerce de la ville et pres-

que totalement détruite par les

Le projet prévoit la construction,

logements pour un total de 1,4 mil-liard de deutschemarks (4,75 mil-

liards de francs). Les Geleries

Lafayette sont associées à l'archi-

tecte Jean Nnuvel, Bouygues au

cabinet new-yorkais Pei Cobb

Freed et Tishman Speyer au cabi-

net allemend Ungers et Partners.

Les trois firmes sélectionnées ont

acheté les terrains pour l'équiva-

□ Trois hommes gardés à vue à

Bayonne après l'attentat contre une

agence immobilère de Biarritz. -

Trois hommes, sympathisants pre-

sumés d'Iparretarrak, ont été

entendus, vendredi 19 avril, par la

police judiciaire de Bayonne à la

suite de l'attentat commis, dans la

nuit du 18 au 19 avril, contre une

agence immubilière de Biarritz

avec un engin de fabrication artisa-

nale. C'esi le Ireizième du genre

depuis que l'arganisation claudes-tine basque, dissoule en juillet

1987, a fait de l'immobilier de loi-

sirs sa cible privilégiée. Le premier avait visé, en novembre 1990, un

programme en construction de

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

lent de l milliard de francs.

bombardements de 1945.

vaux publics Bouygues et les Galo-

numbreuses mesures de sécurité qui retardent beaucoup de vols commerciaux, « les militaires étant des boucs émissaires tout désignés», selon l'OTAN.

Actuellement quelque dix mille eppareils militaires, dont six mile avinns de combat, sont présents dans les pays européens de l'OTAN, et il faut ajouter des milliers d'bélicoptères. Bien qu'on ait de plus en plus recours à la simulation pour l'entraînement des pilotes, cele contrarie singulièrement les exigences de l'aéroneutique civile.

La crise du Golfe, pendant laquelle le trafie a augmenté d'environ 20 % au dessus de l'Europe, malgré la diminutina des longs courriers civils, n incité le CEAC à réflécbir à ce qu'il pourrait proposer aux organisations non militaires, tel l'EUROCONTROL

Son idée est de « s'éluigner du système actuel des corridors affectés à chacun, d'un puint à un autre, pour le remplacer par un cantrôle de zones avec un partage souple de l'espace ». Autrement dil, l'espace aérien européen serait divisé en « carreaux de damler », pris en charge alternalivement par l'armée ou les contrôleurs aériens civils, en function des nécessités du

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

ETATS-UNIS : devant la médiocre qualité de l'enseignement

# Le président Bush lance une réforme nationale de l'éducation ment sont prévues pour les ensei-

WASHINGTON

correspondance Déterminé à tenir sa promesse électorale d'être « le président de l'éducation », le président Bush, s'adressant à im groupe réunissant des milieux d'affaires, des gouverneurs et des membres du Congrès, a exposé, jeudi 18 avril, les grandes lignes d'un programme de rénovation et d'amélioration de l'enseignement, notamment dans le primaire et le secondaire. Il s'agit d'une « renaissance », a dit le président.

dent. Le plan repond aux aspirations de l'opininn, dant une grande majnrité s'inquiète de la qualité insuffisante de l'enseignement. Les préoccupations électorales ne sont pas absentes de l'initiative du président, soucieux d'échapper au eproche qui lui est généralement fait de se désintéresser des pro-blèmes intérieurs. Les démocrates ont immédiatement qualifié d'a insuffisant » un programme qui, disent-ils, reprend a trop peu et trop tard » leurs propres proposi-tinns, que l'administration améri-eaine a binquées pendant des

«Ne comptez pas sur Washington pour résoudre les problèmes de l'en-seignement », a dit le président. Les écoles du primaire et du secon-daire continueront donc d'être de la responsabilité des Etats et des autorités locales. Néanmoins et le autorités locales. Néanmoins, si le nonveau projet entre en epplica-linn, le gonvernement fédéral va jouer un rôle plus Important. La Maison Blanche demendera au Congrès de modifier la législation pour permettre d'allouer des finads fédéraux à certains élèves, notam-'ment les plus « défavorisés » (pau-

vres, handicapés, nouveaux immigrants, etc.) pour leur permettre d'aller dans les écoles privées on paroissiales. Cet encouragement donné à la liberté de chnisir crée

Le choix ne doit pas condamner les écoles publiques en difficulté, disent les démocrates, qui soulignent la nécessité de défendre le principe de le séparation des Egises et de l'Etat. D'autre part, le président compte sur l'aide du secteur privé. Il envisage pour 1996 la création de nouvelles écoles expérimentales, qui recevront chacune mentales, qui recevront chacune ement un dan de un dn gonvernement million de dollars.

#### « Tests de performance»

Un groupe de grandes sociétés s'est engagé à dépenser 150 millions de dollars pour un pragramme de recherche sur les conditions de travail, l'emplui de la tachanlagie et les annuvelles technogie et les nuvelles méthodes pédagogiques de ces éta-blissements. Par ailleurs, les milieux d'affaires sont invités à créer un système privé d'enseigne-ment de qualité pour les travail-leurs de leurs entreprises.

Le nouveau plan envisage surtout diverses mesures pour amélio-rer la qualité de l'enseignement, notamment la création d'examens à l'échelle nationale, appelés « tests a l'ecneile nationaie, appeies « tests de perfirmance », sur les matières fondamentales : mathématiques, sciences, anglais, histoire et géographie, dont les collèges et les employeurs suront à tenir compte constitute de candiquand ils exammeront les candidats à l'admission nu à l'em-

Enfin, des différences de traite-

gnants, favorisant les plus compétents on ceux travaillant dans les conditions les plus difficiles. Le recrutement sera encouragé par des dons fédéraux aux Etats et nux antorités locales, qui auront la charge d'instituer un nouveau système permettant d'embaucher des enseignants n'ayant pas reçu une formation professionnelle. Le coit du projet est relativement faible : 820 millions de dollars sur un total de 27 milliards constituant le budget de l'éducation; 230 millions de dollars seront destinés à « faciliter» aux parents le choix de l'école

pour leurs enfants. Le président a déclaré qu'il allait dnnner l'exemple pour encourager la formetion continue, indiquant qu'il retournerait à l'école la semaine prochaine. « Je veux savoir comment me servir d'un ardinateur », a-t-il dit.

HENRI PIERRE

ma element in desir.

.d ... 1441 | 01

: s let | 1.5

there to the same

CONTRACTOR OF THE PARTY.

Was to the Property

.l. is.: :. # 2

براجي عاز جاساته

all the second

- 27. 4. An

Pan'so a n

Crem

547

7.4 .2 -17.4.2

CT1 24\*\*\*\* 27\*1

Une des figures de la Chambre des représentants, M. Morris Udall, part à la retraite. L'un des membres les plus respectés et populaires de la Chambre des Représentants, le démocrate de l'Atizona Morris Udall, va prendre sa retraite après près de trente ans de vie parlementaire, Grand défenseur de l'environnement et juriste scrupulenx, M. Udall, bien connu per ailleurs pour son humour canstique, evait été battu aux primaires démocrates par Jimmy Carter lors de l'élection présidentielle de 1976. Agé de soixante huit ans, M. Udali souffre depuis plus de dix aus de la maladie de Parkinson. — (AFP.)

# **EN BREF**

ANGOLA : vente à De Beers de la production diamantaire. - L'intégralité de la production diamantaire de la réginn de Cuango sera désormais vendue à De Beers, le premier marchand mondial de dismants bruts, au terme d'un contrat signé, vendredi 19 avril, entre cette société et la compagnie d'Etat ries Lafayette, ainsi que le société Endiama. Cette production sera commercialisée, à Londres, par la américaine Tishman Speyer Properties, unt été sélectionnes par le Central Selling Organisation, -Senat de Berlin et la Treuhandanstalt (l'organisme ebargé des privatisations) à l'issue d'un appel

BANGLADESH : incarcération de l'ancien président Ershad.

L'aneien président du Bangladesh,
Hossnin Mohnmmad Ershad, qui était assigné à résidence depuis sa démission en décembre, a été incarcéré, jeudi 18 avril. Le nouveau premier ministre, M= Khaleda Zia, s'était engagée la semaine dernière à ce que M. Ersbad soit plecé en détention, en attendant son proces pour corruption et abus d'ici à 1995, de 120 000 m² de bureaux, commerces, restaurants et de pouvair. - (Reuter.)

CAMBODGE : M. Hun Sen se rend à Tukyn pour subir des exa-mens médicaux. – Le premier mens menicana. ministre cambodgien, M. Hun Sen, était attendu samedi 20 avril à Tokyn pour une visite privée durant laquelle il sera hospitalisé. et subira une série d'examens médicaux, a indiqué le ministère japoneis des effeires étrangères. M. Hun Sen, âgé de quarante ans, evait été bospitelisé à Paris en décembre dernier après avoir été victime d'un malaise alors qu'il participait à des discussions sur le Cambodge. - (AFP.)

CHINE: mort de Qin Benli, figure célèbre du journalisme indé-pendant. – Le journalisme indé-pendant, intellectuel conteste-les de la contestetaire du régime, est mort d'un cancer à Shanghai, lundi 15 avril, à l'age de soixante-treize ans. Fondaleur et rédacteur en chef du World Economic Herald, bebdomedaire influent soutenu par les dirigeants réformistes, il avait joué un rôle important dana le mouvement de contestation du printemps 1989, ce qui lui avait vulu d'être exclu du

Le Monde

DIX ANS

Parti communiste. Ayant perdn son travail, déjà etteint par le maledie, il continua néanmoins ces deux dernières années à défendre la cause des étudiants contesta-

CUBA: Accord sur le prix du sucre entre Moscon at La Havane. - Après plusieurs mois de négociations, Moscou a finalement accepté de continuer à payer pendant une année su pplémentaire son sucre importé de Cuba au double du cours mondial. La Havane va donc pouvoir exporter dans le cadre de l'accord de commerce renégocié fin décembre pour 2,2 milliards de dollers de sucre à destination de l'URSS. Ces exportations représen-tent près de 80 % des recettes cubaines en devises convertibles. Cuba vient donc d'obtenir un nouveau répit an moment nu La Havane, dont l'économie est parti-culièrement dépendante de celle de l'ancien bloc de l'Est, est de plus en plus menacée de voir Moscou, en proie-elle même à des difficultés eroissantes, abandonner la prati-que des tarifs préférentiels qu'elle

lui accordait jusqu'ici. □ GUATEMALA ; Demande d'enquête sur des fosses communes. Une association de familles guaté malteques a nffirmé, vendredi 19 evril, avoir recensé 118 fosses communes où anraient été enterrées clandestinement des victimes des violences qui ont ensanglanté le pays ces vingt dernières années, et a demandé leur ouverture. La représentante du Groupe de Sou-tien Mutuel (GAM), qui représente 3 000 familles de disparus, n déclaré que les démarches de ce mouvement ant abouti à l'ouverture de cinq fosses. - (AFP.)

II MADAGASCAR : accord de représentations diplomatiques avec l'Afrique du sud. - Madagascar et l'Afrique du Sud ont signé, vendredi 19 avril, un accord qui prévoit l'nuverture de bureaux de représentation malgache à Prétoria et sud-africain à Antananarivo, a annoncé le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha. - (AFP.)

MALI: le bilan des émentes de mars. - Le bilan officiel des émentes, qui onl abouti, en mars, au renversement du général Moussa Traoré, s'élève à 112 morts et 822 blessés dont 412 nnt été hospitalisés, a rapporté, vendredi 19 avril, le quotidien gouvernemental, L'Essor. - (Reuter.)

mAROC : signature d'un accord de coopération aucléaire avec la France. - Un accord de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire a été signé, vendredi 19 avril, à Rabat entre le ministère marocain de l'énergie et des mines

et le Commissariat français à l'énergie atomique. Cet accord vise à développer les échanges scientifi-ques et techniques entre les organismes nationaux de recherche dans l'usage pacifique des techniques nucléaires. - (AFP.)

o OUGANDA: assassinat d'un missionnaire français. - Un missionnaire français, le Père Alexander You, e été tué, lundi 15 avril, par des hommes armés à lhanda, dans le sud-ouest de l'Ouganda, a indiqué, vendredi, le journal gouvernemen-tal, New Vision. Agé de soixante et un ans, membre de la Congrégation des Pères blancs, il était arrivé dans le pays en 1959. - (AFP.)

D PORTO RICO : trente immigrés claudestins mourent dans un nenfrage. - Trente immigrants clandestins an moins, originaires de la République dominicaine, ont péri vendredi matin 19 avril, dans le naufrage de leur bateau, qui s'est retourné an large de la côte sudouest de Porto Rico. D'après un porte-parole de la police, environ 80 personnes se trouvaient à bord de l'embarcation. - (Reuter.)

G SÉNÉGAL : assessinat de deux notables en Casamanca. – Deux notables ont été tués, le week-end dernier, par des séparatistes casamançais, n annoncé, vendredi 19 avril, le quotidien pro-gouver-nementai, le Solell. Selon ce journal, la rupture de la trêve récemnégociée entre le gouvernement et la rébellion pourrait être le fait d'une faction indépendantiste non concernée par les négociations en cours. — (AFP.)

 ZAIRE: troubles sangiants dans plusieurs villes. - Les vinlentes manifestations qui ont eu lieu, samedi 13 et lundi 15 evril, à Mbuji Mayi, ville diamantifere du centre du Zaïre, ont fait officiellement cinq morts. Pour le parti de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), la répression « a tourné au massacre et a fait au moins treize morts, tues par balles ». D'autre part, des incidents graves onl eu lien récemment à Kinsangani el à Lubumbashi, la capitale de la province du Shaba. - (AFP.)

ZAMBIE : révocation du ministre de la défense. - Le président Kennetb Kaunda a révoqué, vendredi 19 avril, M. Dudson Siatalimi, son troisième ministre de la défense depuis le 30 juin dernier, date à laquelle un militaire avait fait une fausse annonce à la radio pour dire que le gouvernement avnit été renversé après des émentes de la faim qui avaient causé la mort, à Lusaka, d'nu moius 27 personnes. - (AFP.)

### VIETNAM Interpellation de M. Huong écrivain et résistante de la première heure

M- Duong Thu Huong, auteur de plusieurs romans, pièces de théâtre et nouvelles, a été interpelléc le 13 avril à Hanol et serait interrogée dans les locaux du ministère de l'intérieur, a annoncé, vendredi 19 evril, son entourage. Il lui serait reproché d'avoir tenté de hui serait reprocese d'avoir tente de faire sortir du pays des textes rédi-gés dans le cadre de la préparation du septième congrès du PC, quidoit se réunir début juillet dans la capitale vietnamienne.

Auteur notamment d'un roman connu (les Paradis aveugles, publié par Antoinette Fouque), qui décris les déceptions récentes de ceur qui ont combattu Français et Américains, Mar Huong contribue, avec Pham Thi Hoai, Nguyen Huy Thiep et d'autres, à la renaissance de la littérature au Vietnam. Leurs ouvrages sont souvent censurés par le pouvoir.

Résistante de la première heure et membre du Parti communiste, elle avait réclamé, dès mars 1990, « l'abandon immédiat du principe de la dictature du prolétariat ». ainsi que de ceini du « centralisme démocratique ». Elle avait été placée en résidence surveillée en juin 1990. Phan Huy Duong, egalen traducteur en français de Pham Thi Hoai, présente Huong comme « l'écrivain le plus populaire du J.-C. P.

C. J. Simon Les banques REPÈRES

M. Béziade La monnaie et ses mécanismes

REPERES

J. Régniez Les nouveaux produits financiers

REPÈRES 128 p., 42 F. 100 titres LA DÉCOUVERTE

Lordin mattante are a .co. to 154 317C-41.62 77 7 2 F 412 47 14 1 1

> A STATE OF THE REAL PROPERTY. And the state of the state of

7.0 77. .00 ... State .